



## Avalanches meurtrières : soixante morts dans les Alpes en février

LES AVALANCHES ont tué au moins soixante personnes depuis le début du mois de février dans les Alpes. La catastrophe la plus meurtrière a eu lieu à Galtuer, dans le Tyrol autrichien, où le bilan s'élevait, vendredi 26 février, à trente-quatre morts et quatre ou cinq disparus. En France, deux avalanches ont encore fait un mort et trois blessés, jeudi, dans les Hautes-Alpes. Mais pour les météorologistes, ces chutes de neige s'expliquent par une « situation remarquable mais pas exceptionnelle ». En Savoie, les trois rescapés de la Vanoise ont survécu grâce à leur bonne connaissance de la haute montagne, alors même que leur randonnée était une « imprudence caractérisée », selon la protection civile.

Lire pages 10 et 25

## Ingres, virtuose impitoyable

Deux cents dessins et peintures du peintre français sont exposés à la National Gallery de Londres et célèbrent son côté primitif, nordique, par des portraits à la précision impitoyable. p. 26

## Procès du sang

Les avocats des ministres demandent à la Cour de justice de la République qu'elle s'en tienne uniquement au droit pénal. p. 9

## Manceuvres dans l'aéronautique

L'industrie aéronautique et de défense européenne se prépare à une nouvelle vague de rapprochements après la constitution de champions nationaux comme Aerospatiale et Matra. p. 16

## Sauvegarde des races rustiques

Vache ferrandaise, porc noir du Pays basque, cheval de trait : de nombreux programmes de sauvegarde tentent d'enrayer la régression de la biodiversité du cheptel français. p. 12

## Nouvelle utopie publicitaire

Pour vendre des outils informatiques, les publicitaires veulent démontrer que les technologies de l'information peuvent rendre la vie plus simple et surtout plus humaine. p. 18

## Parfums sexuels

Chanel, Armani, Saint Laurent et même Calvin Klein ou les jeunes créateurs conjuguent désormais les senteurs au masculin et au féminin. Les ventes confirment la reprise. p. 24

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 227 - 7,50 F



## La nouvelle croissance française selon « DSK »

● En 1998, l'activité a progressé de 3,2 %, meilleure performance depuis 1989 ● En janvier, le chômage a encore baissé ● Le ministre de l'économie affirme au « Monde » que la France est entrée dans « un régime de croissance » à l'américaine ● « 1998 a été l'année des records »

LES DERNIÈRES statistiques publiées, vendredi 26 février, par l'Insee et le ministère de l'emploi font apparaître que la conjoncture est moins déprimée que prévu. La croissance a, en effet, atteint 3,2 % en 1998 au lieu des 3,1 % qui étaient initialement escomptés par le gouvernement. C'est la meilleure performance depuis 1989. Le marché du travail est lui aussi bien orienté. En décembre 1998, le nombre des chômeurs avait diminué de 41 000. Les experts redoutaient que cette baisse atypique soit compensée par une hausse en janvier. Or ce n'est pas le cas. Au cours du mois dernier, une nouvelle baisse de 4 000 a été constatée, ce qui porte à 2 895 900 le nombre des demandeurs d'emploi.

Dans un entretien au « Monde », Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, estime que ces bons résultats valident sa thèse selon laquelle l'économie française ne traverse



qu'un « trou d'air ». Il affirme que, dès l'été, la France « reviendra au rythme de croissance qui est potentiellement le sien », soit « 2,5 % à 3 % par an ». « 1998 aura été l'année des records de la décennie, insiste-t-il. Record de croissance, record de consommation, record d'investissement, record de créations d'emplois. Mais surtout, vertu cardinale, c'est l'année de la confiance retrouvée. (...) Nous sommes donc devenus un des moteurs de la croissance européenne. » Pour justifier son optimisme, le ministre de l'économie et des finances fait aussi valoir que « la France est en train d'entrer dans un nouveau régime de croissance, plus durable, car porté par les nouvelles technologies, comme cela s'est passé aux Etats-Unis ». Vantant le dynamisme du modèle américain, il estime toutefois qu'il « ne faut pas laisser les inégalités se développer ».

Lire pages 6 et 7

## Cet évêque belge de choc qui prêche le Carême au Vatican

BRUXELLES de notre correspondant

C'est peu de dire que Mgr André-Mutien Léonard, évêque de Namur, ne fait pas l'unanimité chez les catholiques de Belgique, laïcs et clercs confondus. Intellectuel brillant formé par les jésuites et à la Grégorienne de Rome, cet homme de cinquante-neuf ans, nommé en 1991 par Jean Paul II au siège épiscopal le plus important de la Belgique francophone, malgré les réticences de la conférence des évêques du pays, se considère comme un soldat de Jésus, serviteur sans états d'âme de la ligne évangélique tracée par le pape.

Sous le regard réprobateur de ses collègues évêques, il pourfend allègrement tout ce qui constitue à ses yeux une dérive progressiste du dogme catholique. Ainsi, il s'en est pris récemment à une personnalité en vue du clergé belge, le Père Gabriel Ringlet, vice-recteur de l'Université catholique de Louvain, en le traitant d'« irresponsable » pour avoir soutenu, dans son livre *L'Evangile d'un libre-penseur* (Albin Michel), que l'enfer, le purgatoire et le paradis n'étaient que des catégories inventées pour maintenir les gens

dans la peur. Il invite l'auteur de cet ouvrage à tirer les conséquences de ses prises de positions en déclarant à l'hebdomadaire *Le Vif-L'Express* : « Dans son livre, il compare l'Eglise à une belle-mère acariâtre (...). On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. Vous, si vous êtes en désaccord profond avec votre journal que vous considérez comme ringard, vous ne travaillez plus pour lui... » Gabriel Ringlet se défend en accusant carrément Mgr Léonard de « malhonnêteté intellectuelle ».

Actionnaire principal du groupe de presse Vers l'avenir, le deuxième en Belgique francophone, l'évêque de Namur s'est attaché à en remettre les titres dans le droit chemin, imposant un billet mensuel intitulé « Visite pastorale à domicile ».

Au point que les vieilles familles catholiques de la bourgeoisie et de l'aristocratie wallonnes, pourtant peu soupçonnables d'écouter les sirènes des « curés rouges », se sont retirées à grand fracas, en décembre 1998, du conseil d'administration du groupe de presse, laissant ce dernier dans une situation économique très précaire. Contesté par la majorité du conseil presby-

téral de son diocèse, Mgr Léonard n'en a cure : il fait intervenir, à la place des curés contestataires, des prêtres influencés par le Renouveau charismatique, qui jouit d'une grande influence dans la famille royale de Belgique.

En désignant cet évêque pour prêcher, du 21 au 27 février, le Carême au Vatican, Jean Paul II pèse de tout son poids pour soutenir un prélat contesté sur ses terres. Et lance, du même coup, un nouvel avertissement à l'Université catholique de Louvain. Cette institution, qui joue un rôle majeur dans la vie intellectuelle et la formation des élites belges francophones, n'est pas en odeur de sainteté au Vatican, où on lui reproche des recherches sur des sujets qui hérissent Rome, comme la procréation médicale assistée. Le vice-recteur Gabriel Ringlet ne s'émeut pas outre-mesure de cette défiance papale : « Notre autorité de tutelle n'est pas le Vatican, précise-t-il, mais le chancelier de l'université et primat de Belgique qui n'a pas, jusqu'ici, condamné notre activité scientifique. »

Luc Rosenzweig

Lire page 22

## CAHIERS DU CINÉMA



LE VENT DE LA NUIT  
ENTRETIEN AVEC  
PHILIPPE GARREL

533  
MARS 99

VIVE LA COMÉDIE !  
RIEN SUR ROBERT  
DE PASCAL BONITZER  
ASIA ARGENTO,  
LA NOUVELLE EVE D'ABEL FERRARA

NUMÉRO 533 - MARS 1999  
CAHIERS DU CINÉMA

35 F - Chez votre marchand de journaux

## La nouvelle Allemagne, ou le malentendu social-démocrate

ON SE TROMPE sur l'Allemagne. L'Allemagne se trompe sur elle-même, ce qui excuse toutes les erreurs que l'on commet sur son compte. On croit l'Allemagne passée à gauche, elle s'est tout juste arrangée, comme elle l'a pu, pour envoyer Helmut Kohl à la retraite ; on croit l'Allemagne très engagée dans la construction européenne, tournée vers les nouvelles marches slaves de l'Est, elle est en réalité désireuse de pratiquer une pause afin de se redonner enfin une identité nationale et une stratégie qui lui soit propre après avoir, depuis 1945 comme pendant la désastreuse guerre de Trente Ans, offert son territoire démembré à une nouvelle guerre de religion qui la traversait de part en part.

Que sait-on de l'Allemagne, que comprend-on de son avenir quand son passé lointain nous obsède ? Son passé proche nous rassure par son insipidité apparente ; aucune nation moderne n'est - il est vrai - allée aussi loin, d'abord dans l'affirmation solipsiste et meurtrière de soi, puis par expiation dans la négation d'elle-même. Dès 1943, ses jeunes bourgeois s'enthousiasmaient pour le jazz, avant même l'apothéose au

ciel de Glenn Miller ; ses communistes créèrent une petite Sibérie sur la Spree, bien à eux. Quant à la jeune génération, à l'invite de Fritz Lang, qui, de retour de Hollywood, consacrait son premier film allemand d'après-guerre au « Temple hindou », et de Bertolt Brecht, qui transportait son public de l'Est berlinois vers le Sichuan et sa bonne âme, elle voulait passionnément être ailleurs, c'est-à-dire nulle part, s'identifiant volontiers à des opprimés imaginaires, ou, mieux encore, à des espaces aussi vides que ceux des films canoniques de Wim Wenders. A la fin des fins, elle opta pour le tourisme. C'est en France, en réalité, sous l'impact durable de 1940, que la vieille culture allemande s'est survécue en traduction. De Gaulle, sitôt terminée la tragédie algérienne, eut le génie de dire tout cela à un grand peuple abattu et renaissant, dans sa langue, et il jeta ainsi les bases d'une politique française lucide, qui, seule, permit de faire l'Europe dont nous héritons aujourd'hui.

Alexandre Adler pour le Monde

Lire la suite page 15

## La désunion Paris-Bonn

■ Français et Allemands s'opposent toujours sur la réforme de la PAC

■ Les Quinze constatent leurs désaccords sur le financement de l'Union

■ Un sommet des chefs d'Etat réunis à Bonn pour débloquer la discussion sur l'Agenda 2000

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 15

## Infortune de mer

MARC THIERCELIN fait route vers les îles Malouines où il devait arriver samedi 27 février pour réparer son mât. Le monocoque *Somewhere* a en effet dématé, jeudi, alors que le navigateur français se trouvait au large des côtes d'Argentine en tête de la course autour du monde en solitaire (Around Alone). Après avoir déclenché sa balise de détresse, il a finalement réussi à hisser un gréement de fortune. Marc Thiercelin avait déjà dû faire escale après le cap Horn afin de réparer sa bôme endommagée. Après le chavirage d'Isabelle Autissier, l'Italien Giovanni Soldini (*Fila*) reste à bord du seul bateau « valide » dans sa catégorie. Il est attendu à l'arrivée de l'étape, à Punta del Este, lundi 1<sup>er</sup> mars.

Lire page 22

## Un patron à cinq pattes



JEAN-CYRIL SPINETTA

« C'EST TOUT sauf un mou, plutôt une enclume : on peut taper dessus, il ne bouge pas ! » Un syndicaliste décrit ainsi Jean-Cyril Spinetta, PDG d'Air France depuis septembre 1997. Petit-fils de cégétiste, fils d'un militant de la SFIO, neveu d'un des fondateurs de Force ouvrière, cet homme de gauche a conquis les marchés boursiers. Portrait d'un patron discret et inclassable qui confie, modestement : « J'ai un côté ruminant, je n'ai pas la science infuse. »

Lire page 13

International.....	2	Communication.....	18
France.....	6	Tableau de bord.....	19
Société.....	9	Aujourd'hui.....	22
Carnet.....	11	Météorologie.....	25
Régions.....	12	Jeux.....	25
Abonnements.....	12	Culture.....	26
Horizons.....	13	Guide culturel.....	28
Entreprises.....	16	Radio-Télévision.....	29

**QUINZE** Le conseil européen informel, vendredi 26 février, à Petersberg, sur les hauteurs de Bonn, devait se tenir dans un climat franco-allemand crispé. Les négocia-

tions sur la réforme de la politique agricole commune se sont soldées par un échec dans la nuit de jeudi à vendredi à Bruxelles. ● LA POLÉMIQUE sur le dossier du nucléaire, la

mésentente sur la PAC et les divergences sur l'ampleur de la diminution de la « contribution nette » allemande au budget européen, donnent l'impression que le couple

franco-allemand est en panne. ● LA FRANCE défend le principe d'une « dégressivité » des aides agricoles. Paris rejette les propositions allemandes en faveur d'un cofinancement

des aides agricoles. ● DANIEL COHN-BENDIT déplore, dans un entretien au Monde, le « manque de volontarisme » européen. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

## Les mésententes franco-allemandes menacent l'Europe agricole et budgétaire

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, réunis pour un sommet informel vendredi 26 février à Bonn, devaient constater leurs divergences sur le financement de l'Europe jusqu'en 2006. La veille, à Bruxelles, les négociations sur la réforme de la PAC n'avaient pu aboutir

LE MOTEUR franco-allemand est en panne et les contentieux se sont accumulés entre les deux pays. La réforme du financement de l'Union européenne, en particulier de l'agriculture, qui doit être abordée vendredi 26 février par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze réunis à Bonn, a tourné à l'affrontement franco-allemand. Ce clash intervient quelques semaines après la polémique sur le nucléaire qui s'ajoutait déjà aux irritations précédentes, comme celle provoquée en France par le refus de Gerhard Schröder de participer aux cérémonies du quatre-vingtième anniversaire du 11 novembre.

L'arrivée au pouvoir de la gauche en Allemagne à l'automne 1998 avait été saluée en France comme l'occasion d'un nouveau souffle. Les relations entre les gouvernements Jospin et Kohl n'étaient pas bonnes, ceux-ci ayant des conceptions économiques opposées, tandis que l'ombre de François Mitterrand planait sur le couple Kohl-Chirac. Paris rêvait de coordination des politiques économiques, d'harmonisation fiscale et sociale en Europe, de lutte coordonnée contre le chômage, d'un

approfondissement de l'intégration européenne préalable à l'élargissement aux pays de l'Est. Bonn considérait tous ces thèmes comme tabous.

L'élection de Gerhard Schröder devait être l'occasion d'une relance. Quelques mois sont passés et l'espoir s'est transformé en ressentiment. La couleur commune des deux gouvernements pluriels n'a eu aucun effet. M. Kohl avait beau être devenu, lors des dernières années de son règne, presque eurosceptique sous l'influence de ses alliés bavarois, il n'en a pas moins porté l'euro jusqu'au bout, contre l'avis de sa population. En 1993, lors des négociations du GATT, c'est Helmut Kohl qui a permis d'éviter l'isolement complet de la France et sa défaite.

### BRUTALE MALADRESSE

Lors de la nomination du Néerlandais Wim Duisenberg à la présidence de la banque centrale européenne en mai 1998, c'est encore Helmut Kohl qui a sauvé la face de Jacques Chirac en le laissant affirmer que le Français Jean-Claude Trichet serait nommé à demi-mandat.

Rien de tel chez M. Schröder. Ses

convictions pro-européennes sont mises en doute lorsqu'au printemps 1998, pendant la campagne, il traite la monnaie unique d'« enfant prématuré ». Le dossier nucléaire fera apparaître sa brutale maladresse. Il n'a visiblement pas informé le premier ministre Lionel Jospin, venu en visite privée en Allemagne, de son intention d'interdire quelques jours plus tard le retraitement des déchets nucléaires dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Devant les protestations de la Cogema, il affirme que l'Allemagne ne paiera pas d'indemnités... avant de consulter son ministère de la justice, qui le fera changer d'avis. Ensuite, il fera machine arrière. Non par égard vis-à-vis des partenaires de l'Allemagne mais sous la pression des producteurs allemands d'électricité. Et il cherchera à faire porter le chapeau à son ministre Vert de l'environnement Jürgen Trittin.

Les socialistes français mettaient beaucoup d'espoir dans le Sarrois Oskar Lafontaine, président du parti social-démocrate (SPD) et ministre des finances, dont l'engagement européen ne fait pas de doute. En dépit d'une complicité affichée avec son homologue fran-

çais Dominique Strauss-Kahn, M. Lafontaine, obsédé par l'application de ses convictions macro-économiques keynésiennes, compliquait surtout les choses. Avocat intarissable de la baisse des taux et d'une restructuration du système financier mondial, il a endossé l'habit « anti-pensée unique », naguère réservé à la France aventureuse en finance, tandis que M. Strauss-Kahn a cru devoir devenir orthodoxe, tempérant les ardeurs de son ami.

A force d'attaquer la Banque centrale européenne, M. Lafontaine retarde la baisse des taux, au grand dam de Bercy. En criant à la déflation, il sape le moral des agents économiques, alors que M. Strauss-Kahn s'emploie au contraire à créer des anticipations positives. Au niveau des fonctionnaires des finances, le torchon brûle. Bercy peste contre les professeurs d'économie théoriciens qui peuplent le ministère des finances allemand et les dossiers n'avancent pas.

L'Allemagne voulait marquer sa présidence de l'Union au premier semestre par un accord sur l'Agenda 2000. Les Français, fin 1998, avaient proposé aux Allemands de

jouer à deux pour applanir les difficultés. Bonn a commencé par s'attaquer au dossier agricole, proposant un cofinancement de l'agriculture par les budgets nationaux, provoquant stupeur puis colère à Paris.

Certes, la position française est loin d'être entièrement défendable. Son agriculture doit une partie de son succès aux subventions de Bruxelles, largement financées par l'Allemagne. Il n'est pas équitable que l'Allemagne verse à elle seule 60% de la contribution nette au budget européen, soit 11 milliards d'euros, et que la France, dont les habitants ont un niveau de vie comparable à celui des Allemands, paie treize fois moins.

### EXCÉDENT COMMERCIAL

Car l'Allemagne de 1999, frappée par le chômage et le coût de la réunification, n'est plus la RFA prospère des années 80. Elle ne peut plus régler les problèmes de l'Europe en sortant son carnet de chèques, comme l'a reproché M. Schröder à M. Kohl. Mais les Allemands finissent par oublier qu'ils sont les premiers bénéficiaires du marché unique intérieur : en 1997, leur excédent commercial vis-à-vis

des pays de l'Union européenne dépassait 280 milliards de francs, quatre fois leur contribution nette au budget européen !

Au fond, le discours politique allemand est très eurosceptique, voire nationaliste. Début décembre à Sarrebruck, M. Schröder a fustigé « l'argent allemand flambé à Bruxelles ». En proposant de faire financer par les budgets nationaux une partie des dépenses agricoles, Bonn veut de facto renationaliser la politique agricole. Cette tentation est révélatrice d'une Allemagne égoïste, influencée par le ministre-président de la riche Bavière Edmund Stoiber, qui veut être libre de subventionner l'agriculture et l'industrie chez lui mais libre d'exporter chez les autres.

A Paris, où le volontarisme pro-européen a également disparu au profit d'un même égoïsme national, le gouvernement et l'Élysée n'acceptent qu'une réforme cosmétique de la PAC et s'interdisent de répondre positivement aux attentes de Bonn. Par dessus le Rhin en crue, le courant ne passe plus.

Eric Le Boucher  
et Arnaud Leparantier  
(à Bonn)

## Le « marathon » agricole se solde par un échec

BRUXELLES (Union européenne)  
de notre correspondant

Après quatre jours de négociations, les ministres de l'agriculture des Quinze se sont séparés, vendredi 26 février à l'aube, sur un échec, passant ainsi dans les plus mauvaises conditions le relais aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouvent le même jour à Petersberg, sur les hauteurs de Bonn. Ils ont décidé de reprendre leurs travaux dès mardi 2 mars, à Bruxelles, en espérant que, dans l'intervalle, l'hypothèque financière qui a tant pesé depuis lundi sur leurs débats serait au moins en partie levée.

Le pronostic de Jean Glavany, le ministre français de l'agriculture, qui, voici une semaine, avait estimé qu'aucun accord agricole ne serait possible aussi longtemps qu'il n'y aurait pas un rapprochement entre les gouvernements sur l'ensemble des dossiers constituant l'Agenda 2000, ainsi que sur la manière de prendre en charge la demande des Allemands, des Néerlandais, des Autrichiens et des Suédois, de réduire leur « contribution nette » au budget européen, s'est révélé fondé. Les Français redoutaient la manœuvre qui aurait conduit à faire constater que la seule manière de satisfaire à cette requête insistante des Allemands serait de charger les Trésors nationaux du cofinancement des aides versées aux agriculteurs.

### RÉDUCTION PROGRESSIVE DES AIDES

Durant toute la durée du « marathon », M. Glavany a eu comme priorité de ne pas se laisser entraîner dans cette voie et, *in fine*, il s'est félicité de constater que plusieurs Etats membres avaient estimé préférable, avec la France, d'accepter l'interruption des discussions plutôt que de s'engager, comme le proposait Karl-Heinz Funke, le ministre allemand qui présidait les travaux, dans une réforme coûteuse de la PAC.

Pour aider à régler le problème budgétaire allemand, mais aussi parce qu'elle estime que c'est dans cette direction que doit évoluer l'Europe verte pour

garder une suffisante légitimité vis-à-vis de l'opinion, la France proposait de s'en tenir à une réforme de la PAC « économe » et, au-delà, de dégager des moyens supplémentaires grâce à la « dégressivité » des aides versées aux paysans.

Le projet de compromis présenté jeudi par la présidence allemande n'allait pas du tout dans ce sens. Les différents aménagements qu'il prévoyait par rapport aux propositions de la Commission se seraient traduits par un surcoût de 4 milliards d'euros sur la période 2000-2006. Comme il maintenait l'idée de réviser l'organisation commune du marché (OCM) du lait, ce que la France trouve superflu, ce surcoût, par rapport au maintien de la dépense réelle au niveau atteint en 1999 (l'objectif de Paris) se situait autour de 10 milliards d'euros. « Ces propositions consacrent un dérapage budgétaire inacceptable et non financé », avait fait savoir le ministre français dans un communiqué publié jeudi soir. Ce fut une position partagée par le Royaume-Uni, l'Irlande, la Belgique, la Suède, le Danemark et l'Italie.

Au-delà de cette critique de nature financière, M. Glavany reprocha au compromis de la présidence d'être « fondamentalement déséquilibré en défaveur de la France ». « La dégressivité a été au centre du débat », s'est félicité M. Glavany à l'issue de la réunion. De fait, une large majorité du conseil s'est prononcée en faveur de cette formule préconisée par Paris, à tel point qu'il semble acquis que le concept d'une réduction progressive des aides sera adopté au bout du compte. C'est même là sans doute le principal acquis du « marathon » qui vient de s'achever. « On peut considérer que, mardi prochain, on repartira à zéro », a observé M. Glavany. Le pari de Gerhard Schröder de conclure la réforme de la PAC et l'ensemble des discussions sur l'Agenda 2000 lors du conseil européen des 24 et 25 mars n'est pas encore gagné !

Philippe Lemaître

## Nombreuses divergences sur l'Agenda 2000

PETERSBERG (Bonn)  
de notre envoyé spécial

La montée d'adrénaline entre Paris et Bonn, provoquée par le blocage des négociations sur la politique agricole commune, laissait mal augurer d'un compromis sur l'Agenda 2000. Dans leur huis-clos de Petersberg, sur les hauteurs qui dominent le Rhin, les principaux dirigeants européens n'avaient pas trop des quelques heures à passer ensemble pour esquisser les compromis politiques qui leur permettraient d'arriver à un accord lorsqu'ils se retrouveront, les 24 et 25 mars, à Berlin, cette fois avec leurs ministres, pour boucler un accord sur le financement de l'Union européenne jusqu'en 2006.

Lors du sommet de Vienne, en décembre, les Quinze s'étaient entendus sur l'idée que, par ces temps d'austérité budgétaire qui ne permettent plus d'augmenter les dépenses communautaires, chacun devait accepter sa part de sacrifices. Il s'agit non seulement de la crédibilité de l'Europe monétaire après le lancement de la zone euro, le 1<sup>er</sup> janvier, mais aussi de prévoir le futur élargissement de l'Union aux pays pauvres d'Europe centrale, lequel oblige à revoir le fonctionnement des politiques communes si l'on ne veut pas que leur coût échappe à tout contrôle.

Chaque gouvernement est sous pression à domicile pour ne pas

céder sur ses acquis, et les ministres des finances n'ont pas envie de voir remettre en cause l'équilibre de leur comptabilité nationale. La négociation tourne sur trois grands sujets : comment limiter la part des dépenses agricoles dans les budgets globaux ; comment mieux cibler les aides structurelles pour les affecter aux tâches prioritaires (emploi, restructurations, retards de développement) ; et, enfin, comment se répartir l'effort financier de ces réformes ? L'affaire est d'autant plus délicate que le précédent gouvernement allemand du chancelier Kohl avait miné le terrain pendant la campagne électorale de 1998, en exigeant un rééquilibrage des contributions des principaux payeurs.

### CONFRONTATION DIRECTE

Par le jeu des règles qui déterminent les retours financiers, l'Allemagne, qui, en raison de son poids économique, a la plus forte contribution au budget commun, reçoit proportionnellement moins que d'autres des politiques communes. Du coup, elle en était

de sa poche de 11 milliards d'euros en 1997, alors que la France, grâce à la politique agricole, n'a eu qu'à déboursier 780 millions d'euros. Quant à la Grande-Bretagne, qui se trouvait un peu dans la même position que l'Allemagne, elle avait obtenu en 1984 qu'une partie de sa contribution nette soit financée à l'avenir par ses partenaires.

Ce problème ne pouvait que placer Paris et Bonn en situation de confrontation directe. Celle-ci a jusqu'à présent occulté les autres conflits potentiels. A la veille du sommet de Petersberg, les Français ont tenté de dédramatiser cette crispation bilatérale, en soulignant que c'est au tour des Espagnols, des Italiens, des Britanniques de faire savoir la part de sacrifices qu'ils sont prêts à consentir. Une manière aussi de rappeler au chancelier Schröder qu'il ne résoudra pas tous ses problèmes sur le dos de son principal partenaire et qu'il lui faut, en tant que président en exercice de l'Union, commencer à jouer son rôle d'arbitre entre les intérêts de tous.

Henri de Bresson

## Les nouvelles propositions allemandes

BRUXELLES  
(Union européenne)  
de notre correspondant

La présidence allemande a soumis aux pays partenaires de l'Union européenne une note indiquant quelques lignes directrices qu'elle voudrait voir approuvées à Petersberg par les chefs d'Etat et de gouvernement afin de « donner un coup de fouet » aux travaux d'ici au conseil européen des 24 et 25 mars.

S'écarter des propositions de la Commission, elle se prononce pour une stabilisation « en termes réels » des dépenses communautaires. Bruxelles tolérerait une progression en fonction de la croissance, évaluée à ce jour à 2,5% par an pour la période 2000-2006. S'agissant de l'agriculture, il est proposé de plafonner la dépense à 40,5 milliards d'euros par an jusqu'en 2006, étant entendu que si ce montant est dépassé au début de la période, les dépenses devront alors lui être inférieures à la fin de celle-ci. Les crédits affectés au développement rural ne sont pas compris dans ce montant. On notera que le compromis présenté jeudi à Bruxelles par le ministre de l'agriculture allemand dépassait largement le seuil ainsi recomman-

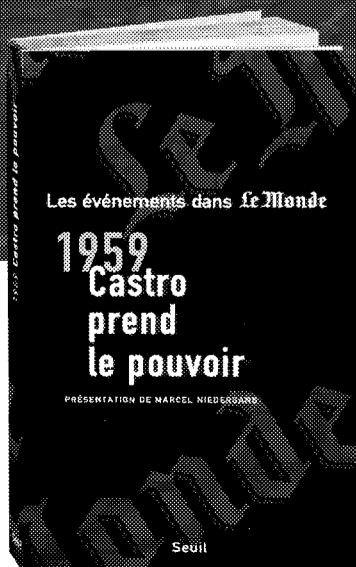
dé ! Il est suggéré d'approfondir la notion de « dégressivité » des aides agricoles proposée par la France, mais sans écarter la possibilité d'instaurer un cofinancement. L'appel pressant de la France pour éliminer une telle solution n'est donc, à ce stade, pas entendu.

S'agissant des fonds structurels, y compris le fonds de cohésion, l'Allemagne suggère de retenir, comme base de départ pour la discussion, des crédits limités à 200 milliards d'euros pour la période, ce qui est moins que le maintien au niveau de 1999 (216 milliards) et encore moins que ce que proposait la Commission et ce que l'Espagne, le Portugal et la Grèce considéraient comme un minimum. A propos du « chèque britannique », il est indiqué que son assise, c'est-à-dire les dépenses qui servent à son calcul, pourrait être revue.

Bonn suggère que l'ensemble des pays débiteurs nets bénéficient à titre de filet de sécurité d'un mécanisme de correction qui permettrait d'« écarter » leur contribution nette, par exemple lorsqu'elle dépasserait un certain niveau du PNB.

Ph. L.

## Les événements dans Le Monde



Une nouvelle collection pour mieux comprendre les grands épisodes de l'histoire contemporaine

1959 : il y a 40 ans, la révolution cubaine  
Les articles de l'époque replacés dans leur contexte.  
Un récit sur le vif d'une histoire en train de se faire.

Editions du Seuil

## Recettes et dépenses du budget européen

ANNÉE 1997	CONTRIBUTION AU BUDGET EUROPÉEN (millions d'euros)	CONTRIBUTION EN % DU BUDGET	AIDES AGRICOLES REÇUES (millions d'euros)	NOMBRE D'AGRICULTEURS (en milliers)	PART EN % DU TOTAL DES AIDES AGRICOLES	FONDS STRUCTURELS ET DE COHÉSION (millions d'euros)	PART EN % DU TOTAL DES FONDS	CONTRIBUTION NETTE (perte ou gain net) (millions d'euros)
ALLEMAGNE	21 217,3	28,2	5 778,4	1 046	14,2	3 636,0	14,0	- 10 943,5
FRANCE	13 185,9	17,5	9 149,0	1 072	22,5	2 460,3	9,4	- 781,1
ROYAUME-UNI	8 928,1	11,9	4 399,7	511	10,8	1 928,9	7,4	- 1 798,8
ITALIE	8 667,1	11,5	5 090,8	1 332	12,5	2 895,0	11,1	- 61,3
ESPAGNE	5 367,6	7,1	4 605,6	1 065	11,3	6 376,8	24,5	+ 5 936,0
PAYS-BAS	4 837,6	6,4	1 757,3	247	4,3	421,3	1,6	- 2 276,2
BELGIQUE	2 971,4	3,9	983,4	104	2,4	357,9	1,4	+ 1 079,5
SUÈDE	2 326,0	3,2	747,0	130	1,8	230,6	0,9	- 1 129,5
AUTRICHE	2 110,4	2,8	861,3	269	2,1	364	1,4	- 723,6
DANEMARK	1 505,8	2,0	1 235,7	102	3,0	169,6	0,7	+ 68,6
GRÈCE	1 178,4	1,6	2 730,8	784	6,7	2 643,7	10,2	+ 4 371,8
PORTUGAL	1 077,8	1,4	656,9	541	1,6	2 941,5	11,3	+ 2 721,8
FINLANDE	1 061,9	1,4	570,6	161	1,4	379,9	1,5	+ 56,1
IRLANDE	687,0	0,9	2 034,0	146	5,0	1 211,2	4,7	+ 2 676,7
LUXEMBOURG	170,7	0,2	22,8	4	0,1	19,9	0,1	+ 725,4

Source : Commission européenne.

Les chiffres de la Commission européenne montrent que l'Allemagne est le plus gros contributeur net au budget des Quinze, puisqu'elle verse près de 11 milliards d'euros de plus qu'elle ne reçoit d'aides communautaires. La France, de son côté, n'est « déficitaire » que de 781 millions d'euros. Les principaux pays bénéficiant de la solidarité européenne sont l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Irlande, mais la Belgique et le Luxembourg profitent aussi de la manne communautaire. Dans le domaine agricole, la France est le premier bénéficiaire des subventions communautaires, avec une moyenne de 8 534,5 euros par an et par agriculteur. L'Allemagne en perçoit 5 524,3, l'Italie 3 821,3 et l'Espagne 3 817,4.

## Autoroutes et logements : l'Espagne profite de la manne bruxelloise

### MADRID

de notre correspondante

Paradoxalement, l'Espagne va-t-elle payer le fait d'avoir été un des meilleurs élèves à l'examen de passage de l'euro, elle qui vient de présenter son plan de stabilité, avec les félicitations du jury ? Sans doute pas, mais à l'heure des discussions sur l'Agenda 2000 Madrid ne peut empêcher que des pays riches qui exigent un allègement de leur contribution au budget communautaire, comme l'Allemagne, ne jugent que le long chemin parcouru par l'Espagne montre que celle-ci est désormais à même de voler davantage de ses propres ailes. En d'autres termes, qu'il est temps qu'elle s'habitue à recevoir moins d'aides.

Réflexions, on s'en doute, qui n'ont rien pour réjouir les Espagnols. Et si certaines régions développées, comme la Catalogne, ne sont pas très partageuses à l'intérieur d'un pays aux revenus régionaux très inégaux, en revanche c'est avec une union parfaite que toute l'Espagne, prête à se battre pour garder ses

avantages, rappelle aux autres Européens leur devoir de « solidarité » envers les pays les plus démunis.

Il suffit d'un rapide coup d'œil sur les campagnes espagnoles pour voir champs et routes hérissés de panneaux attestant la présence de la manne européenne. Cette aide massive, qui a largement aidé le pays à rénover ses infrastructures et à poursuivre sa marche vers la modernité, se résume à quelques chiffres : chaque année, l'Espagne absorbe environ 25 % des fonds structurels et 55 % des fonds de cohésion alloués par Bruxelles. Sommes qui devraient s'élever cette année, pour les premiers, à plus de 1 006 milliards de pesetas (6,04 milliards d'euros), et à 181 milliards de pesetas (1,08 milliard d'euros) pour les seconds. Ainsi, par exemple, pour la tranche 1994-1997, l'Espagne a reçu, en fonds structurels, environ le double du Portugal, le triple de la France, ou le quintuple de l'Irlande.

En ce qui concerne le Fonds de cohésion, l'Espagne fait partie du groupe des quatre pays bénéficiaires

les plus pauvres, avec la Grèce, l'Irlande et le Portugal, mais c'est elle, de loin, qui emporte la mise. Pour l'année écoulée, 55 % de ces fonds ont été affectés à des projets de préservation et d'assainissement de l'environnement, et le reste à des projets d'infrastructures lourdes, notamment dans les transports.

### POINT D'HONNEUR

Des exemples ? C'est grâce au Fonds de cohésion que Madrid, régulièrement congestionnée, a pu s'offrir la « ceinture autoroutière » M 40, destinée à réduire la pollution et la circulation en ville, ou que le vieux centre de Barcelone, régulièrement asphyxié, va se voir doté de places aérées et de logements rénovés. Autant dire que l'Espagne est motivée : si l'élargissement de la communauté se fait, ce sera « aux frais de tous, et non de certains », a répété le gouvernement. Pour elle, il ne saurait être question de réduire les fonds structurels sans contrevenir à l'esprit et à la lettre des accords d'Edimbourg d'il y a sept ans sur la

cohésion économique et sociale. Quant aux fonds de cohésion, ils sont absolument « inattaquables », aux yeux des Espagnols. Madrid en fait presque un point d'honneur : d'une part, elle estime être dans son droit le plus absolu en continuant à les toucher jusqu'à ce que le PIB de l'Espagne s'aligne sur le PIB moyen européen (ce qui ne devrait pas se réaliser avant 2005-2006, selon les prévisions officielles) ; d'autre part, elle envisage même, au cas où les aides agricoles seraient diminuées, qu'intervienne alors une « compensation », sous forme d'une augmentation du Fonds de cohésion.

Reste l'épineux dossier général du financement communautaire : là, Madrid, plus malléable, verrait d'un bon œil un système qui, renonçant à la TVA, se fonderait sur des contributions calculées en fonction du PIB de chaque pays. L'effet serait plus doux pour un pays comme l'Allemagne, et pratiquement indolore pour l'Espagne.

Marie-Claude Decamps

Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes

## « Il y a, au niveau européen, un manque de volontarisme évident »

« Comment jugez-vous la position de Gerhard Schröder sur la réforme de la politique agricole allemande au budget de l'Union ?

— La rhétorique du chancelier Schröder, qui réduit le problème de l'Agenda 2000 et de la réforme de la PAC à celui de la contribution allemande, peut être fatale à l'élan européen. On ne pourra assurer à long terme l'élargissement de l'Europe en gelant ses dépenses. L'Allemagne s'honorait en prenant l'initiative de maintenir le niveau de sa contribution, tout en revendiquant la nécessité de réformer le budget européen. Au lieu de raisonner sur la base d'un égoïsme national, elle devrait faire le choix stratégique d'un intérêt économique européen, dont on ne parle plus beaucoup ces derniers jours.

— Les Verts européens se réunissent à Paris ce week-end pour mettre au point leur programme. Comment définissez-vous l'Europe verte ?

— Les Verts ont fait le choix radical de renforcer les institutions européennes et l'Europe politique. Nous sommes aussi pour une harmonisation par le haut des politiques de l'environnement et des politiques sociales. L'Europe verte, c'est définir le « vivre ensemble ». La difficulté que nous avons tous, c'est de créer une citoyenneté européenne.

— « Pour une Europe démocratique et sociale »... C'est aussi le programme des socialistes ?

— Non. Quand Pierre Moscovici déclare que la plupart des décisions resteront prises au Conseil des ministres européens, il renforce une Europe-confédération des nations, mais pas les institutions communautaires : la Commission, le Parlement, la Cour de justice européenne. Pourquoi les socialistes, qui tiennent tous les ministères de l'intérieur, ont-ils choisi de ne pas laisser aux policiers qui se baladent en Europe leur immunité — une ineptie, dès lors qu'on est favorable au droit européen ?

Les socialistes sont-ils prêts à adapter leur politique des drogues ? A harmoniser leur politique de l'immigration avec les Grecs ou les Italiens, qui viennent de régulariser leurs sans-papiers ? Non, les socialistes ne font pas le choix des institutions européennes.

— Vous êtes favorable à un politique de grands travaux européens. Comme Jacques Delors ?

— Il faut préciser à quels grands travaux chacun pense... C'est vrai que Delors l'avait proposé, que Romano Prodi l'a repris à son compte, et que le gouvernement français se montre maintenant d'une prudence totale. Il y a, au niveau européen, un manque de volontarisme évident.

— Pourquoi avoir choisi Romano Prodi, un démocrate-chrétien, comme votre candidat pour la présidence de la Commission, lors de son renouvellement, en juin ?

— A l'heure où on s'approprie à élargir l'Europe, je suis pour un président du Sud, plutôt qu'autrichien ou allemand. Prodi me paraît le meilleur : il a très bien géré sa majorité, il a l'intelligence d'un fonctionnement non hégémonique, il a fait de son gouvernement une vraie structure de dialogue, à la différence de l'Allemagne ou de la France, où la pratique de Lionel Jospin s'apparente plus à la traditionnelle union de la gauche.

— Vous vous moquez des dirigeants français qui conduisent la liste de leurs partis aux élections du 13 juin. Et si c'était enfin la preuve de l'intérêt des responsables politiques pour l'Europe ?

— A condition de siéger ! Ce qui me fascine dans le débat actuel sur la chasse et qu'on ne dit pas, c'est que, lors de ce fameux vote par le Parlement européen, le 16 février 1996, si tous les communistes avaient été présents, si le FN et les amis de Philippe de Villiers avaient été présents, cette résolution du Parlement européen aurait été battue !

C'est hypocrite : on dénonce le « manque de démocratie européenne », mais il y avait la possibilité de combattre démocratiquement cette proposition. Elle n'a pas été utilisée. Les députés qui dénoncent ce texte n'ont pas fait leur travail. Si l'on adopte une réforme de la Constitution qui définit une nouvelle souveraineté européenne, il faut être présent pour lui donner forme.

— Quelle analyse faites-vous des derniers différends franco-allemands sur le nucléaire ?

— La majorité réunie autour de Gerhard Schröder a eu du mal à définir la façon de sortir du nucléaire, bien qu'elle soit très unie sur le principe de cette sortie. Le ministre de l'environnement, le Vert Jürgen Trittin, a très mal géré les conséquences internationales de la décision allemande. Il n'a eu aucune stratégie de coordination au niveau européen. On ne peut pas avoir un discours pro-européen et l'oublier dans les actes. La sortie du nucléaire doit être coordonnée. Et sortir du nucléaire,

### Onze ministres Verts en Europe

Les partis Verts se réunissent ce vendredi soir à dimanche, à Paris, pour le deuxième congrès de leur fédération européenne. Sous l'étendard du « Rôle de l'Europe dans le monde », l'événement constitue, pour les écologistes, le lancement de leur campagne pour les élections européennes de juin prochain. Les 213 délégués venus de 30 pays se féliciteront des progrès accomplis depuis leur premier congrès, à Vienne en 1996 : ils comptent maintenant onze ministres en Europe, dont trois en Allemagne. Le discours de Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, attendu samedi matin, constituera sa première intervention publique en France à ce niveau de responsabilité.

### Le jargon communautaire

● **Le budget des Quinze.** Les ressources propres de l'UE (85,7 milliards d'euros, soit 565 milliards de francs en 1999) ont les origines suivantes : perception de 1,24 % de la TVA collectée par chaque Etat membre ; versement d'une contribution basée sur les PNB nationaux (l'une des propositions sur la table des négociations prévoit que les contributions seraient moins fondées sur la TVA, et davantage sur le PNB) ; droit de douane à l'entrée de l'Union ; prélèvement agricole et cotisations à la production de sucre. Les dépenses recouvrent l'agriculture, les actions structurelles, les politiques internes et les actions extérieures.

● **La PAC.** La politique agricole commune résulte de l'article 39 du traité de Rome. Elle repose à l'origine sur le marché unique, le respect de la préférence communautaire et l'existence d'une solidarité financière entre Etats. La précédente réforme remonte à 1992 : elle s'orientait vers un système d'aides directes aux revenus, et non plus vers un soutien par les prix. La réforme en cours prévoit notamment des dispositions en faveur de l'aménagement rural et de la qualité de l'environnement.

● **La « dégressivité »** des aides. La France est à l'origine de cette proposition, consistant à baisser de 3 % par an pour les grandes cultures (céréales et oléagineux), et de 1 % pour les autres productions, le montant des aides directes versées aux agriculteurs. Selon Paris, ce système, qui épargnerait les petits exploitants, permettrait de ramener les dépenses agricoles de 40,5 milliards d'euros en 1999, à 37 milliards d'euros en 2006.

● **Le cofinancement** des dépenses agricoles (proposé par la présidence allemande), c'est la prise en charge par les budgets nationaux d'une partie des aides versées aux agriculteurs. Paris rejette catégoriquement cette solution, qui passerait par des baisses généralisées des prix garantis, qu'il assimile à une

renationalisation de la PAC, et donc au démantèlement de la plus « commune » des politiques de l'Union.

● **Agenda 2000.** C'est le vaste projet dont l'objet est de réformer les finances de l'Union (pour la période allant de 2000 à 2006), notamment dans la perspective de son élargissement aux pays de l'Est. Outre la politique agricole commune, il englobe la réforme des fonds structurels ainsi que la correction des déséquilibres budgétaires pénalisant l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède.

● **Fonds structurels et Fonds de cohésion.** Les actions structurelles représentent le deuxième poste budgétaire (35,3 %) de l'UE. Ces dépenses visent à moderniser les structures économiques régionales. A l'origine, il s'agissait de combler le fossé existant entre zones de prospérité et d'expansion et d'autres apparemment condamnées au sous-développement et à l'émigration. Cet effort a été accru par la création d'un Fonds de cohésion économique et social, visant à aider les pays les plus pauvres (Irlande, Portugal, Grèce et Espagne) afin qu'ils puissent participer à terme à l'Union économique et monétaire (UEM).

● **La « contribution nette ».** C'est la différence entre ce qu'un pays verse au budget communautaire et ce qu'il reçoit en retour en termes d'aides agricoles ou de fonds structurels. L'Allemagne est l'exemple le plus significatif, puisque sa « contribution nette » est de près de 11 milliards d'euros.

● **Le « rabais » britannique.** Estimant anormal que la Grande-Bretagne paie plus pour la Communauté qu'elle ne reçoit d'elle (le fameux « *I want my money back* »), Margaret Thatcher avait obtenu en juin 1984 un rabais sur le montant de sa contribution. Londres réclame le maintien de ce « rabais », alors que ses partenaires veulent en limiter le montant.

# Euro, emploi : il est urgent de réussir

RAPPORT SUR  
L'ÉTAT DE  
l'Union  
européenne

1999

sous la direction de  
Jean-Paul FitoussiFayard  
Presses de Sciences Po264 pages  
138 F

Fayard  
Presses de Sciences Po

Propos recueillis par  
Ariane Chemin  
et Hervé Kempf

# L'OTAN confirme d'importants mouvements de troupes serbes en direction du Kosovo

Belgrade se dit résolu à « réprimer le terrorisme »

La situation au Kosovo, vendredi 26 février, demeure « extrêmement tendue », selon la mission de vérification de l'OSCE qui, la veille, avait

évité de nouveaux affrontements entre les forces de sécurité serbes et l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les Occidentaux redoutent le

déclenchement d'une offensive serbe. Selon le Pentagone, Belgrade a massé plus de 4500 soldats et des chars aux abords de la province.

LES ÉTATS-UNIS ont mis en garde Belgrade, jeudi 25 février, en affirmant que toute offensive au Kosovo se traduirait par une « forte action militaire de l'OTAN ». « Si Belgrade était assez stupide pour attaquer l'UCK [Armée de libération du Kosovo] dans un vain effort visant à détruire la rébellion avant qu'un accord ne puisse entrer en vigueur, Belgrade rencontrerait une forte action militaire de l'OTAN », a déclaré le sous-secrétaire à la défense, Walter Slocombe.

Le général de brigade canadien Michel Maisonneuve, qui dirige les opérations de la mission de vérification de l'OSCE (KVM) dans le sud-ouest du Kosovo, a déclaré que ses hommes étaient parvenus à ramener le calme entre des membres des forces de sécurité serbes et des combattants de l'UCK qui se faisaient

dangereusement face entre Orhovac et Suva Reka. « Ce genre d'incident démontre la fragilité de la situation. C'est extrêmement, extrêmement tendu, a-t-il dit. Nous patrouillons 24 heures sur 24. »

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a menacé les parties en conflit d'une réaction internationale au cas où elles profiteraient de la situation « pour changer la réalité sur le terrain ». Dans une conférence de presse à Valence (Espagne), M. Solana a confirmé l'existence d'un « redéploiement » des forces yougoslaves aux abords du Kosovo. Selon le Pentagone, les Serbes ont massé 4 500 soldats à la frontière avec le Kosovo, appuyés par plus de 60 chars, 50 véhicules blindés de transport de troupes et 60 pièces d'artillerie. A l'intérieur du Kosovo, quelque 70 chars et autant de véhicules blindés, ainsi

qu'une cinquantaine de pièces d'artillerie ont été sortis des casernes, a indiqué un porte-parole du Pentagone.

Le vice-premier ministre yougoslave, l'ultranationaliste Vojislav Seselj, a démenti ces accusations. « La Serbie ne prépare aucune offensive au Kosovo mais elle est résolue à réprimer le terrorisme », a-t-il dit. M. Solana a souligné que les deux parties, qui se retrouveront en France le 15 mars, devaient accepter la totalité de l'accord. Sans forces internationales sur le terrain, « l'accord n'est que du papier, a-t-il ajouté. Nous avons trois semaines, trois semaines qui sont fondamentales, pour obtenir une paix définitive, et nous allons faire tout ce qui est possible pour que ces jours soient consacrés à la consolidation et non à la préparation d'une confrontation ».

L'OTAN a accéléré jeudi, deux jours après la conférence de Rambouillet, la mise en place de l'avant-garde de sa force de paix au Kosovo, en envoyant, via Salonique (nord de la Grèce), des troupes et du matériel vers la Macédoine. Au total, une vingtaine de navires de pays de l'OTAN participant à la force d'extraction sont attendus d'ici au 25 mars à Salonique, selon des sources militaires grecques locales. Plusieurs rotations d'avions de transport sont également prévues.

Une manifestation de plusieurs milliers de personnes opposées à la présence des forces de l'OTAN, organisée par la Ligue des communistes de Macédoine et par deux partis de la minorité serbe, a eu lieu, jeudi, à Kumanovo (Nord), qui abrite l'état-major de la force d'extraction. (AFP, Reuters.)

## La télévision russe lève le voile sur les « internats-mouroirs » pour enfants handicapés

MOSCOU

de notre correspondant

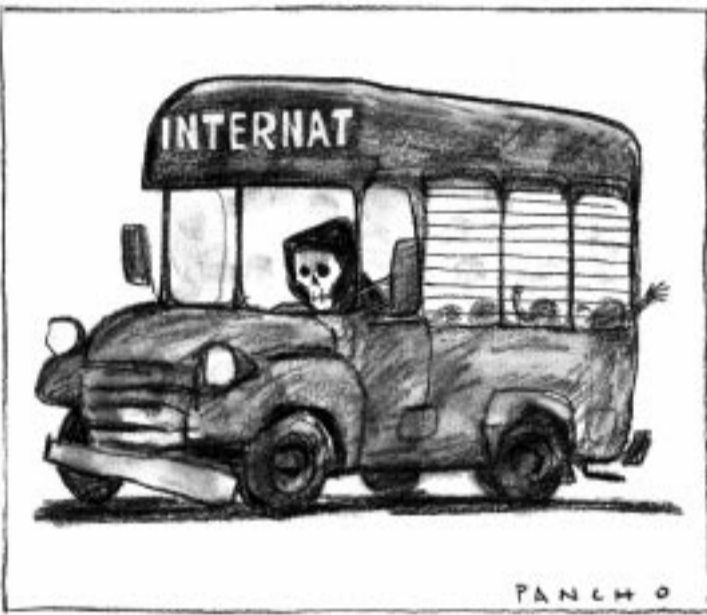
Ces trois derniers jours, les Russes ont découvert des images insupportables, diffusées par les journaux télévisés. L'internat Krasnaïa Doubrova, près de Moscou, est l'un des 150 orphelinats russes où sont consignés de jeunes handicapés. Dans ce bâtiment sans âge vivant, dans d'effroyables conditions, 145 enfants de 4 à 18 ans, certains gravement poly-handicapés, d'autres trisomiques, d'autres encore souffrant de déficiences mentales ou de handicaps moteurs plus légers.

Les images télévisées, venant après de nombreuses photos publiées en décembre 1998 par l'ONG américaine Human Rights Watch, laissent entrevoir les conditions avilissantes faites à ces enfants condamnés à passer leur vie dans ce type d'institution. La « salle de repos » de Krasnaïa Doubrova est une longue pièce faite de deux rangées de lits qui, le plus souvent, se touchent. Là, demeurent en permanence une quarantaine d'enfants incapables de marcher.

« CONDITIONS INHUMANES »

Souvent nus sur leur couche, visages émaciés, tête rasée, peaux marquées par des escharres, des bleus ou des griffures, la plupart sont d'une maigreur squelettique, présentant tous les signes d'une grave malnutrition. Si la nourriture, officiellement, ne manque pas, l'insuffisance de personnel empêche d'alimenter correctement chacun de ces enfants. S'ils bénéficient de quelques soins de base, aucune activité – jeux, promenade, apprentissage du langage, sans même parler d'éducation – ne les soustrait à cette salle où bon nombre mourront avant l'âge de dix-huit ans.

Le premier de ces reportages, réalisé en caméra cachée par le *Sunday Times* et diffusé par la chaîne NTV, a causé un immense choc dans une société russe qui ignore ses handicapés. Durant une courte journée, l'internat Krasnaïa Doubrova s'est ouvert à d'autres équipes télévisées qui n'ont pu que confirmer l'horreur. Embar-



rassé, le gouvernement a tenté quelques explications. « Il est vrai que les conditions sont inhumaines, a reconnu un ministre. Ces institutions sont chroniquement sous-financées, mais le personnel fait de son mieux. »

Boris Eltsine, selon son porte-parole, Dmitri Iakouchkine, aurait été « très ému en tant qu'homme et président ». Ordre fut donc donné à son administration d'enquêter sur ces internats, où vivent plus de

30 000 enfants handicapés, pourtant décrits depuis des années par quelques médias russes et étrangers. Le Kremlin a aussitôt contacté Sergueï Koloskov, responsable d'un collectif de parents d'enfants trisomiques, la *Down Syndrome Association*. Lui-même père d'une petite fille trisomique, il se bat depuis 1992. « Krasnaïa Doubrova donne une image assez exacte de la situation, explique M. Koloskov. J'ai vu de nombreux internats et

tout concorde. Ces enfants sont laissés à eux-mêmes, considérés comme perdus, non-éduqués. On trouve dans ces salles de repos toutes sortes de jeunes, souffrant de handicaps très divers mais tous laissés en perdition. »

Depuis des années, Sergueï Koloskov tente de convaincre autorités et corps médical qu'une prise en charge éducative permettrait de limiter l'horreur. Son association, qui a créé un établissement spécialisé à Moscou hébergeant une centaine de jeunes trisomiques, travaille également avec des familles à qui il est généralement demandé de laisser leurs enfants handicapés en institution. « C'est toute une culture qu'il faut changer, estime M. Koloskov. Nos médecins apprennent qu'un enfant ayant des déficiences intellectuelles ne peut aimer, sentir, progresser, qu'il est irrécupérable et ne vivra pas vieux. Ils ne sont pas véritablement considérés comme des êtres humains. »

ERREURS DE DIAGNOSTIC

Dans son rapport de décembre 1998 sur l'ensemble du système d'orphelinats russe, Human Rights Watch dénonce les innombrables « abus, violences, cruautés et négligences ». L'Association détaille surtout l'implacable mécanique de tri des orphelins : entre trois et quatre ans, l'enfant est examiné par une commission médicale qui le décrète « normal », « débile » (légèrement handicapé), ou « imbecile ». Ces derniers sont orientés vers « les internats, institutions closes qui ressemblent le plus souvent aux asiles du XIX<sup>e</sup> siècle ». L'organisation estime que les erreurs de diagnostic sont monnaie courante et que le personnel ignore généralement la nature précise du handicap dont souffre l'enfant. En 1990, la Russie a signé la Convention internationale des droits de l'enfant. Human Rights Watch juge « qu'au moins vingt-quatre des quarante et un premiers articles » de ce texte sont violés et que les droits fondamentaux de la personne sont quotidiennement bafoués.

François Bonnet

### 30 % meurent avant 18 ans

● **Les internats pour les handicapés** : ils accueillent actuellement (jusqu'à l'âge de dix-huit ans) 30 000 enfants handicapés, considérés par la commission médicale comme « imbeciles » ou « idiots ». Environ 6 000 d'entre eux, étant dans l'incapacité de marcher, sont consignés dans les « salles de repos ». Human Rights Watch cite une statistique nationale ukrainienne de 1996 indiquant que 30 % des enfants d'internat meurent avant l'âge de dix-huit ans.

● **Un lourd bilan de 600 000 orphelins** : la Russie compte plus de 600 000 enfants

sans parents, dits orphelins « biologiques » ou « sociaux », c'est-à-dire abandonnés ou retirés à leur famille, selon l'organisation américaine Human Rights Watch et l'association russe Droit de l'enfant. Ce bilan est confirmé par les statistiques officielles. En 1997, 113 000 enfants sont passés sous la responsabilité de l'Etat, soit deux fois plus qu'en 1992.

● **Le système clos des orphelinats** : 200 000 à 250 000 de ces enfants vivent dans le système clos des orphelinats russes. Jusqu'à l'âge de trois-quatre ans, ils sont accueillis dans les « maisons de jeunes enfants ». Après examen par une commission médicale, ils sont orientés vers différentes institutions.

## Pékin met son veto à la force de l'ONU en Macédoine

NATIONS UNIES. Mettant sa menace à exécution, la Chine a opposé un veto, jeudi 25 février, à la reconduction de la force de prévention de l'ONU (Fordeprenu) en Macédoine, pour punir Skopje d'avoir établi des liens diplomatiques avec Taïwan. Les 1 050 hommes de la force devraient donc en principe plier bagage dès dimanche, à moins qu'une solution diplomatique, qui est actuellement recherchée, soit trouvée d'ici là. C'est la quatrième fois seulement que la Chine use de son droit de veto au Conseil de sécurité. La Russie s'est abstenue lors de ce vote. Alors que de nombreux pays, dont les Etats-Unis, qualifiaient d'indispensable le maintien de cette force pour éviter un débordement de la crise du Kosovo, le représentant chinois a simplement assuré qu'il n'en voyait pas la nécessité et que les ressources qui lui sont dévolues seraient mieux utilisées à régler les conflits en Afrique. (AFP)

## Abdullah Öcalan a rencontré ses avocats

ISTANBUL. Le chef séparatiste kurde, Abdullah Öcalan, capturé le 15 février à Nairobi par les services secrets turcs, a, pour la première fois jeudi 25 février, rencontré deux de ses avocats. Hatice Korkut et Ahmet Zeki Okcuoglu, hués par des centaines de personnes brandissant des drapeaux turcs et jetant des pierres sur leur autocar, ont embarqué dans la localité de Mudanya vers l'île-prison d'Imrali où est détenu le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). La rencontre, à laquelle assistait un juge, a duré vingt minutes et aurait porté uniquement sur l'état de santé de M. Öcalan. Les responsables turcs ont d'autre part confirmé que les observateurs internationaux ne seraient pas autorisés, en tant que tels, à assister au procès, qui sera, en revanche, « ouvert à la presse internationale ». (Corresp.)

## Boris Eltsine et son premier ministre réfutent les rumeurs de conflit

MOSCOU. Apparaissant de façon inhabituelle ensemble à la télévision, le président et le premier ministre russes ont déclaré, jeudi 25 février, qu'ils étaient mécontents des rumeurs selon lesquelles Evgueni Primakov convoiterait le poste de Boris Eltsine. A l'issue d'une réunion au Kremlin, M. Eltsine a répété qu'il resterait président et que M. Primakov s'était engagé à diriger le gouvernement jusqu'à l'élection présidentielle, prévue en l'an 2000. Mais ni l'un ni l'autre n'a précisé si M. Primakov briguerait alors la succession de Boris Eltsine. Ce dernier a rappelé que M. Primakov n'avait accepté, en septembre, de diriger le gouvernement qu'à condition de pouvoir le faire jusqu'en l'an 2000. « J'en ai assez de ces rumeurs dans la presse », a dit ce dernier. (Reuters.)

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE** : l'Algérie est devenue l'an dernier le premier client de l'industrie sud-africaine d'armement, avec un total de 84,8 millions de rands (environ 17 millions d'euros), selon les chiffres publiés jeudi 25 février par le Comité national de contrôle des armes conventionnelles (NACC) en charge des licences d'exportations. (AFP)

■ **Sept candidats à l'élection présidentielle** ainsi que le secrétaire général – déchu – du RND, « le parti du président », ont présenté, jeudi 25 février, une « charte électorale » où ils réclament des « élections libres et régulières ». Ils demandent également que toutes les étapes du scrutin soient ouvertes à « l'observation des citoyens, d'organisations civiles locales et d'observateurs internationaux ». Hocine Ait Ahmed (FFS), les islamistes Mahfoud Nahnah, et Abdallah Djabballah, Louisa Hanoune (Parti des travailleurs), Tahar Benbaïbèche (RND), Ahmed Taleb Ibrahim et Mouloud Hamrouche sont les signataires du document. (AFP)

EUROPE

■ **CROATIE** : deux entreprises israéliennes, le groupe Israel Aircraft Industries (IAI) et Elbit Systems Limited, ont été retenues pour moderniser trente à quarante avions de combat Mig-21 anciens en service dans l'armée de l'air de Croatie. Le contrat est de 570 millions de francs. Il pourrait être suivi d'un second, à savoir la livraison aux aviateurs croates de missiles israéliens Python-4 guidés par infrarouge.

■ **IRLANDE DU NORD** : la police irlandaise a relâché, jeudi 25 février, deux hommes qui avaient été interpellés pour interrogatoire dans le cadre de l'enquête sur l'attentat d'Omagh (Ulster). L'un d'eux est Francis Mackey, président du « Groupe de souveraineté des 32 comtés », une organisation extrémiste républicaine hostile à l'accord de paix de Stormont conclu en avril 1998. L'attentat d'Omagh avait fait vingt-neuf morts le 15 août de la même année. Il avait été revendiqué par l'IRA Véritable, un groupe républicain dissident opposé au processus de paix. (Reuters.)

■ **SLOVAQUIE** : les députés slovaques ont voté, mercredi 24 février, par 83 voix contre 52, la levée de l'immunité parlementaire de Gustav Krajci, ex-ministre de l'intérieur du gouvernement Meciar. M. Krajci est inculpé par la justice slovaque qui l'accuse d'avoir saboté, en mai 1997, un référendum sur l'entrée dans l'OTAN. Le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar a protesté contre cette décision comparée aux « procès politiques [communistes] des années 50 ». (Corresp.)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : les accusations à caractère sexuel lancées contre Bill Clinton, mercredi 24 février, sur une chaîne de télévision américaine par Juanita Broadrick, à propos d'une rencontre survenue en 1978, n'ont pas fait recette. La plupart des grands quotidiens américains ont relégué ce témoignage dans leurs pages intérieures. Invérifiables faute de témoins, ces accusations ont été démenties pendant de longues années par l'intéressé. (AFP)

ASIE

■ **INDONÉSIE** : les affrontements se poursuivaient, vendredi 26 février, pour la quatrième journée consécutive à Ambon, capitale des Moluques, (Est de l'Indonésie) entre chrétiens et musulmans. Le nombre de morts est, selon les sources officielles, de dix-huit, mais d'autres sources non vérifiables donnent des chiffres beaucoup plus importants. 3 300 maisons, selon l'agence officielle Antara, ont été détruites et des milliers de personnes déplacées. Des centaines de chrétiens ont protesté vendredi contre la « partialité » des forces de l'ordre arpantant aux cris de « Ne nous tirez pas dessus » les rues dévastées de Ambon. (AFP)

## Pas d'avancée spectaculaire du « pacte sur l'emploi » en Allemagne

BONN. Syndicats, patronats, et gouvernements allemands se sont retrouvés autour du chancelier Gerhard Schröder, jeudi 25 février à Bonn, pour poursuivre l'élaboration d'un « pacte sur l'emploi ». La rencontre, menacée ces dernières semaines par les négociations salariales entre les partenaires sociaux, a conduit à un accord de principe sur la création d'emplois pour les jeunes. Le patronat a affirmé son intention de fournir une place à tous les candidats à l'apprentissage cette année. Des groupes de travail vont être constitués pour étudier la mise en place de bas salaires, et d'un « impôt écologique » dans le cadre d'une réforme fiscale en gestation.

Mirel Bran

## Polémique autour d'un projet de cathédrale monumentale en Roumanie

BUCAREST

de notre correspondant

« Je remercie ceux qui ont approuvé ce projet pour Jésus-Christ. » Du haut d'une tribune dressée en plein centre de Bucarest, le patriarche Teoctiste, numéro un de l'Eglise orthodoxe roumaine, a béni par ces mots, au début du mois de février, en présence de nombreux dignitaires, l'endroit où doit se construire une cathédrale de dimensions monumentales baptisée « la Rédemption du peuple ». Haute d'une cinquantaine de mètres, elle occupera, selon les plans, un périmètre d'environ 1 km<sup>2</sup>. Situé au-dessus de deux lignes de métro et de la rivière Dimbovita, qui traverse Bucarest, l'emplacement de la future cathédrale suscite déjà des controverses. Certes, le ministère des travaux publics et de l'aménagement du territoire a

donné un avis favorable, mais la majorité des élus de la municipalité s'y opposent en raison des rapports très critiques des architectes.

La taille de la future cathédrale fait également l'objet d'un conflit. Bon nombre de prêtres rappellent discrètement que les églises orthodoxes roumaines se caractérisent par l'intimité de leurs dimensions. Ils estiment, par ailleurs, qu'une telle construction serait un affront à la population roumaine, dont plus de la moitié vit en dessous du seuil de pauvreté. Seule la classe politique semble unanimement favorable à ce projet estimé à environ 250 millions de francs (38 millions d'euros).

Le jour de la bénédiction du lieu figuraient solennellement sur la tribune, aux côtés du patriarche, le chef de l'Etat (chrétien-démocrate), Emil Constantinescu, le président du

Sénat, (social-démocrate) Petre Roman, le premier ministre, Radu Vasile, et l'ancien président Ion Iliescu, réputé pour son athéisme.

Dans une Roumanie qui se revendique à 87 % orthodoxe, l'Eglise semble prendre un poids de plus en plus important dans la vie publique, avec d'ailleurs l'assentiment d'une grande partie de la hiérarchie religieuse. Et la majorité des politiciens se prêtent au jeu dans l'espoir d'en tirer un jour des dividendes électoraux. « J'espère que cette cathédrale incarnera l'esprit roumain », a déclaré par exemple le président Emil Constantinescu : elle nous aidera à entrer dignement dans le troisième millénaire. » En attendant, la majorité des Roumains y entrent paupérisés.

Mirel Bran

# Le Nigeria se choisit un président civil après quinze ans de pouvoir militaire

Deux candidats sont en lice pour succéder au général Abdulsalam Abubakar

L'élection présidentielle organisée, samedi 27 février, au Nigeria, est la dernière étape du processus de retour à un régime civil rapide-

ment mis en œuvre par la junte militaire après la mort du plus intransigent de ses dirigeants, le général Sani Abacha, le 8 juin 1998. Les mili-

taires avaient annulé les résultats de l'élection présidentielle de juin 1993, remportée par Moshood Abiola, et confisqué le pouvoir.

## ABEOKUTA

de notre envoyé spécial

On a beau être à quelques kilomètres de la ferme d'Olusegun Obasanjo, les foules d'Abeokuta ne se sont pas déplacées en masse, jeudi 25 février, pour acclamer le favori de l'élection présidentielle nigérienne qui doit avoir lieu samedi. Deux mille à trois mille personnes se sont retrouvées devant le palais de l'Alake (roi yorouba, l'ethnie majoritaire dans le sud-ouest du pays), vêtues de tous les oripeaux d'une campagne à l'américaine - T-shirts, casquettes, badges et fanions - alors que les accessoires typiquement africains, comme les pagnes à l'effigie du candidat, brillaient par leur absence. C'est le dernier meeting de la campagne de l'ancien président qui aspire à revenir aux affaires. Avant d'accéder à ce statut de favori, M. Obasanjo a dû prendre le contrôle du Parti démocratique du peuple (PDP) et obtenir de cette formation, fondée en réaction au régime militaire de Sani Abacha, qu'elle fasse de lui, général en retraite, son candidat.

Reste à se faire élire par les 62 millions de Nigériens inscrits sur des listes électorales constituées à la hâte après la mort du dictateur, le 8 juin 1998. Le successeur de Sani Abacha, le général Abdulsalam Abubakar, a mené le pays à marche forcée vers un retour des civils au pouvoir, après quinze ans de régime militaire ininterrompu. C'est peut-être pour cela que les bonnes gens d'Abeokuta ne se sont pas déplacées en masse. Après des années pendant lesquelles les militaires ont imposé le silence, emprisonnant et assassinant les opposants, le Nigeria

est au bord de la surdose de politique politicienne. En moins de six mois, des partis sont nés et morts, des alliances se sont nouées et défaits pour ne laisser en présence que deux candidats, le général Olusegun Obasanjo et Olu Falae (lire ci-dessous).

La situation est donc simple en apparence. D'un côté, un parti, le PDP, qui a fédéré plusieurs oppositions au régime militaire : des jeunes

courageux, son candidat, Olu Falae, a finalement renoncé à apparaître lors du meeting de sa campagne organisée à Lagos, la capitale économique. Dans l'hypothèse de son élection, M. Falae devrait de toute façon faire face à un Parlement, élu le 20 février, où le PDP dispose de la majorité absolue, à la Chambre des représentants comme au Sénat. D'autre part, l'alliance est instable. AD est un parti

## Olusegun Obasanjo contre Olu Falae

C'est peut-être son séjour dans les geôles du dictateur Sani Abacha qui aura été le meilleur argument de campagne d'Olusegun Obasanjo. Emprisonné en 1995, après la découverte d'un « complot », il n'a été libéré que trois ans et demi plus tard. Sa détention avait suscité l'émotion dans le monde. Chef d'Etat de 1976 à 1979, le général Obasanjo avait été porté au pouvoir par ses collègues de l'état-major après l'assassinat d'un autre dictateur, Murtala Mohamed. Tenant la promesse de son prédécesseur, Olusegun Obasanjo avait remis le pouvoir aux civils.

L'autre candidat, Olu Falae, n'était connu des Nigériens que comme l'homme de l'ajustement structurel. Alors qu'il était ministre des finances du général Babangida, M. Falae a été l'auteur de la seule tentative de mise aux normes internationales des finances publiques qu'ait jamais connue le pays. Cette tentative, qui allait à l'encontre des intérêts financiers des militaires, a fait long feu. Olu Falae a donc laissé de bons souvenirs aux bailleurs de fonds internationaux, mais il a conservé l'hostilité des syndicats du secteur public.

général du Nord du pays qui veulent défaire leur région du stigmatisé que lui ont imposé les juntes venues de Kano et Kaduna aux politiciens qui ont brièvement exercé des fonctions ministérielles lors des intermèdes civils qu'a connus le Nigeria depuis son indépendance.

En face, l'alliance qui réunit l'Action pour la démocratie (AD) et le Parti de tout le peuple (APP) risque de ne pas faire le poids. Signe de dé-

essentiellement régional, qui regroupe les Yoroubas du Sud-Ouest, particulièrement les opposants radicaux aux régimes militaires venus du Nord. L'APP, en revanche, a été formé à la hâte à la mort de Sani Abacha par certains partisans de l'ancien dictateur qui ont tenté de se refaire une virginité politique. Le caractère hétéroclite des coalitions qui soutiennent les deux candidats et la brièveté de la campagne (à peine

# La stratégie de Séoul envers la Corée du Nord déconcerte Washington

Kim Dae-jung prône la conciliation avec Pyongyang

## SÉOUL

de notre envoyé spécial

Bien que les États-Unis et la Corée du Sud partagent les mêmes préoccupations à l'égard de la menace que constitue Pyongyang (production d'armes de destruction massive), les deux alliés divergent sur les priorités. La Corée du Nord est, avec l'Irak et le Kosovo, l'un des grands problèmes extérieurs de l'administration Clinton : à la veille de son départ pour Pékin, le secrétaire d'Etat Madeleine Albright a déclaré que ce pays représentait « une énorme menace ». Les Coréens du Sud sont les premiers concernés. Mais, alors que les Américains sont obsédés par deux problèmes (la suspicion d'une reprise du programme nucléaire - en dépit de l'accord de 1994 prévoyant d'y mettre fin en échange de la fourniture de deux centrales à eau légère et d'une aide économique - et la production de missiles), Séoul pense qu'ils ne peuvent être résolus que dans le cadre d'un accord global.

Personne ne s'attend à de grands résultats du nouveau round de négociations qui s'ouvre, samedi 27 février à New York, entre Américains et Coréens du Nord à propos des installations nucléaires. Allant plus loin, on fait valoir à Séoul que, même si Pyongyang finit par accepter l'inspection du site nucléaire, il est évident qu'il ne présentera rien de suspect et que, le jour venu, surgiront de nouvelles installations suspectes afin d'obtenir de nouvelles concessions.

La politique d'ouverture du président Kim Dae-jung en direction du Nord (baptisée « sunshine poli-

cy »), à laquelle il se tient en dépit des provocations armées (infiltrations) de Pyongyang, a le mérite de la constance, après les mouvements erratiques de la diplomatie de son prédécesseur. Elle reflète aussi un pragmatisme que le président Kim a résumé en ces termes : « Nous devons donner au Nord ce que nous pouvons, et il doit nous offrir ce qu'il peut. » En d'autres termes, d'un côté obtenir des assurances sur l'arrêt de la production d'armes de destruction massive, et, de l'autre, apporter une aide économique assortie d'une normalisation des relations avec les États-Unis et le Japon et de la levée des sanctions américaines.

Pour le président Kim, la « sunshine policy » n'est pas un geste unilatéral de conciliation, mais un moyen de jeter les bases d'une réconciliation fondée sur trois principes : ne pas tolérer de provocations compromettant la sécurité, s'engager à ne pas déstabiliser le Nord (et encore moins à l'absorber) et fournir une aide économique. « Nous n'avons aucune certitude que cette politique portera ses fruits, a admis le président, mais c'est certainement la meilleure que nous puissions imaginer pour le moment. »

Depuis un an, Kim Dae-jung a donné des gages de sa détermination. Aujourd'hui, un faisceau d'indices semble indiquer qu'une synergie est peut-être en train de se mettre en place. En matière de relations Nord-Sud, les initiatives du groupe industriel Hyundai - livraison au Nord de bétail et lancement d'un programme touristique au mont Kumgang, sur la côte, qui devrait rapporter à Pyongyang quelque 900 millions de dollars (818 millions d'euros), plus que ses exportations d'une année... - indiquent un changement de climat : de telles initiatives étaient impensables il y a encore deux ans. En 1998, en outre, il y a eu plus de visiteurs sud-coréens au Nord (3 000) qu'au cours des neuf dernières années.

## INITIATIVES DIPLOMATIQUES

Pyongyang, de son côté, a proposé, début février, de reprendre le dialogue de gouvernement à gouvernement, rompu après la mort de Kim Il-sung en 1994. Il y a certes mis des conditions inacceptables pour Séoul (comme l'abrogation de la loi sur la sécurité nationale), mais le président Kim est en train de répondre partiellement aux exigences du Nord, avec la libération de dix-sept espions nordistes - dont il est prêt à négocier le retour vers leur pays en échange de prisonniers de guerre du Sud détenus par Pyongyang - et l'annonce d'un amendement de la loi sur la sécurité nationale. Séoul est aussi prêt à livrer inconditionnellement

500 000 tonnes d'engrais au Nord. Plusieurs initiatives diplomatiques incitent enfin à penser que la situation évolue : l'ancien secrétaire à la défense américain, William Perry, chargé par le président Clinton de redéfinir la politique américaine vis-à-vis du Nord, pourrait se rendre en mars à Pyongyang (il s'agirait du contact au plus haut niveau entre les deux pays depuis la visite de Jimmy Carter en 1994). Des rumeurs circulent d'autre part quant à un sommet, dans les prochains mois, entre le président chinois Jiang Zemin et le Nord-Coréen Kim Jong-il.

Pékin ne souhaite ni une détérioration de ses relations avec Pyongyang ni une aggravation de la tension autour de la péninsule. Or, par leurs menées belliqueuses (le lancement d'un missile au-dessus du Japon), les Nord-Coréens ont fait sauter les réticences de Tokyo à participer au programme antimissiles de théâtre des États-Unis qui, dans la région, constitue un frein aux ambitions hégémoniques chinoises. Outre les énormes problèmes (afflux de réfugiés) qu'il provoquerait, la chute du régime de Pyongyang impliquerait pour la Chine le risque d'avoir sur sa frontière une Corée réunifiée alliée des États-Unis. Ce dont elle ne veut en aucun cas.

Philippe Pons

# Le Nord a donné ses dictateurs au pays, mais la région n'en a pas profité

## KADUNA

de notre envoyé spécial

A quarante kilomètres de Kaduna, la métropole économique du nord du Nigeria, Kwanan Farak-

## REPORTAGE

La manne pétrolière n'a bénéficié qu'à une petite élite politico-militaire

wai est un gros village peuplé d'Haoussas et de Peuls. Depuis plus de quinze ans, les généraux qui dirigent le Nigeria sont issus de l'une ou l'autre de ces ethnies, des peuples islamisés qui ont fondé les premières grandes villes d'Afrique de l'Ouest. C'est un lieu commun de la vie politique africaine : le Nord gouverne le Nigeria.

« Si le Nord a le monopole du pouvoir, pourquoi reste-t-il la région la moins développée du pays ? », demande Festus Okoye, avocat, défenseur des droits de l'homme, qui exerce à Kaduna. À voir les ruelles boueuses, la misérable école et les maisons en banco, on comprend sa question. La population de Kwanan Farakwai vient de faire l'expérience de cette marginalisation. Le 17 janvier, un incendie s'est communiqué des câbles à haute tension qui passent au-dessus du village jusqu'au réseau local. Treize personnes sont mortes électrocutées, une cinquantaine ont été plus ou moins grièvement brûlées. Ce fait divers s'est prolongé « à la nigérienne » : la Nigerian Electrical Power Authority, la compagnie d'électricité, a attendu plus d'un mois pour prendre en charge l'hospitalisation des blessés, qu'il a fallu emmener jusqu'à Kaduna. Le village, malgré ses 30 000 habitants, n'a pas de docteur.

Les secours sont venus des politiques. Après la mort du dernier dictateur, le général Sani Abacha, originaire de Kano, le Nigeria va élire, samedi 27 février, son premier président civil depuis 1983. Avant que le processus de nomination se soit terminé, les candidats à la candidature se sont suc-

cédé dans le village, faisant assaut de charité publique en faveur des victimes. Des hommes politiques de la région sont venus, mais aussi Olusegun Obasanjo, un Yorouba - donc un homme du Sud -, ancien président (le seul, parmi les militaires qui se sont succédé à la tête du Nigeria, à avoir remis le pouvoir aux civils, en octobre 1979), et grand favori du scrutin.

Au Nord, tout le monde en est conscient : sauf réaction de dernière minute des « durs » de l'armée, le Nigeria va se donner un président sudiste. On appelle ça le « power shift », le glissement du pouvoir, qui devrait satisfaire la très ancienne revendication du Sud, dont les ressortissants contrôlent l'essentiel de l'activité économique et des médias, mais qui ont été tenus à l'écart du pouvoir - la dernière fois en 1993, lors de l'élection annulée du milliardaire yorouba Moshood Abiola.

Les jeunes intellectuels nordistes refusent d'assumer l'héritage de ces dictatures militaires successives qui n'ont profité qu'à « un petit groupe d'officiers supérieurs et de bureaucrates de haut niveau », assure Yakubu Alyu, rédacteur en chef du quotidien régional *New Nigerian*. Mais dans le reste du pays, et à l'étranger, cette élite politico-militaire est identifiée à ce Nord musulman, où le haoussa est la *lingua franca*.

## PÉNURIE DE CARBURANT

Pourtant, la pauvreté de la région saute aux yeux. Loin des champs pétroliers de la côte, le Nord subit plus rudement encore que le reste du Nigeria la terrible pénurie de carburant qui fait tourner l'économie au ralenti. En attendant que la firme française Total ait fini de réhabiliter la raffinerie de Kaduna, ravagée par l'impéritie et la corruption de la Nigerian National Petroleum Company, l'essence vaut, au marché noir, une fois et demie plus cher qu'à Lagos.

La manne pétrolière n'a servi qu'à tracer des routes permettant aux limousines allemandes de l'élite politico-militaire de circuler à toute allure. L'équipement en écoles, les structures sanitaires

restent insuffisants. Dans les années 70, le mirage pétrolier a ravagé l'agriculture. Attirés par les salaires exorbitants du secteur public, les paysans ont délaissé les champs de coton ou d'arachide. Alors que le reste du Sahel vient de profiter d'un lustre de boom cotonnier, le Nigeria ne produit même pas assez de fibres pour fournir ses usines.

## URGENCE

Ce retard économique a plusieurs causes. Les sociétés nordistes, peule ou haoussa, sont très hiérarchisées, et les forces conservatrices y sont plus vigoureuses qu'ailleurs. Boko Ransome Kuti, vétéran yorouba de la lutte pour les droits de l'homme, l'affirme : « On ne peut rien pour ces gens, ils ne veulent pas se défendre. » Ce mépris de l'intelligentsia sudiste hérisse la jeune génération du Nord qui aime à rappeler que, lors du dernier épisode démocratique qu'ait connu le pays, Kano et Kaduna ont élu des gouverneurs gauchisants, dont l'intégrité était reconnue par tous.

Les dernières élections locales ont d'ailleurs déjoué les pronostics. Le parti que l'on estimait le plus proche des militaires, l'All People's Party (APP) a été largement devancé par la formation du général Obasanjo, plus proche de l'opposition au régime mili-

taire. Bien sûr, certains notables ne se résignent pas de gaieté de cœur à voir un Sudiste accéder à la magistrature suprême. Al Hadj Okene, qui préside le Forum des anciens du Nord, défend le bilan du régime Abacha et exprime ses craintes sur l'instabilité chronique du Sud. Mais d'autres, comme Yakubu Alyu, espèrent que l'éloignement des élites nordistes du pouvoir permettra à la région de « mieux négocier son développement ». Une urgence dans une région où l'existence de poches de richesse extrême, au milieu d'une pauvreté extrême, favorise le développement de la contestation islamiste.

T. S.

## UNE JOURNÉE À TOULOUSE

Le Monde

LA POSTE

Vendredi 12 mars 1999

LE MONDE ET LA POSTE vous invitent à

Rencontrer

Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir

Le Monde, La Poste, le multimédia et l'espace philatélie

Débatte

« Vivre à Toulouse »

un débat public dont vous êtes les acteurs : les questions des Toulousains sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au THÉÂTRE DE LA CITÉ à partir de 13 h 30 1, rue Pierre-Baudis, Toulouse Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Toulouse

Question : \_\_\_\_\_

A retourner par courrier à : LE MONDE, Jean-Paul BESSET 10, rue des Arts, 31000 Toulouse

**CONJONCTURE** Selon les comptes nationaux publiés vendredi 26 février par l'Insee, la conjoncture économique apparaît plus soutenue que prévu. ● LA CROISSANCE a at-

teint 3,2 % en 1998, au lieu des 3,1 % escomptés par le gouvernement. Les résultats du quatrième trimestre sont, en particulier, bien meilleurs qu'attendu. ● LE MINISTRE DES FI-

NANCES, Dominique Strauss-Kahn, explique dans un entretien au *Monde* que ces résultats valident son analyse selon laquelle l'économie hexagonale ne traverse qu'un « trou

d'air ». Selon lui, la France commence à connaître un modèle de développement assez proche de celui dont profitent depuis huit ans les Etats-Unis, grâce à l'essor des nouvelles techno-

logies et des activités à haute valeur ajoutée. ● LE CHÔMAGE reste, lui aussi, bien orienté, avec une baisse, en janvier, de 4 000 du nombre des demandeurs d'emplois.

# Dominique Strauss-Kahn discerne les indices d'une nouvelle croissance

Dans un entretien au « Monde », le ministre des finances estime que le ralentissement sera passager et que la France, grâce au développement des nouvelles technologies, commence à connaître un nouveau régime de développement proche de celui des Etats-Unis, les inégalités en moins

« Quel est votre diagnostic sur la conjoncture ?

– Il commence par une excellente nouvelle : la France a connu une croissance de 3,2 % en 1998, supérieure aux 3 % que le gouvernement avait prévus – et qui avaient été contestés. Et encore cette croissance est-elle sensiblement inférieure – au moins d'un demi-point – à ce qu'elle aurait été sans la crise asiatique.

» Le ralentissement en Europe et en France a commencé plus tôt qu'on ne le pensait : il est visible, dès l'été 1998, surtout pour la production industrielle. Ainsi l'activité de l'industrie manufacturière est-elle sur un rythme de croissance de 5 % au début 1998 et de moins de 2 % à la fin de l'année. Quand, en octobre, les entreprises ont fait leurs premières prévisions d'investissements pour 1999, la crise russe battait son plein. Aujourd'hui, le paysage est moins sombre, même si les perspectives pour l'industrie restent mitigées.

» A l'inverse, la consommation se porte exceptionnellement bien. En moyenne, elle a progressé de 3,8 % en 1998. Les Français ont bénéficié d'une forte hausse de leur pouvoir d'achat, de 3 %, notamment grâce à de fortes créations d'emplois et à une inflation plus faible que prévu. Les activités de services et de BTP sont très dynamiques : ainsi les mises en chantier dans le BTP enregistrent une croissance de 39 % entre le troisième et le quatrième trimestre.

» Enfin, et surtout, l'emploi a considérablement augmenté en France l'an dernier, avec environ 300 000 nouveaux emplois marchands et 100 000 emplois non marchands créés. C'est notre meilleure performance depuis trente ans. Sur les 18 derniers mois, il y a eu 16 mois de baisse du chômage, y compris celle de janvier annoncée vendredi. 1998 aura été l'année des records de la décennie en termes de croissance, de consommation, d'investissement, de créations d'emplois. Mais, surtout, vertu cardinale, c'est l'année de la confiance retrouvée, confiance qui ne faiblit pas depuis. Depuis juin 1997, une nouvelle pratique politique, plus à l'écoute des Français, plus respectueuse des engagements pris – ce que certains ont appelé la « méthode Jospin » – a pu y contribuer.

– Quelles sont, d'après vous, les perspectives économiques ?

– Il y a, depuis l'été 1998, et dans toute la zone euro, une divergence

entre les anticipations des ménages et celles des industriels. On a déjà constaté un tel écart, mais il n'a jamais persisté aussi longtemps. Toute la question est de savoir laquelle des deux courbes de confiance – celle des ménages, qui atteint des sommets, ou celle des industriels, à un niveau nettement plus bas – rejoindra l'autre. Plusieurs éléments laissent penser qu'il y a une probabilité sérieuse de voir la confiance des ménages, qui se traduit par une croissance de leur consommation, se diffuser vers les chefs d'entreprise. La dernière enquête de l'Insee fait apparaître que les industriels ont, par rapport à l'automne dernier, révisé de cinq points à la hausse leurs prévisions d'investissement pour 1999.

– Maintenez-vous votre prévision d'une croissance de 2,7 % pour 1999 ?

– La France résiste plutôt bien au choc de la seconde moitié de 1998. Ce que j'ai appelé le scénario du « trou d'air » – c'est-à-dire l'hy-

moyenne de nos partenaires de l'euro II. En 1998, l'ordre est nettement inversé. En 1999, nous devrions creuser l'écart avec l'Allemagne et l'Italie.

– Comment expliquez-vous cela ?

– Il y a la confiance et le redémarrage de la demande des ménages depuis 18 mois. Mais, plus fondamentalement, j'ai la conviction profonde que la France est en train d'entrer, plus vite que ses voisins, dans un nouveau régime de croissance, plus durable, car porté par les nouvelles technologies, comme cela s'est passé aux Etats-Unis, il y a plus de six ans. On dit souvent que la moitié de la croissance et des emplois créés outre-Atlantique vient des activités de nouvelles technologies et des services à haute valeur ajoutée qui y sont associés.

» Certes, nous sommes en retard par rapport aux Etats-Unis – seulement 15 % de notre croissance vient aujourd'hui des nouvelles technologies ; c'est déjà

vé sa pleine justification en 1998. Les comportements de prise de risque et de création de nouveaux marchés génèrent une forte croissance.

– Pour un homme de gauche, prendre l'économie américaine pour modèle, n'est-ce pas périlleux ? Car le modèle de croissance dont vous parlez, c'est aussi celui de la flexibilité et de la précarité du travail...

– Ce serait surtout stupide, car il n'est ni possible ni souhaitable de substituer le modèle américain au modèle européen. Il nous faut examiner attentivement ce qui explique la vigueur et la durée de la croissance américaine – les nouvelles technologies et la nouvelle politique économique – tout en s'appuyant sur ce qui fait la force du modèle social européen. Il ne faut pas laisser les inégalités se développer, comme cela s'est passé aux Etats-Unis. C'est cela le pari européen. C'est aussi à cela que se mesurera, historiquement, le succès de la gauche en Europe.

– Les autorités américaines reprochent aux Européens de ne pas faire leur part d'effort pour soutenir la croissance mondiale. Comprenez-vous cette critique ?

– Les Américains nous demandent rituellement d'avoir une croissance plus forte et pour cela d'ouvrir davantage nos marchés. La réponse des Européens est tout aussi classique : on observe fréquemment que le taux d'épargne américain est particulièrement faible et que cette situation conduit à une absorption des capacités d'épargne japonaise et européenne. Pour y remédier, il est nécessaire que nous ayons une coopération renforcée dans la gestion des grands équilibres mondiaux. La récente réunion des ministres des finances du G 7 à Bonn a montré que la prise de conscience de cette nécessaire régulation du système monétaire international progressait : stabilité des changes, lutte contre ces « trous noirs » que sont les paradis bancaires ou les hedge funds.

– C'est donc une fin de non-recevoir que vous adressez aux Américains ?

– Pas exactement. Nous leurs disons que nous sommes tout à fait prêts – et que nous avons même commencé – à faire notre part d'effort pour soutenir la croissance mondiale, mais il faut aussi que des règles de fonctionnement du système soient mises en place : le libéralisme débridé a montré



DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

une nouvelle fois ses limites avec la crise financière.

– Et alors, concrètement, quelle est la part d'effort que l'Europe peut consentir ?

– Comme ministre des finances et comme socialiste, je viens de participer, au nom de Lionel Jospin, aux travaux des socialistes européens présidés par le premier ministre portugais, Antonio Guterres. Ensemble, nous défendons une vraie politique de croissance européenne : plus de coordination et plus d'innovation pour plus d'emplois. Plus de coordination : pour disposer d'une croissance durable, l'Europe doit impérativement mettre en place un bon « policy mix », avec d'un côté une politique budgétaire sérieuse et, de l'autre, une politique monétaire soutenant la croissance. Il faut trouver le bon équilibre entre les deux. Et c'est, en particulier, la raison pour laquelle la France continue de viser une résorption de ses déficits. Les dernières estimations du FMI, que je vous livre, font ainsi apparaître que le déficit structurel français – celui qui ne tient pas compte de la conjoncture –, qui était égal à 1,3 % du produit intérieur brut en 1998, reculerait à 0,7 % en 1999, soit une amélioration de 0,6 point. Par comparaison, pour les onze pays de l'Eurozone, les déficits moyens reculeraient, de 1,1 % à 0,9 %.

Contrairement à ce que l'on dit parfois, l'effort fait par la France pour réduire ses déficits est sensiblement supérieur à celui de ses voisins : je vous précise que, pour 1998, notre déficit effectif sera de 2,9 %, soit moins que les 3 % prévus.

– Si le « trou d'air » se prolonge, poursuivrez-vous cet effort de réduction des déficits ?

– Dans la programmation triennale des finances publiques que nous avons récemment arrêtée, nous avons procédé à ce qui est, pour notre pays, une petite révolution : fixer un objectif de dé-

pendre et non de déficit budgétaire. C'est une bien meilleure politique que celle qui était menée par les libéraux, consistant à ne s'intéresser qu'au solde, ce qui pouvait masquer de très grandes fluctuations du côté des recettes comme du côté des dépenses et aggraver la récession en période de ralentissement.

– Quels que soient les soubresauts de la conjoncture, il n'y aura donc pas de régulation budgétaire ?

– Nous défendons la thèse, bien comprise par la plupart de nos collègues européens, des « stabilisateurs automatiques ». S'il y avait des changements structurels de long terme, il faudrait sans doute que nous changions notre norme de dépense en volume. Mais si les changements sont seulement conjoncturels, nous nous en tenons à cet objectif.

– Etes-vous sûr que les dirigeants de la Banque centrale européenne aient la même vision que vous du bon « policy mix » à conduire ?

– Ce qui compte, c'est d'avoir une politique monétaire qui assure à la fois la stabilité des prix et une croissance forte. La Réserve fédérale américaine y est parvenue avec beaucoup de pragmatisme. Je suis convaincu que la Banque centrale européenne y parviendra aussi.

– La politique fiscale a donné lieu, ces dernières semaines, à des controverses particulièrement obscures. Quelles sont vos véritables intentions ?

– Le gouvernement fera, comme l'année dernière, connaître ses choix après une large concertation et un débat sans tabou. Mais, pour le moment, ce débat ne s'est pas encore ouvert au sein du gouvernement. Tous ceux qui évoquent actuellement des projets de réforme fiscale ne s'exposent donc qu'à une seule chose : être démentis par les faits.

– Certaines déclarations ont pu laisser penser que, même s'il n'avait pas encore arrêté ses projets, le gouvernement avait changé de philosophie fiscale...

– Non, pour le gouvernement, les réformes recherchent toujours les mêmes objectifs : soutenir la croissance et l'emploi, réduire les inégalités, simplifier le système fiscal. »

Propos recueillis par Virginie Malingre et Laurent Mauduit

« Il ne faut pas laisser les inégalités se développer, comme aux Etats-Unis.

C'est cela le pari européen. C'est aussi à cela que se mesurera, historiquement, le succès de la gauche en Europe »

pothèse que le ralentissement ne serait que passager et suivi d'un rebond après le premier trimestre 1999 – semble pour le moment valide. Certes, les prévisions de croissance que nous avons élaborées en août n'intégraient pas, par définition, ce qui s'est passé en septembre, notamment le contre-coup de la crise russe. Nous verrons donc fin mars, après les travaux habituels des experts, s'il faut procéder à une révision limitée. Mais je pense que, dès l'été 1999, la France reviendra au rythme de croissance qui est potentiellement le sien en ce moment, et pour les années à venir : 2,5 % à 3 % par an. Une croissance voisine de 2,7 % reste donc, à mon avis, la perspective centrale de la croissance française, même si celle-ci doit être affectée en 1999 par le « trou d'air ».

» Nous sommes donc devenus un des moteurs de la croissance européenne. Entre 1995 et 1997, la France avait fait moins bien que la

0,5 % de croissance en plus en 1998. Mais nous sommes, à notre tour, en train de commencer d'inventer, avec obstination, la nouvelle croissance du XXI<sup>e</sup> siècle, qui doit être innovante, mais aussi porteuse de solidarités : c'est ce qui fondera le progrès solidaire.

– En quoi l'année 1998 s'est-elle inscrite dans cette évolution ?

– L'année 1998 a été une année de forte croissance, sans inflation et avec une augmentation limitée des dépenses publiques. Ce constat met à mal deux dogmes, ou plutôt deux prétendus dogmes, du keynésianisme mal compris. Le premier est celui selon lequel il n'y a pas de croissance sans inflation. Le deuxième est celui selon lequel il faut toujours augmenter le déficit budgétaire pour soutenir la croissance. A l'inverse, ce qui est pour moi le fondement même du keynésianisme – la priorité donnée à l'investissement avec une forte impulsion publique – a trou-

## Le contrecoup de l'inflation zéro

Les salariés ont profité de la croissance en 1998. Selon le ministère du travail, l'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 1998 et de 1,7 % sur l'ensemble de l'année. La progression a encore été plus forte pour les ouvriers, dont l'indice du salaire horaire de base a progressé de 0,3 % au dernier trimestre 1998 et de 2 % sur l'année.

Si ces augmentations n'apparaissent pas extraordinaires, elles ne s'en sont pas moins traduites par une forte augmentation du pouvoir d'achat des Français. En effet, les employeurs se sont trompés dans leurs prévisions économiques au moment où ils ont pris leurs décisions en matière de salaires : ils ne s'attendaient pas à ce que l'inflation soit aussi basse que ce qu'elle a été en 1998 (en augmentation d'à peine 0,3 %). Ajouté à la progression de l'emploi, cela s'est traduit pour l'économie française par une forte augmentation du pouvoir d'achat des ménages, de plus de 3,5 %. Et par un rebond de la consommation, qui a progressé de 3,8 %.

## L'activité de l'économie française s'est accrue de 3,2 % en 1998

**CROISSANCE**, consommation, emploi : tous les indicateurs ont été au vert en 1998. Selon l'Insee, qui a publié, vendredi 26 février, les comptes nationaux 1998, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,2 %, la consommation de 3,8 % et plus de 400 000 emplois, dont 120 000 emplois-jeunes, ont été créés. Aussi bonne soit-elle, l'année 1998 se divise très nettement en deux : un premier semestre excellent, un second, plus complexe, qui voit la France économique devenir schizophrénique, avec une industrie plus que morose et des services très dynamiques. Les chiffres du quatrième trimestre, au cours duquel le PIB a progressé de 0,7 %, ont encore vu s'accroître cette dichotomie.

Jusqu'à l'été, tout se combine pour que la croissance soit forte. Les exportations comme la demande intérieure progressent. Les entreprises investissent et embauchent. Les Français achètent des automobiles, s'équipent en ordinateurs et changent leur téléviseur pour la Coupe du monde de football. Une situation rêvée que la crise internationale va finir par rattraper. Dès l'été, les industriels s'inquiètent. La crise russe les plonge dans le pessimisme. Ils réduisent leurs stocks et renvoient à la baisse

leurs projets d'embauche et d'investissement. Il n'est alors plus question d'augmenter leurs investissements, comme en 1998, de 6 %. En octobre, l'enquête de l'Insee auprès des patrons est alarmiste : ils prévoient une stagnation de leurs investissements pour 1999, alors que le gouvernement tablait sur une hausse de 9 %. De nombreux

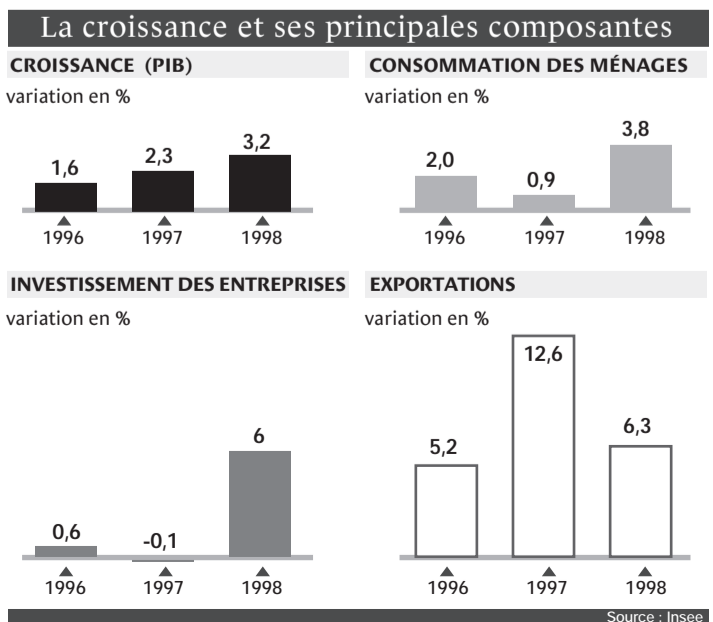
économistes renvoient alors à la baisse leurs prévisions de croissance pour 1999.

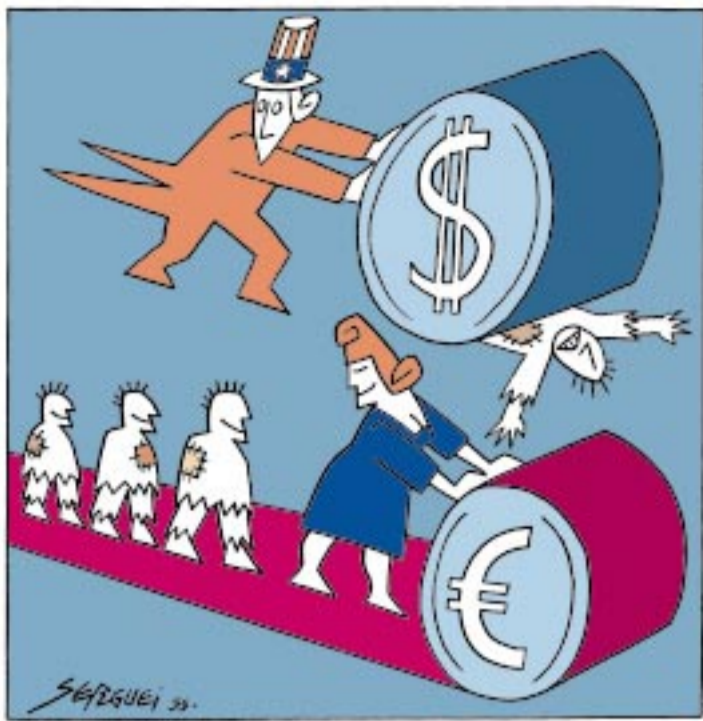
Les ménages, eux, gardent le moral. Leur confiance bat tous les records. Tant que le chômage baisse, ils restent optimistes. Et continuent à dépenser : leur consommation n'avait pas progressé ainsi depuis 1986. Au-delà de cet

aspect psychologique, ils ont, il est vrai, vu leur pouvoir d'achat progresser en 1998 de plus de 3,5 %, grâce à l'accroissement de l'emploi et, surtout, la très faible inflation (0,3 % en glissement annuel en 1998). La crise internationale, qui a débouché sur des surcapacités et sur une chute du cours des matières premières, a donné un coup de fouet aux consommateurs français.

Au total, « la consommation des ménages a contribué pour 2,2 points à la croissance du PIB », note l'Insee ; « les stocks, qui ont augmenté de 5,2 % sur l'ensemble de l'année, pour 0,3 point ; la formation brute de capital fixe pour 0,8 point ». Le commerce extérieur, lui, a fait régresser la croissance de 0,4 point : les exportations ont quand même augmenté de 6,3 % en 1998, mais moins que les importations (+ 8 %), dopées par la consommation des ménages.

Aujourd'hui, la France reste coupée en deux. Les ménages continuent à consommer, et les chefs d'entreprise n'ont pas retrouvé le moral, même s'ils sont moins déprimés qu'à la fin 1998. Pour Dominique Strauss-Kahn, le « trou d'air » que traverse l'industrie française devrait être suivi d'un rebond dès le deuxième semestre : la





## Accidents du travail : les partenaires sociaux prennent les devants

LA RÉGLEMENTATION sur les accidents du travail va peut-être évoluer. A l'occasion de la réunion annuelle de la réunion du Conseil de prévention des risques professionnels, jeudi 25 février, toutes les organisations patronales et syndicales, à l'exception de la CGT, ont annoncé qu'elles allaient « *procéder ensemble à un examen du système français de prévention des risques professionnels* », mis en place en 1945 avec la Sécurité sociale. Dans une déclaration commune adressée le même jour à la ministre de la solidarité, Martine Aubry, ils affirment vouloir mieux prendre en compte les évolutions du marché du travail depuis vingt ans, « *le vieillissement de la population active* », « *l'augmentation (...) de la sous-traitance* » ou encore « *le développement du travail précaire intérimaire* ».

Les partenaires sociaux prennent en fait les devants. Le Medef, en particulier, suspectait M<sup>me</sup> Aubry de vouloir s'attaquer à une réforme. Il est vrai que les accidents du travail avec arrêt, en baisse de 1992 à 1996, ainsi que les accidents mortels, sont repartis fortement à la hausse de-

puis deux ans (+2,4 % en 1997 et +2,5 % pour le premier semestre 1998). Et le nombre de maladies professionnelles indemnisées par l'assurance-maladie, car mieux prises en compte, a progressé de 33 % entre 1994 et 1996 pour s'établir à 9 906. M<sup>me</sup> Aubry s'est « *réjouie* » de cette initiative, en estimant qu'elle devait être « *adossée au dialogue social* ». L'accent devrait donc être mis sur la prévention. « *L'action des 26 000 comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail doit, en particulier, être impulsée et valorisée* », a souligné la ministre.

Le Medef, qui a déclaré, dans un communiqué, accepter « *sans la discuter la responsabilité qui pèse sur les employeurs* », réclame « *en contrepartie* » de pouvoir disposer « *des pouvoirs nécessaires pour assumer cette responsabilité* ». L'organisation patronale voudrait aussi que « *le système de tarification permette la restitution aux entreprises du bénéfice économique de la prévention des risques professionnels, par la baisse corrélative des taux de cotisation* ».

I. M.

## Les propositions du Plan sur les retraites indignent les syndicats

LA RECOMMANDATION visant à allonger à 42,5 ans la durée de cotisation nécessaire pour avoir une retraite à taux plein a été jugée « *dangereuse* », « *provocatrice* » voire « *surréaliste* » par les partenaires sociaux, réunis jeudi 25 février pour examiner les propositions du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, dont le rapport final sur la « *réforme des retraites* » sera présenté dans un mois.

Évoquant tour à tour « *l'œuf de Christophe Colomb* », « *le chien qui se mord la queue* » ou « *la stratégie du sapeur Camember qui bouche un trou en en creusant un autre* », la CFE-CGC, la CFTC et la CGT ont rivalisé dans la métaphore pour souligner le paradoxe d'une mesure qui « *joue contre l'emploi* » en prolongeant la durée de vie active : en situation de chômage, l'allongement de la durée de cotisation aboutit « *à transférer la charge du financement des retraites sur l'Unedic ou le budget de l'Etat* », estime la CGT. « *Comment expliquer aux jeunes et aux chômeurs qu'en retardant le départ à la retraite, on facilite leur accession à l'emploi ?* », s'interroge de son côté Force ouvrière. Pour le « *groupe des dix* », qui comprend notamment les syndicats SUD, une telle mesure reviendrait à « *affaiblir la solidarité intergénérationnelle en préférant entretenir le chômage des jeunes plutôt que de payer des retraites* ».

La plupart des organisations syndicales ont par ailleurs déploré que l'allongement des cotisations, évoquée par le Plan comme l'une des « *différentes voies de réformes possibles* », aboutisse, comme le résume la CFE-CGC, à « *une tentative détournée pour réduire le montant des retraites sans le faire apparaître* ». « *Ce serait le cas, explique la CGT, avec des salariés qui auraient de moins en moins de carrières complètes à valider ou si l'entrée dans la vie active se faisait plus tardivement* ». Dans ces conditions, ils seraient « *inacceptables* », poursuit

la CGT, que certains « *doivent continuer à travailler jusqu'à soixante-dix ans pour avoir une retraite à taux plein* ».

Si la création d'un fonds de réserve destiné à amortir la hausse des cotisations a reçu l'appui de Force ouvrière et de la CFDT, la CGT et la CFE-CGC semblent lui préférer un « *transfert de richesse* » par l'élargissement de l'assiette des cotisations visant à « *faire payer les revenus financiers des entreprises et taxer les profits gagnés contre l'emploi* ». La CFDT a pour sa part refusé de prendre position sur des « *hypothèses de travail* », déclarant attendre « *le rapport définitif* » de M. Charpin et de « *voir ce que le gouvernement en retiendra* ».

### LES CRITIQUES DE L'OPPOSITION

Au sein de l'opposition, Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé qu'il y avait « *urgence* » à réformer le système des retraites par répartition, avant de demander la mise en œuvre « *d'un troisième étage de l'assurance-vieillesse fondé sur le principe de capitalisation* ». Jacques Barrot, ancien ministre (UDF) des affaires sociales, a déploré que l'on « *se mette en chemin aussi tard* ».

La ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a enfin rappelé, jeudi soir dans l'émission « *Direct* » sur France 2, qu'il « *était beaucoup trop tôt pour dire vers quelles solutions* » le gouvernement se dirigerait quant à l'avenir des retraites. Avec la mission Charpin, qu'elle a qualifiée de « *travail très intéressant* », va s'achever la phase de « *diagnostic* », avant celles de « *dialogue* » et de la « *décision* », a rappelé M<sup>me</sup> Aubry. De longue date, le premier ministre Lionel Jospin a, de son côté, annoncé que les premières mesures interviendraient avant la fin de l'année, après une longue phase de concertation.

Alexandre Garcia

# Baisse inattendue du chômage en janvier

LE RECU du chômage, pour le début de l'année 1999, est timide, mais cela constitue déjà en soi une surprise. En janvier, le nombre de demandeurs d'emploi baisse de 0,1 % (-4 000). Ce qui porte à 2 895 900 le total des chômeurs inscrits à l'ANPE (-4,7 % sur douze mois), selon les statistiques publiées vendredi 26 février par le ministère de l'emploi. Le taux de chômage, calculé différemment selon le BIT, s'établit à 11,4 %, en baisse de 0,1 point.

Ces chiffres constituent plutôt une bonne nouvelle et complètent avantageusement les bons résultats enregistrés en matière de croissance et de consommation. D'autant que l'année 1998 s'achève par une autre note positive. Selon les résultats provisoires de l'emploi au quatrième trimestre de l'année, les effectifs salariés ont augmenté de 0,5 %, soit une hausse de 2,3 % sur un an. La plus forte de la décennie !

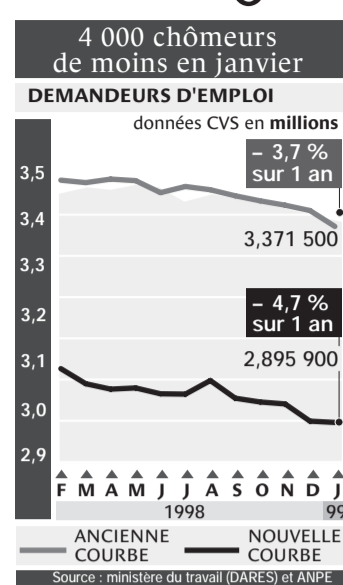
1999 ne démarre donc pas si mal. Traditionnellement, les mois de janvier sont en effet dévastateurs sur le front du chômage : à cette époque, les demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie 6, c'est-à-dire qui exercent une activité réduite (plus de soixante-dix heures dans le mois), rebasculent dans la catégorie 1, en demandant d'emploi permanente, qui sert de baromètre officiel. Ainsi, janvier 1998 s'était traduit par 5 900 chômeurs de plus.

Rien de tel cette année. Après les résultats atypiques de dé-

cembre 1998 (-41 000 chômeurs), le marché du travail enregistrant alors un « *pic* » d'offres d'emploi précaire, l'effet boomerang de la fin de ces missions n'a pas eu un trop grand impact sur les chiffres de janvier. Le nombre de personnes inscrites à l'ANPE, qui ont travaillé de façon occasionnelle, a bien régressé, passant de 430 000 à 508 000 entre ces deux mois charnières, sans pour autant gonfler les demandes permanentes. Du coup, l'ensemble des personnes inscrites à l'ANPE (catégories 1+6) décroît de façon sensible (-1,2 %) et s'élève à 3 371 500.

### « LA TENDANCE RESTE BONNE »

Cette tendance profite aux hommes comme aux femmes, notamment dans la tranche d'âge vingt-cinq - quarante-neuf ans. Selon le ministère, il n'est cependant pas possible d'interpréter ce mois-ci l'évolution pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans, du fait d'un problème de calcul statistique. La diminution du nombre des inscrits paraît donc moins importante que les années précédentes (-85 700). Il reste qu'après une baisse progressive sur un an (-2,7 % soit 30 000 personnes), les effectifs des chômeurs de longue durée, inscrits depuis plus d'un an, remontent un peu (+0,2 %). En matière de sorties et d'entrées à l'ANPE, le bilan est quelque peu contrasté. Si les licenciements économiques continuent de chuter (-9,4 %), les reprises d'emploi diminuent elles aussi de 4,5 %. Les



radiations administratives, elles, se situent toujours à un haut niveau avec +39,6 % sur les douze derniers mois.

Invitée, dans la soirée de jeudi 25 février sur France 2 pour la première émission du magazine politique « *Direct* », Martine Aubry a souligné que « *janvier est toujours un mauvais mois, à cause du nombre important de contrats à durée déterminée et d'emplois temporaires* », mais que, cette année, « *la tendance reste bonne* ». La ministre de l'emploi et de la solidarité a mis en avant la réduction du temps de travail et défendu son bilan. « *Deux mille quatre cents accords ont été signés, qui ont permis*

37 200 emplois supplémentaires », a-t-elle déclaré. La veille, Ernest-Antoine Seillière, président du Medef, avait déclaré à Marcq-en-Barœul (Nord), que le nombre d'emplois créés par les accords sur les 35 heures dans les entreprises - « *pas plus de 22 000* » - représentait à ses yeux un « *résultat insignifiant* ».

Les sources de réconfort ne manquent pas à M<sup>me</sup> Aubry, qui pourra s'appuyer sur le bilan emploi qui clôture l'année écoulée. Son ministère a en effet également publié, vendredi, le dernier volet des résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo). Dans les secteurs privé et semi-public, l'emploi salarié a augmenté de 0,5 % (+68 000) au dernier trimestre, soit une progression sur l'ensemble de l'année de 2,3 % (+309 000).

Cela porte à 13 831 200 le nombre de salariés employés dans le milieu concurrentiel, hors agriculture, santé et éducation. Soit la neuvième hausse consécutive, et la plus importante depuis les années 80. Mais, par ce changement de méthode, il n'est pas encore possible d'estimer quel secteur d'activité en a le plus profité. Pour l'emploi total (y compris les emplois-jeunes), le ministère de l'économie et des finances fait valoir que le bilan de 1998 est sans précédent depuis 1969.

Isabelle Mandraud

## Carrefour, c'est le moment.



## NOUVEAU PROCESSEUR PENTIUM® III 450 MHz

<p>MICROPROCESSEUR INTEL PENTIUM III 450 MHz</p> <p>1522€</p> <p>MEMOIRE VIVE 64 Mo SDRAM</p>	<p>LECTEUR DVD-ROM 4X</p> <p>DISQUE DUR 6,4 Go</p> <p>MODEM INTERNE 56 Kbps V90</p>	<p>CIRCUIT VIDEO AGP INTEL I740</p> <p>MEMOIRE VIDEO 8 Mo</p>	<p>LE DVD-ROM "L'EPOPEE DES BLEUS"</p> <p>7 MOIS D'ABONNEMENT A WANADOO OFFERTS*</p>
---	---	---	--

### 750/MOIS AVEC LA CARTE PASS

\* Avec une carte Pass autorisée à 15 000 F, exemple pour un achat de 9990 F : 14 mensualités de 750 F + 1 dernière de 487,45 F. Coût total du crédit (hors assurance facultative) : 10 987,45 F - TEG : 1,24 %/mois soit 14,88 % l'an. Abonnement annuel Carte Pass : option comptant immédiat : 45 F / option comptant différé : 70 F (sous réserve d'acceptation du dossier par S2P). Rendez-vous à l'Espace Services Financiers de votre magasin. Offre réservée aux personnes physiques et majeures. Carte Pass diffusée par les Paiements Pass - S2P - SA au capital de 456 803 800 Frs, 1 place Copernic - 91051 Evry Cedex - RCS Evry B 313 811 515

Avec Carrefour je positive!

### A PARTIR DU 26 FÉVRIER 1999.

3000 micro-ordinateurs disponibles.  
MS NET PIII 450 DVD 17"  
Garantie 1 an par enlèvement à domicile.  
Assistance téléphonique 7j/7 de 9 h à 22 h pendant 1 an.

\* Sous réserve d'un abonnement de 12 mois à Wanadoo en connexion illimitée (hors coût des communications locales), soit 5 mois payants à 95 FTTC/mois. Voir conditions dans l'emballage du « Pack Bienvenue exclusif Carrefour ».

# La direction de la CFTC règle ses comptes avec les opposants à M. Deleu

M. Probst, président de la CNAF, a été destitué

CONTESTÉE depuis plusieurs mois pour son « autoritarisme » et pour sa « radicalisation », la direction de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) a décidé de faire taire les mauvaises langues en visant haut et en tapant fort : le conseil confédéral de la centrale, réuni jeudi 25 février dans une salle du couvent de l'Assomption, à Paris, a démis de ses fonctions le président CFTC de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), Jean-Paul Probst, l'un des plus hauts cadres de la centrale chrétienne mais aussi l'un des principaux opposants à « l'équipe du président » Alain Deleu.

Au terme de trois heures et demie de débats houleux, le conseil confédéral – le « Parlement » de la centrale – s'est prononcé par vingt et une voix contre dix pour la destitution de Jean-Paul Probst, après avoir tenté en vain d'obtenir sa démission. Cet Alsacien de cinquante ans, à la tête de la CNAF depuis octobre 1992, devra donc céder sa place à un autre représentant de la CFTC, pour avoir tenu « des propos publics dirigés depuis longtemps à l'encontre de la direction confédérale dont il est membre », une démarche incompatible, aux yeux d'Alain Deleu, avec « l'exercice, en confiance, de mandats électoraux ». Jean-Paul Probst devrait être remplacé à la CNAF par la vice-présidente, Nicole Prud'homme, responsable des fonctionnaires à la CFTC.

Alain Deleu, qui assure n'avoir « rien à reprocher » au président de la CNAF, a expliqué que cette sanction n'avait « pas de rapport » avec l'annonce, mardi 23 février, par Jean-Paul Probst et par un autre vice-président de la centrale, Bernard Ibal, de leur intention d'être candidats contre M. Deleu lors du prochain congrès confédéral de la CFTC, en novembre à Dijon. En revanche, Jean-Paul Probst aurait eu le tort d'évoquer une fois de trop dans la presse « la mainmise actuelle » d'Alain Deleu sur la centrale chrétienne, alors que celle-ci est confrontée depuis le début de l'année à un violent mouvement de contestation interne (Le Monde daté 21-22 février).

Après l'échec des élections prud'homales de décembre 1997, où la CFTC avait enregistré, avec 7,5 % des suffrages, un recul de cent mille voix, MM. Ibal et Probst s'étaient une première fois opposés ouvertement à M. Deleu en créant,

en février 1998, l'association Syndicalisme d'abord pour défendre une image de leur organisation « plus ferme que celle de la recherche du compromis ». Regroupant plusieurs centaines de militants à tous les échelons hiérarchiques, l'association entendait alors s'opposer, de façon modérée, à la « confiscation du pouvoir » par l'équipe dirigeante.

Les dirigeants entrent dans « une logique de purge un peu stalinienne », estime un syndicaliste rebelle

La dissolution contrainte de Syndicalisme d'abord, en septembre 1998, n'a pas permis de ramener le calme à la CFTC, ni de mettre un terme au malaise de nombreux militants troublés par la « radicalisation » croissante, à la fois politique et religieuse, de la centrale chrétienne. En janvier, les hostilités reprenaient de plus belle, à travers des tracts anonymes virulents et des « lettres ouvertes » enflammées, dénonçant la volonté de l'équipe dirigeante de « vouloir dissoudre sans concertation toutes les fédérations qui la dérangent ».

En sanctionnant aujourd'hui Jean-Paul Probst, les dirigeants de la CFTC entrent « dans une logique de purge un peu stalinienne », estime un syndicaliste rebelle. « Ils s'attaquent au plus dangereux, ajoute un autre. Jean-Paul Probst est compétent, il est calme, il a du charisme et une envergure que certains n'ont pas. Au siège confédéral, il représente la grande peur du moment. »

De son côté, M. Probst, qui se veut « fidèle aux valeurs et aux projets de la CFTC », affirme devoir quitter ses fonctions « pour délit d'opinion ». Se déclarant « plus que jamais candidat potentiel au prochain congrès », il craint désormais que « d'autres procédures ne soient engagées à l'encontre d'autres esprits critiques ».

Alexandre Garcia

# Philippe Séguin et François Bayrou se renvoient la responsabilité de la désunion de l'opposition

Un échange de lettres, rendues publiques, fait état de leur désaccord

La réunion du comité politique de L'Alliance, souhaitée par Valéry Giscard d'Estaing et convoquée mardi 2 mars par son président, Philippe

Séguin, ne paraît pas en mesure de ressouder les différents partenaires de l'opposition. François Bayrou, président de l'UDF, continue de re-

mettre en cause le choix de la tête de liste aux élections européennes. Cette attitude est jugée inacceptable par le RPR.

« SENTIMENTS les meilleurs », « et cordiaux », « et les plus amicaux »... C'est en termes choisis que François Bayrou et Philippe Séguin se sont employés, jeudi 25 février, à se repasser publiquement « le mistigri de la division ». Après l'appel à l'union de l'opposition lancé dans ces colonnes par Valéry Giscard d'Estaing « pour éviter la catastrophe » (Le Monde du 19 février), l'UDF ne pouvait rester inerte. Son comité exécutif, consulté par M. Bayrou lors d'une conférence téléphonique, a donc décidé de répondre favorablement à la proposition de M. Séguin de réunir très prochainement le comité politique de L'Alliance pour la France, mais sous réserve d'en « définir au préalable clairement l'ordre du jour » (Le Monde du 26 février).

Dans la lettre qu'il a fait parvenir, dans l'après-midi, au président de L'Alliance et qu'il a aussitôt rendue publique, le président de l'UDF indique qu'il considérerait comme un « fait nouveau » l'ouverture de la discussion sur le choix de la tête de liste aux élections européennes. A défaut, la réunion, le 2 mars, du comité politique devrait permettre aux « chefs de file de toutes les listes de l'opposition républicaine [de] débattre du bon usage de son pluralisme ». « L'union, c'est cette entente et non pas l'uniformité forcée qui sonne faux », observe encore M. Bayrou.

## RAPPEL DES RAPPORTS DE FORCES

La réponse, également communiquée à la presse, de M. Séguin ne s'écarte pas d'un pouce du cadre fixé par M. Giscard d'Estaing, dont il salue au passage « la qualité » et les « éminentes responsabilités ». Il en rappelle lui-même le contenu : pas d'exclusive sur la tête de liste, des engagements européens forts, une liste équilibrée et représentative entre les trois sensibilités de l'opposition. Evoquant le « préalable » posé par M. Bayrou sur le choix d'une nouvelle tête de liste, le président de L'Alliance estime que, dans ces conditions, la réunion du 2 mars « ne pourrait avoir pour effet que de constater la division de l'opposition ».

Dans un discret rappel des rapports de forces internes de l'opposition, il offre enfin généreusement à son interlocuteur, par « souci de démocratie et de renova-

tion », de soumettre les propositions de M. Giscard d'Estaing au vote du comité politique, voire à l'ensemble des parlementaires de l'opposition. Dans sa tribune au Monde, l'ancien président de la République avait lui-même établi ce rapport : 138 députés RPR, 70 pour l'« UDF-centriste » et 43 pour Démocratie libérale. Autrement dit, quel que soit le corps électoral, le chef de file de la liste RPR-DL serait sûr de l'emporter.

## M. PASQUA « PAS CONCERNÉ »

Le président du RPR ne répond pas, en revanche, au souhait de l'UDF de voir le troisième larron

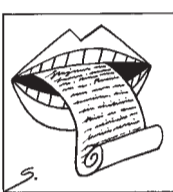
de la droite, Charles Pasqua, associé à la réunion au sommet de L'Alliance. Il est vrai qu'entre temps, de son lieu de vacances, le sénateur des Hauts-de-Seine a fait savoir, par la voix de William Abitbol, président de Demain la France, qu'il n'était « pas concerné » par une telle réunion. « Nous ne sommes pas sur la même ligne sur le fond », a ajouté M. Abitbol. En outre, le comité politique de L'Alliance, qui compte 26 membres (13 RPR, 7 UDF et 6 DL), ne s'est réuni qu'une fois, le 29 octobre, et M. Pasqua ne faisait pas partie de la délégation gauloise.

Dans le meilleur des cas, le comité politique servira à habiller en « droite plurielle » les divisions de l'opposition. C'est un concept que ne récuse pas au RPR ceux qui, tel Edouard Balladur, ne veulent pas dramatiser la désunion de la droite. Mais il ne fait pas l'affaire de M. Séguin, qui entend apparaître dans la campagne comme l'unique légataire de la politique européenne du président de la République, et pour lequel l'union de l'opposition est l'une des conditions de la reconquête du pouvoir par la droite.

Jean-Louis Saux

## « Monsieur le président... »

VOICI les principaux extraits des lettres échangées, jeudi 25 février, entre François Bayrou, président de l'UDF, et Philippe Séguin, président de L'Alliance et tête de liste RPR-DL aux européennes.



### VERBATIM

LA LETTRE DE FRANÇOIS BAYROU  
« Notre conseil national a pris la décision de présenter une liste UDF aux élections européennes. Vous connaissez l'origine de cette décision. Pour nous, les élections européennes doivent permettre de présenter aux Français des choix européens clairs (...). C'est pourquoi nous avons demandé, pour symboliser le choix européen d'une liste commune, que la tête de liste (...) puisse être choisie en commun, avec la seule condition d'un engagement politique clair en faveur de l'Union européenne. Cette désignation en commun nous a été refusée (...).

» Deux options sont donc possibles aujourd'hui : ou bien le RPR nous indique que, désormais, la discussion sur une nouvelle tête de liste peut être ouverte, dans la perspective de la désignation d'une personnalité choisie en commun, et nous sommes prêts à toute discussion (...). Ou bien il n'en est rien. Nous estimons dès lors (...) qu'il serait excellent que les chefs de file de toutes les listes de l'opposition républicaine se retrouvent pour débattre du bon usage de son pluralisme et arrêtent les règles de conduite (...).

» Notre conviction est que l'actuelle inaptitude de

l'opposition au pluralisme est un handicap. On ne constitue pas une majorité en réunissant 25 % des voix sur une liste unique ! (...) La gauche réussit à organiser son pluralisme malgré des divergences beaucoup plus importantes que les nôtres. Elle y trouve profit. Pourquoi la droite et le centre en seraient-ils incapables ? »

### LA RÉPONSE DE PHILIPPE SÉGUIN

« Je suis heureux que vous acceptiez, du moins, le principe de la réunion du comité politique de L'Alliance que je souhaite organiser, après avoir été saisi des propositions du président Valéry Giscard d'Estaing, pour parvenir à une liste d'union de l'opposition (...).

» Cependant, certains passages de votre lettre pourraient donner lieu à des interprétations qu'il vaut mieux clarifier, afin de ne pas créer les conditions de nouveaux malentendus.

» Ainsi en est-il lorsque vous rappelez que votre conseil national a déjà pris la décision (...) de présenter une liste autonome aux élections européennes ou lorsque vous mettez comme préalable le choix d'une « nouvelle tête de liste ».

» Sur de telles bases, notre réunion ne pourrait avoir pour effet que de constater la division de l'opposition, si ce n'est de l'organiser, comme vous le proposez. Tel n'était pas le sens de la démarche. J'ai en effet la conviction que l'enjeu de ces prochaines élections européennes consiste à assurer le succès de l'opposition sur la liste socialiste. Seule l'union nous permettra d'y parvenir (...).

## A Chartres, le rituel bien établi des réunions électorales d'Arlette Laguiller et Alain Krivine

« QUI EST CONTENT de cette société ? Si vous trouvez quelqu'un qui n'est pas révolté, appelez d'urgence le SAMU ou mettez-le sous cloche ! Quand il n'y a pas d'alternative anticapitaliste à la misère, la révolte peut aller n'importe où. » « On ne demande pas à Murdoch ou à Berlusconi une carte de séjour pour s'emparer d'une chaîne de télévision ou d'un journal, c'est pourquoi il faut partout régulariser les sans-papiers. » Risquons une devinette, qui est l'auteur de la première phrase ? Arlette Laguiller... perdu. Et qui l'est de la seconde ? Alain Krivine... encore perdu. Par un mi-

cinquième meeting commun. Ils ont noué des complicités, contracté des habitudes de vie en couple. « N'oublie pas de couper ton portable », glisse Arlette à Alain, juste avant le début du meeting. Celui-ci est désormais toujours précédé d'une conférence de presse commune, avec les télévisions, radios et journaux locaux. Ils ont droit à une minute d'antenne chacun. Des rituels se sont instaurés. C'est toujours Alain qui chauffe la salle et lance le débat, charge à Arlette ensuite de le prendre au vol, avant de donner la parole à la salle.

patronat et les deux crapules démagogues qui dirigent l'extrême droite ». « Nous ne voulons pas prendre de voix au Parti communiste, mais nous entendons récupérer les voix que sa politique d'alignement suicidaire sur le PS lui fait perdre », précise-t-elle.

### « DIVERGENCES TACTIQUES »

A Chartres, le public est froid, mais attentif. Seuls les militants de LO savent organiser la claque, au moment où la voix de leur porte-parole baisse d'un ton. Séparément, ils avaient réuni, elle, 150 personnes, la dernière fois qu'elle avait fait le déplacement, lui, 120. Jeudi soir, les 300 places assises dans la salle louée par la mairie sont occupées, une moitié par des militants, l'autre par des curieux. L'objectif est atteint. Après Quimper, Rodez, Sarreguemines, ils bouclent ici le cycle des meetings dans les villes où les deux formations sont quasiment absentes – un seul adhérent recensé à la LCR, une poignée pour LO – et qui représentent de véritables terres de mission. Vendredi soir, retour au sérieux, avec un meeting commun, à Saint-Denis, dans un de leurs bastions électoraux.

Passé la bonne entente, si l'on gratte un peu, les différences resurgissent entre les deux organisations. Les militants de la LCR s'agacent de la fouille systématique opérée par LO, à l'entrée de chaque meeting. A une question sur la création d'un grand parti de réconciliation communiste, Arlette Laguiller préfère mettre l'accent sur « la plate-forme politique commune » pour les européennes, avant de reconnaître des « divergences tactiques ». Quant à Alain Krivine, il penche pour un rassemblement « des forces anticapitalistes », au-delà même de LO et de la LCR.

Alain Beauvère-Méry

## Nord - Pas-de-Calais :

### les élus LO rejettent le budget

Le budget primitif de la région Nord - Pas-de-Calais a été repoussé, jeudi 25 février, par 60 voix contre 2 abstentions. Le président socialiste Michel Delebarre avait réussi à faire le plein des voix de la gauche plurielle – 28 socialistes, 14 communistes, 8 Verts – auxquelles s'est ajoutée celle d'un élu du MEI (Mouvement écologiste indépendant). Les 35 élus de droite et ceux de l'extrême droite (12 FNUF et 6 FN-Mouvement national) ont voté contre. La surprise est donc, une nouvelle fois, venue des 7 élus de Lutte ouvrière, qui ont choisi eux aussi de rejeter le texte. Les deux élus « Chasseurs » se sont abstenus.

M. Delebarre a indiqué, dès la fin de la séance plénière, qu'il allait recourir à la procédure du 49-3 remanié en janvier 1999. Le budget pourrait donc être adopté en l'état dans les quinze jours. – (Corresp.)

métisme tactique, les deux chefs de file de l'extrême gauche, en campagne pour les européennes, jouent à front inversé. C'est Arlette Laguiller qui prend la défense des sans-papiers, un combat neuf pour LO, mais porté à bout de bras par la Ligue communiste révolutionnaire. C'est, en revanche, Alain Krivine qui annonce le « grand soir », tant attendu par les militants de Lutte ouvrière.

« Arlétalain » sont en campagne. Et l'entente entre les deux « pacésés » de l'extrême gauche semble parfaite. Jeudi 25, à Chartres, ils en étaient déjà à leur

Dans son discours, Alain Krivine est unitaire pour deux. « Il n'y a qu'un seul courant politique qui arrive uni aux élections, c'est l'extrême gauche ! », clame-t-il. « Nous sommes la seule liste de gauche qui n'est pas au gouvernement », poursuit-il, rappelant que « de Cohn-Bendit à Hue, en passant par les socialistes, ils sont tous au gouvernement ». En privé, il confie qu'une liste indépendante du Mouvement des citoyens, présentée par Sami Nairi, constitue « un leurre ».

De son côté, Arlette Laguiller tient à recadrer leur combat. En ligne de mire, elle a « la droite, le

Aussitôt sorti, aussitôt chez vous.

Processeur Intel® Pentium® III  
9.990FHT  
12 047,94FHT



Direction SM-450B3  
Processeur Intel® Pentium® III à 450MHz  
Mémoire 64Mo  
Disque dur 8.4Go  
Lecteur DVDROM 6X  
Carte graphique AGP® ATI Xpert 128GL  
16Mo SDRAM  
Écran 17" NEC 1280x1024  
Carte son avec wavetable.  
Haut-parleurs, microcasque  
Microsoft® Windows® 98

Logiciels installés : CorelDRAW™ 7, Corel PHOTO-PAINT™ 7, CorelDREAM 3D 7, Dictée vocale ViaVoice, MS Word 97, MS Works 4.5  
Nos machines sont certifiées pour le passage à l'an 2000 (test NSTL effectué sur le matériel et le Bios).  
Frais de livraison en sus. \* Hors coûts téléphoniques

Avec NEC Direct, vous bénéficiez d'une grande marque et des avantages du "direct constructeur".

Un conseiller à votre disposition, une livraison rapide, une assistance téléphonique gratuite\* et vous serez toujours satisfait ! (ou remboursé sous 30 jours)

Livré chez vous Prêt à brancher Téléphonez maintenant :

0 801 02 02 02  
NUMERO AZUR - PRIX APPEL LOCAL

NEC Computer Systems  
Une division de Packard Bell NEC.  
BP 3507 - 49035 Angers - Fax 02 41 22 36 10

NEC

NEC Computer Systems est une division de Packard Bell NEC. Packard Bell NEC et NEC sont des marques déposées. Le logo Intel® Inside et Pentium® sont des marques déposées d'Intel Corporation aux USA et dans d'autres pays. Microsoft, Microsoft Windows 98 sont des marques déposées par Microsoft Corp. Les autres marques citées sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Les configurations types présentées sont personnalisables par l'ajout d'éléments. Les prix et informations peuvent être modifiés sans préavis. Ces offres sont valables sauf erreurs typographiques, omissions et dans la limite des stocks disponibles. Photos non contractuelles. HT = hors taxes, TTC = TVA comprise.

www.necdirect-europe.com











## HORIZONS

PORTRAIT

**F**AUT-il, pour faire un « grand » patron, être mégalomane, brutal et sans scrupule ? Un père Fouettard, dont le talent se mesure à l'aune des licenciements et de la terreur qu'il inspire ? Si l'on s'en tient à ce modèle, consacré par les médias et les dîners en ville, Jean-Cyril Spinetta est aussi peu « grand » patron que possible. Homme de cœur et de principes, le PDG d'Air France est modeste, discret, sympathique, ne cherche pas à paraître autre chose que ce qu'il est et fuit les effets de manche et le parisianisme. « Un mec normal », disent ses contempteurs, « qui ne donne pas l'impression d'être supérieur », pis, « qui aime faire plaisir », autant dire un égaré...

Il sourit, mince, élégant, attentif. Cette image de patron gentil, trop gentil, d'homme de dossiers doué pour les négociations mais sans panache, il ne fait rien pour la démentir. Par fierté et par principe. L'identification des grands groupes à la personne de leurs dirigeants lui paraît absurde. La mise en scène, la médiatisation inutiles. « Les faits parlent pour le chef d'entreprise », dit-il simplement.

Les faits, en l'occurrence, sont pour lui. Car l'homme de dialogue sait aussi être coriace, têtue à l'occasion. Il a toujours rempli avec succès les tâches qu'on lui confiait, sans sacrifier ni sa réserve ni son humour. Avec, en prime, l'amitié de ceux – supérieurs ou subordonnés – qui ont travaillé directement avec lui.

Tous l'attestent : l'image colportée est fautive. Jean-Cyril Spinetta, assure Jean-Pierre About, son ancien directeur général à Air Inter, « a une capacité d'écoute rare chez les dirigeants, mais c'est un homme d'une très grande rigueur intellectuelle et morale ». « C'est tout sauf un mou, dit un syndicaliste, plutôt une enclume : on peut taper dessus, il ne bouge pas ! » « Si vous cherchez du clinquant, de l'autoritarisme, ce n'est pas ça ! », ajoute Michel Delebarre, dont Jean-Cyril Spinetta a été trois fois directeur de cabinet, « C'est un chic type, fidèle en amitié, qui place l'action dans la durée, mais qui réussit ! »

**U**N homme de gauche devenu patron, et qui le resterait... de gauche ? On avait fini par croire que c'était impossible. Jean-Cyril Spinetta est pourtant ce patron à cinq pattes. A son arrivée à la tête d'Air France, il y a dix-huit mois, c'est peu dire qu'on l'attendait au tournant. Succédant à un PDG charismatique, Christian Blanc, dans une entreprise convalescente, qui a toujours aimé les chefs « flamboyants », la tâche était rude. Force est de reconnaître qu'il s'est jusqu'ici tiré de tous les pièges. Comme il avait jadis pacifié Air Inter et les aiguilleurs du ciel, il a non seulement survécu à une grève dure des pilotes d'Air France, sans se coucher ni mettre le gouvernement à genoux, mais il a aussi conclu une trêve sociale de trois ans avec toutes les catégories de personnel et, pour finir, conquis les places boursières !

Après l'ouverture du capital et l'échange salaires-actions négocié avec les pilotes, il devra désormais gérer avec trois partenaires : l'Etat, toujours majoritaire, les marchés (avec environ 35 % du capital) et les salariés (avec environ 15 %). Un exercice pionnier qu'il accepte avec sa simplicité coutumière. « Ma vie sera plus compliquée mais je vis cet équilibre plutôt comme une force : dans l'entreprise comme ailleurs il faut des contre-pouvoirs qui s'expriment. » Un silence. « Je suis peut-être un peu rêveur... »

Rêveur ne veut pas dire naïf. Jean-Cyril Spinetta est un humaniste sincère, issu d'une lignée de militants de gauche, tous Corses, tous républicains, austères et profondément respectueux de l'expression collective. On ne plaisante pas avec le droit de grève chez les Spinetta. Mais on assume : Jean-Cyril a fermement refusé d'indemniser les jours de grève en juin, contrairement à l'usage maison. Cela lui paraissait incongru.

Il a de qui tenir. Son grand-père, cégétiste et ingénieur des Arts et Métiers, dirigeait la Verrerie ouvrière d'Albi, modèle des coopéra-

**Petit-fils de cégétiste, fils d'un militant de la SFIO et neveu d'un des fondateurs de Force ouvrière, le patron d'Air France a conquis les marchés boursiers. Une gageure pour cet homme de gauche modeste et discret**

tives de production salué par Jean Jaurès. Son père, ingénieur des Ponts et Chaussées, devenu directeur de la construction au ministère de l'équipement, était membre de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière). Il présida l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) créé par Guy Mollet au début des années 70. Son oncle, ingénieur des mines, fut l'un des fondateurs de Force ouvrière. « On parlait beaucoup de politique à la maison. » L'engagement, « était quelque chose de naturel, dans l'ordre des choses ».

Parfois, le samedi après-midi, son père l'emmenait au ministère. Pour s'occuper, le jeune Jean-Cyril lisait le *Journal officiel*. « Je n'y comprenais rien, mais je voyais un monsieur qui signait tous les textes : le président du conseil. Je m'imaginai pas qu'on puisse signer quelque chose qu'on n'avait pas écrit, et j'étais rempli d'admiration pour ces hommes capables de pondre toutes ces lois. Jusqu'à dix-douze ans, je considérais les hommes politiques comme des surhommes. »

C'est peu dire qu'il est tôt tenté par la carrière politique. Littéraire, passionné d'histoire, il est attiré par l'enseignement. La morale corse et républicaine exigeant de solides études, il entre à l'École nationale d'administration (ENA). Marquée par l'Esprit de Mai 68, la promotion Charles-de-Gaulle est particulière : c'est la seule qui refuse à une majorité des deux tiers d'intégrer les grands corps. Jean-Cyril milite plus qu'il ne travaille, à la CFDT, puis au Cérés (Centre d'étude, de recherche et d'éducation socialiste) dès 1971, où il rencontre, entre autres, Didier Motchane, Jacques Maillot, Edwige

« C'est tout sauf un mou, dit un syndicaliste, plutôt une enclume : on peut taper dessus, il ne bouge pas ! »

Avice, et Christian Pierret. Sorti de l'ENA en 1972, il choisit le ministère de l'éducation nationale où il crée la section socialiste. Il participe à la campagne municipale de Jean-Pierre Chevènement à Belfort puis se lance dans l'arène. En 1975, il passe tous ses week-ends à Evreux (Eure) dans la perspective des municipales de 1977 et des législatives de 1978.

Mais en avril 1976 sa vie bascule lorsqu'il découvre que son second enfant, Isabelle, est sourde de naissance. Oublié le militantisme, il s'investit complètement dans le handicap. L'homme de cœur prend le pas sur l'héritier de la gauche. « Sans cette rupture, il serait aujourd'hui ministre », assure un ami. Après des mois de tâtonnements



E. DE MAUGLAIVE

## Jean-Cyril Spinetta, patron à cinq pattes

douloureux entre les tenants du langage des signes et ceux de l'oralisme, il découvre, par hasard, une nouvelle méthode américaine, inconnue en France : le langage parlé complété (LPC).

Les résultats sont si spectaculaires qu'il crée avec sa femme une association et passe un week-end sur deux à promouvoir la méthode. Il ne décrochera qu'en 1988, mission accomplie : la méthode est désormais reconnue et Isabelle, totalement autonome,

rejointe nouvelle mais il se passionne. « C'était un type clair, sympathique, très, très rigoureux. Je m'en suis félicité : il savait diriger une équipe », raconte Michel Delebarre. Jean-Cyril Spinetta a l'art de faire travailler – beaucoup – dans la bonne humeur ; dans tous ses postes, il se fera de vrais amis. Aujourd'hui encore, la « bande à Delebarre » se revoit périodiquement.

En 1988, après une brève traversée du désert, ils se sont retrouvés « chez eux », dans un ministère élargi aux affaires sociales. Quelques mois plus tard, toujours derrière Michel Delebarre, ils abordent un nouveau secteur : les transports. Epineux : les accidents se succèdent, les conflits aussi. Jean-Cyril Spinetta se découvre un talent précieux : la négociation. Gitane au bec, il écoute, écoute encore jusqu'à l'épuisement, pour finalement mettre le doigt là où ça fait mal, et trouver l'issue. Il règle ainsi définitivement, entre autres, le conflit en ritournelle des aiguilleurs du ciel. « J'ai une capacité d'écoute inépuisable car j'y prends un réel plaisir. C'est intéressant d'écouter les gens. On arrive à saisir la vraie nature du problème. Souvent c'est long, mais si on aborde une négociation en regardant sa montre, ça ne marche pas. » Corollaire : il est toujours en retard...

Le magicien du dialogue social trouve un emploi à sa mesure en prenant, en 1990, la tête d'Air Inter. Il a quarante-sept ans, sa carrière administrative est faite. Entre l'apprenti PDG et l'entreprise turbulente se noue une véritable idylle.

« Venant du ministère, il était suspect. Mais il est entré en contact avec cette entreprise », se souvient une ancienne de la société. Sans cadeaux excessifs – la politique sociale de son prédécesseur avait été infiniment plus généreuse –, la paix sociale revient.

« Venant du ministère, il était suspect. Mais il est entré en contact avec cette entreprise », se souvient une ancienne de la société. Sans cadeaux excessifs – la politique sociale de son prédécesseur avait été infiniment plus généreuse –, la paix sociale revient.

« Venant du ministère, il était suspect. Mais il est entré en contact avec cette entreprise », se souvient une ancienne de la société. Sans cadeaux excessifs – la politique sociale de son prédécesseur avait été infiniment plus généreuse –, la paix sociale revient.

« Venant du ministère, il était suspect. Mais il est entré en contact avec cette entreprise », se souvient une ancienne de la société. Sans cadeaux excessifs – la politique sociale de son prédécesseur avait été infiniment plus généreuse –, la paix sociale revient.

**C**ETTE complicité est cimentée par le tragique accident du Mont Sainte-Odile. Le 20 janvier 1992 à 19 h 30, l'avion disparaît des radars. Il s'en souvient comme d'hier : « C'est abominable. Quand on a fait ça, plus rien de grave ne peut vous arriver. Tous les problèmes sociaux ou de carrière paraissent sans importance. » Sur les lieux, face aux familles, puis dans l'entreprise traumatisée, pendant des semaines l'homme de cœur sait trouver les mots, les gestes. « Il est apparu comme il est : sensible, courageux, d'une haute valeur morale », dit un collaborateur. Un an après, la justice inculpe deux cadres, il demande à être inculpé à leur place, estimant que l'entreprise, globalement, n'a pas failli par négligence. Depuis, il retourne tous les ans au Mont Sainte-Odile, le 20 janvier.

En 1993, le transport aérien français entre dans une zone de turbulences : tandis qu'Air France chancelle, l'ouverture accélérée de l'espace à la concurrence impose à Air Inter des adaptations stratégiques. Le nouveau ministre, Bernard Bosson, les refuse. Jean-Cyril Spinetta ne flanche pas et démissionne le 14 octobre. La tête haute mais la mort dans l'âme. Le trans-

port aérien l'a fasciné. « Ce sont des milieux rugueux, compliqués, parfois même un peu pervers, mais très attachants. »

La seconde traversée du désert se révèle beaucoup plus dure que la première. Il rêve d'entreprise mais les propositions sont rares. « C'est une assez bonne leçon », dit-il. En 1994, il accepte après moult hésitations de rejoindre l'Elysée où il devient conseiller industriel. Il n'est pas mitterrandiste, même plutôt contre, par tradition familiale. Mais il a le sentiment que « beaucoup de destins, dont le [sien] ont été modifiés car le vieux monsieur avait eu le talent de se faire élire ».

**E**N mai 1995, la mort de François Mitterrand le replonge dans l'incertitude. Il a été nommé préfet et demande au ministère de l'intérieur une mission, « même profondément ennuyeuse mais qui corresponde à un besoin de l'administration ». Rien ne vient. Il démissionne et retrouve l'éducation nationale.

C'est alors qu'il se laisse convaincre par plusieurs amis d'aller à Bruxelles pour découvrir l'administration européenne. Le directeur de cabinet d'Edith Cresson vient de partir, il est plus que compétent en matière de formation. Le choix est malheureux. Malgré les promesses de l'ancien premier ministre, il ne trouve pas sa place dans les méandres de la Commission. S'ajoutent des problèmes familiaux. En avril 1996, il décide de quitter le cabinet. Edith Cresson, qui a « quelques problèmes relationnels avec l'administration française », propose à Jean-Cyril Spinetta un poste d'expert national détaché, à cheval entre Paris et Bruxelles. Un statut courant à la Commission, qui lui vaudra néanmoins d'être accusé par la presse de bénéficier d'un « emploi de complaisance ». A tort. « Il allait vraiment à Bruxelles, il travaillait. Je l'y ai rencontré », témoigne Henri Guillaume, ex-commissaire au Plan.

L'affaire ne le tourmente pas outre mesure. Son intégrité est unanimement reconnue. « C'est tout sauf un magouilleur. PDG ou pas PDG, il n'a jamais changé de vie », assure Jeanne Burton, une ancienne collaboratrice à Air Inter. Et Bruxelles n'a été qu'un bref intermède. En 1997, la gauche est de retour. Christian Pierret, Jean-Pierre Chevènement, Martine Aubry, Claude Allègre, le nouveau gouvernement est truffé d'amis. En juin 1997, il s'attelle au programme emploi-jeunes, avec une poignée d'experts. En septembre, il est nommé à la tête d'Air France. Juste revanche. Et vrai pari.

Défaut ou qualité ? Jean-Cyril Spinetta aime s'investir à fond dans les dossiers. Il a trop travaillé dans les cabinets pour ne pas se méfier des notes de synthèse. Il lit tout et traite directement avec les responsables. « J'ai un côté ruminant, admet-il. Je n'ai pas la science infuse. Pour être utile, j'ai besoin de comprendre à fond, d'avoir en tête une synthèse à peu près claire de ce que sont l'entreprise, les métiers, les problèmes. A Air Inter, ça m'avait pris trois mois. Ici cela fait dix-huit mois, ça commence à venir. » Comme il répugne aux effets d'annonce prématurée, ce silence, cette « digestion », ont troublé une entreprise habituée aux envolées lyriques.

Après un temps d'hésitation, la plupart des salariés ont commencé à apprécier ce patron inclassable, aimable mais ferme, qui « ne fait pas de bruit mais qui bosse et sait poser les bonnes questions ». Son ambition : responsabiliser. « Le président d'une bonne entreprise n'est pas celui qui passe son temps à réunir les gens et à leur faire peur, mais celui qui fait en sorte que chacun se sente responsable et prenne conscience que le compromis entre l'économique et le social est nécessaire. »

Après l'électrochoc, la méthode douce. Réussira-t-elle ? « Un bon patron est quelqu'un qui rend les gens de son entreprise heureux », assure un cadre. « Blanc était le type qu'il fallait à l'époque, mais ça n'aurait pas pu durer, réelle une employée commerciale. Spinetta arrive au bon moment. »

Véronique Maurus









# La BNP cherche à convaincre de l'intérêt d'une fusion avec le Crédit lyonnais

Un établissement multimarque aurait une grande force commerciale

Candidate malheureuse à la privatisation du CIC en 1997, la BNP défend son projet de fusion avec le Crédit lyonnais. Cette entité se

LA BNP, candidate malheureuse à la privatisation du CIC il y a un an et demi, ne veut pas laisser passer le dossier Crédit lyonnais. Mieux encore, elle défend haut et fort l'idée d'une fusion avec la banque publique. Ce projet a d'ores et déjà un nom de code : « Italiens ». Explication : depuis plus de cent ans, les deux établissements ont leur siège de part et d'autre du boulevard parisien du même nom. L'idée de la BNP est de rapprocher le nord (la BNP) et le sud (le Crédit lyonnais) pour « faire un groupe bancaire de premier plan ayant son centre de décision en France ». « Ce projet est un rapprochement d'égaux », affirme au Monde Baudouin Prot, directeur général de la BNP, qui précise d'emblée qu'il ne peut voir le jour que sous la conduite conjointe des dirigeants des deux banques.

« Italiens » se placeraient au troisième rang des banques européennes, avec 507,4 milliards d'euros de total de bilan, derrière la Deutsche Bank mais talonnant le tout nouveau SG-Paribas. Le groupe aurait six grands métiers : la banque de détail de la BNP en France ; celle du Crédit lyonnais ; la banque de détail à l'étranger ; les activités financières spécialisées ; le service aux grandes clientèles et les activités de marchés ; et enfin la banque privée et la gestion d'actifs.

La BNP ne se lasse pas de se présenter sous ses meilleurs jours :

« Depuis la privatisation, en octobre 1993, les engagements ont été respectés à l'égard des actionnaires, des clients et des salariés », souligne M. Prot. La banque présidée par Michel Pébereau a réduit ses effectifs de 5 000 personnes en France en six ans, sans licenciement collectif, et en recrutant 2 500 contrats à durée indéterminée dans le même temps. Elle compte aujourd'hui 30 000 personnes en France. « La BNP recrute 1 000 personnes chaque année, et en reconvoit 700 » pour les postes commerciaux, précise M. Prot, qui parle de « gestion solidaire de l'emploi ».

## GRÂCE À LA PYRAMIDES DES ÂGES

À partir de 2002, les départs en retraite s'accéléreront. Au nombre de 175 par an aujourd'hui, ils passeront à 600, pour monter à 800 en 2003 puis à 1 400 en 2006 pour la seule BNP. L'évolution des effectifs au Lyonnais est à peu près parallèle. La pyramide des âges permet donc de gérer en souplesse la diminution de l'effectif du nouveau groupe. « Pas question de laisser se constituer des sureffectifs, mais d'être dans un processus d'adaptation continue, sans à-coup. Ceci est possible en appliquant la politique et les méthodes sociales de la BNP », explique M. Prot. Mais « dans un rapprochement de ce type, les mesures d'économies ne se prennent pas en un week-end mais sur trois ou quatre ans, à raison de 15 % seule-

ment la première année, avec une montée en puissance ensuite », relève-t-il s'appuyant sur les exemples de fusions domestiques déjà réalisées en Europe. Et en réfutant les calculs de la direction du Crédit lyonnais, selon lesquels un rapprochement des deux banques conduirait rapidement à la suppression de 13 000 emplois.

De même, le numéro deux de la BNP affirme qu'il faut maintenir, voire développer, le nombre d'agences bancaires des deux banques en France, « en préservant l'enseigne et la politique commerciale de chacun ». Avec 4 000 agences, « Italiens » ne se situeraient qu'à la quatrième place dans l'Hexagone, derrière le Crédit agricole, le Crédit mutuel-CIC, les caisses d'épargne, sans parler de La Poste. Sa part de marché serait de 11 % en dépôts et de 11 à 12 % en crédits. Loin encore des standards des grandes banques européennes comme le nouveau BSCH en Espagne ou les banques néerlandaises, plus proches de 20 %.

« Ce serait un contresens absolu de fermer des agences. C'est un souci de création de valeur que de développer dans un groupe multimarque », promet M. Prot. « Ce n'est pas qu'une position de principe », explique-t-il, mais une réalité à la BNP, qui a rationalisé son réseau en fermant 60 agences mais en ouvrant 90 depuis 1993. Il rappelle les « nombreux exemples de

réussite des rapprochements multimarques en Europe : Crédit mutuel-CIC, BSCH en Espagne, Banca Intesa ou Unicredito en Italie... »

A court terme, les économies d'échelle se feraient sur l'informatique, la mise en commun des équipes marketing, etc. De plus, les rapprochements des activités financières spécialisées (crédit consommation, leasing ou factoring) feraient de la nouvelle entité un acteur de premier plan. « Les synergies sont fortes sur le réseau international, où nous devrions développer six grands centres régionaux ». Des rationalisations sont attendues, poursuit M. Prot.

Pour défendre son projet, la BNP met en avant sa « force de frappe » financière, sans commune mesure avec celle dont elle disposait lorsqu'elle s'est fait recaler sur le CIC, offrant un prix trop bas. Sa capitalisation boursière a doublé depuis cette période et dépasse 105 milliards de francs (16 milliards d'euros). Elle est donc prête à mettre le prix, en fonction des modalités de privatisation du Crédit lyonnais. Pour autant, elle n'a pas l'intention de s'enfermer dans un noyau dur qui ne lui offrirait aucune promesse, mais veut que l'avenir des deux groupes soit clairement écrit. Un point capital pour les salariés du Lyonnais, qui « sortiraient enfin de l'incertitude ».

Sophie Fay et Pascale Santi

## NOMINATIONS

### Un électricien chez Bouygues

PIERRE DAURÈS (58 ans, Pons et Chaussées), ancien directeur général d'EDF rejoint le 1<sup>er</sup> mars le groupe Bouygues en qualité de directeur délégué à la direction générale. M. Daurès est un pur « produit EDF ».



Depuis son entrée dans l'entreprise en 1966, M. Daurès a effectué un parcours sans faute comme responsable de la centrale nucléaire du Bugey, puis de la direction du personnel et de celle d'EDF Services. Directeur général délégué en 1994, il deviendra directeur général en 1996. Mais ce qui aurait dû être le couronnement de sa carrière a précipité sa chute. Refusant la tutelle d'un président « parachuté », Edmond Alphandéry, M. Daurès fut à la fois artisan et

victime du blocage de la direction de l'entreprise. En juin 1998, le gouvernement n'eut d'autre choix que de démettre les deux hommes de leurs fonctions. L'arrivée de M. Daurès chez Bouygues ne constitue qu'une demi-surprise. En 1994, c'est lui qui, chez EDF, a plaidé pour la création d'une filiale commune avec Bouygues : la SAUR. Mais cet investissement reste très contesté chez EDF qui n'en a retiré aucun dividende financier. Chez Bouygues, M. Daurès, directement rattaché à Martin Bouygues et à Michel Derbesse, directeur général, « apportera sa réflexion stratégique et son appui à la direction générale ainsi que son expérience et son expertise à l'ensemble des structures du groupe », précise le communiqué. Coïncidence ? ce premier passage au privé d'un dirigeant d'EDF intervient au moment même où le marché de l'électricité s'ouvre à la concurrence.

## LUCENT TECHNOLOGIES :

François Levy (49 ans, diplômé de l'université de San Francisco) devient directeur général adjoint de la division communication d'entreprise de Lucent Technologies. Cette division emploie 25 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 8 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros). D'origine française, possédant la double nationalité franco-américaine, M. Levy a fait l'essentiel de sa carrière chez AT&T, maison mère de Lucent. Sa mission est de « renforcer la présence de Lucent sur le marché des centres d'appels en France et de dynamiser les équipes de vente (...) ». En parallèle, il coordonnera la stratégie de partenariat avec les intégrateurs », explique le communiqué de Lucent.

## PSA : Jean-Claude Milcent

(61 ans, Ecole des impôts) devient directeur des relations sociales de PSA Peugeot-Citroën. Entré dans le groupe en 1979, il a occupé diverses fonctions au sein de sa di-

rection. Il succède à Jean-Pierre Gouteyron, auparavant DRH de Citroën et qui a quitté le groupe. M. Folz, président du directoire de PSA Peugeot-Citroën, à qui l'on prête l'intention de recruter un directeur des ressources humaines externe au groupe, continue de réorganiser cette direction. Jacques Pompanon vient de quitter la direction centrale pour prendre en charge la DRH de l'usine de Rennes.

## SOGEPOSTE : Jean-Luc Enguehard

(49 ans, ENA) devient président du directoire de Sogeposte, filiale de Sofipost (holding de La Poste) et de la Caisse des dépôts et consignations, qui assure la gestion administrative et financière des produits de gestion collective distribués par La Poste.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouet. Fax : 01-42-17-21-67 ou par e-mail : entreprises@lemonde.fr.

## Le décret de privatisation du Lyonnais publié le mois prochain

LE DÉCRET de privatisation du Crédit lyonnais ne sera pas publié au Journal officiel avant le 1<sup>er</sup> mars, comme le gouvernement français l'avait promis à la Commission de Bruxelles, mais dans le courant du mois. « Les travaux de préparation des modalités de la privatisation sont proches de leur terme », constate-t-on au ministère des finances. En accord avec le commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a donc décidé de publier en mars le décret de privatisation et le cahier des charges, en vertu duquel sera composé le futur « groupe d'actionnaires partenaires » du Crédit lyonnais. Une opération de cession d'actions sur le marché serait ensuite prévue avant la fin du premier semestre.

Sans attendre, certains candidats à la privatisation du Lyonnais se mettent sur les rangs. Michel Pébereau, le président de la BNP, devait évoquer la question devant son conseil d'administration du vendredi 26 février pour l'arrêt des comptes 1998. La BNP ne veut toutefois pas se contenter de participer à un simple groupe d'ac-

tionnaires partenaires, mais envisage un projet de rapprochement plus complet (lire ci-dessus). Elle cherche pour cela à obtenir l'aval du gouvernement et surtout l'assentiment des dirigeants du Crédit lyonnais.

Or, ceux-ci sont loin d'être dans cet état d'esprit. Le Lyonnais a le sentiment de sortir d'un long coma et d'avoir sauvé de peu son indépendance, et se montre réticent à la perdre aussitôt. Vis-à-vis de Bruxelles, la procédure de constitution du noyau dur et la cession de la banque publique doivent en outre se faire selon une procédure « ouverte, transparente et non discriminatoire ». Ce qui – Bruxelles a longuement insisté sur ce point, malgré la résistance de Bercy – doit laisser une large place au critère de prix. « La décision du Conseil d'Etat dans le dossier CIC, rendue suite au recours des candidats déçus à la privatisation, est claire : s'il y a un écart de prix, il faut vraiment qu'il soit faible et qu'il y ait plus d'engagements sociaux, pour privilégier une offre », rappelle un banquier d'affaires.

Cela n'empêche pas la BNP de chercher à mettre l'Etat face à ses

responsabilités. En tant qu'actionnaire du Lyonnais, il peut inciter la banque publique à examiner sérieusement l'intérêt de toutes les solutions, notamment françaises non mutualistes. Beaucoup ne comprennent pas que les dirigeants du Lyonnais ne s'y prêtent pas de meilleure grâce.

## CIBLE IDÉALE

La BNP tire en outre une sonnette d'alarme : seul, sans dessein industriel, avec un simple noyau dur de 30 %, le Lyonnais serait une cible idéale dans l'Europe bancaire en cours de concentration. Et risque de tomber entre les mains d'un étranger. La BNP souhaite donc que le noyau dur ne l'empêche pas, au cas où elle y serait conviée, de pouvoir lancer rapidement une offre sur la banque, dans un délai rapide.

Si la menace d'une offre étrangère sur le Lyonnais est réelle – les candidats non français, jusqu'alors modérément intéressés par le dossier, l'étudient de plus en plus près –, la BNP ne doit pas oublier qu'elle n'est pas le seul établissement français à viser la banque publique. Encore incertain sur la position à tenir, mais

ébranlé d'avoir perdu sa position incontestée de numéro un français, le Crédit agricole y réfléchit aussi. Lucien Douroux, le directeur général de la Caisse nationale de Crédit agricole, a obtenu le feu vert pour étudier le dossier à fond. Quant au nouvel ensemble SG-Paribas, s'il se fait silencieux, ses intentions sont aussi déterminées que dans le dossier CIC. Et il a de sérieux atouts, tels que les partenariats effectifs qui lient le Lyonnais à Paribas, une pyramide des âges qui voit les départs en retraite massifs commencer trois ans plus tôt à la Société générale que dans les autres banques et, surtout, un portefeuille de participations qui lui donne des moyens élevés. Le jeu est donc très ouvert.

S. F.

## Trois banques abaissent le taux de leurs livrets

C'EST PARADOXALEMENT au moment où les taux d'intérêt se tendent avec, notamment, un rendement de l'obligation d'Etat français émise à 10 ans supérieur à 4,10 %, contre 3,72 % à la fin janvier, que trois grandes banques ont décidé de diminuer la rémunération de certains de leurs produits d'épargne. Le Crédit agricole et la BNP ont annoncé, jeudi 25 février, que, à partir du lundi 1<sup>er</sup> mars, elles abaissent de 0,5, à 2,5 %, le taux de rémunération de leurs comptes sur livret, soumis à l'impôt. Elles ont été imitées, vendredi, par les Banques populaires. Ces dernières, à l'instar de la « banque verte », ont également réduit à 3,5 % le taux de rémunération de leurs livrets jeunes, contre 4 % auparavant.

Les trois établissements justifient leurs décisions par la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire et la faiblesse de l'inflation depuis juin 1998. La hausse des prix s'est établie, en janvier, à 0,2 % en glissement annuel et, depuis le 3 décembre, le taux directeur de la Banque centrale européenne, qui sert de base aux

marchés monétaires, est fixé à 3 %. Ces décisions sont symboliques. Les encours sur les livrets jeunes sont modestes (4,6 milliards d'euros à fin décembre 1998) et ceux placés sur les livrets fiscalisés s'élevaient à 47,6 milliards d'euros – à comparer aux quelque 186 milliards d'euros déposés sur les Livrets A, bleu, Codevi et autres Livrets d'épargne populaires, dont les taux demeurent fixés par l'Etat.

## APPEL DU PIED

Par ce geste, qui pourrait être imité rapidement par d'autres établissements, dont le Crédit mutuel, les trois banques veulent signifier au gouvernement qu'il est temps de baisser les taux administrés. Les banquiers peuvent compter sur un soutien de poids, celui du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. Ce dernier a rappelé, cette semaine encore, que « les taux administrés, qui n'existent pas ou plus dans tous les autres pays européens, devraient se situer à un niveau tel que, une fois pris en compte le coût de la collecte, les taux d'intérêt pour l'emprunteur final, le logement social, soient nettement infé-

rieurs aux taux du marché ». Pour le gouvernement, la révision des taux des produits réglementés est « une question délicate », a souligné récemment le secrétaire d'Etat chargé du budget, Christian Sautter, tout en admettant que le Livret A offrait actuellement « une rémunération réelle exceptionnelle ». Pour sa part, Dominique Strauss-Kahn a indiqué, la semaine dernière, que la question de la baisse du taux du Livret A pouvait « légitimement être posée ».

Le gouvernement a lui-même fixé, en juin 1998, une marge de fluctuation pour le taux du Livret A, qui devait rester supérieur d'au moins 1 point au taux d'inflation, sans pour autant excéder le niveau des taux courts de marché minorés de 0,5 point. Cela correspond à un plancher de 1,2 % et à un plafond de 2,5 % – bien en dessous de la rémunération actuelle de 3 %. Le ministre de l'économie et des finances avait aussi installé, en juin 1998, un comité consultatif des taux réglementés, qui ne s'est toujours pas réuni.

Joël Morio

## LVMH attaque Gucci en justice

LE GROUPE DE LUXE LVMH a lancé, jeudi 25 février, des poursuites judiciaires contre la direction de Gucci, qu'il accuse d'avoir émis « de fausses actions, dans le but exclusif de priver LVMH de ses droits de vote ». LVMH a saisi la chambre commerciale de la cour d'appel d'Amsterdam (Gucci est une société de droit néerlandais) de deux actions : l'une sur la forme, selon une procédure équivalente au référé français, en vue « de priver de leurs droits de vote les actions émises par Gucci », et d'obtenir l'interdiction pour la fondation créée tout exprès par Gucci de souscrire de nouvelles actions ; l'autre sur le fond, visant à enquêter sur « les pratiques managériales de Gucci ».

Le PDG du groupe italien, Domenico De Sole, a affirmé pour sa part avoir reçu le soutien de deux investisseurs américains, tout en se défendant de vouloir monter les autres actionnaires contre le groupe de Bernard Arnault.

S. F.

## Union des Assurances Fédérales

### NOUVELLE PROGRESSION DES ENCOURS, DU RÉSULTAT ET DU DIVIDENDE

Le conseil d'administration de l'Union des Assurances Fédérales, réuni le 25 février 1999 sous la présidence de M. Daniel Gonzalez, a examiné l'activité et les résultats du groupe pour l'exercice 1998, lesquels peuvent être synthétisés au travers des chiffres clés suivants :

en milliards d'euros		en milliards de francs		
1997	1998	1997	1998	Progression
3,1	2,4	20,4	16,0	- 21,6 %
3,0	2,3	19,4	15,0	- 22,8 %
16,5	18,1	107,9	118,5	9,8 %
17,8	19,8	116,9	129,7	10,9 %
0,113	0,118	0,738	0,776	5,1 %

Dans un environnement marqué par un nouvel aménagement de la fiscalité des contrats, le chiffre d'affaires a connu une baisse sensible en assurance vie. Ce qui n'empêche pas les provisions mathématiques, qui représentent les encours de contrats vie, de poursuivre leur croissance.

Au cours de l'année, plusieurs enquêtes réalisées auprès des clients, notamment par le Centre d'Analyse et de Prospective de l'Assurance, ont présenté des résultats convergents quant à la qualité des produits et des prestations du groupe.

Le résultat net consolidé s'élève à 776 millions de francs, en progression de 5,1 %. La contribution des Assurances Fédérales-Vie s'établit à 693 millions de francs, en progression de 5,7 % et ce malgré la taxe exceptionnelle de 29 millions de francs avant impôt, instaurée par la loi de finances 1999. La contribution des compagnies dommages, Afcalia et La Médicale de France, reste stable à 81 millions de francs (80 en 1997).

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 22 francs par action (soit 3,35 euros, en progression de 10 %), assorti d'un avoir fiscal de 11 francs : ce dividende correspond à 33,5 % du bénéfice consolidé par action. Après cette distribution et une dotation de 332 millions de francs à la réserve de capitalisation, les fonds propres du groupe s'élèvent à 5,8 milliards de francs.

La stabilisation annoncée de l'environnement fiscal et les performances offertes dans un contexte de taux d'intérêt particulièrement bas devraient renforcer la confiance des épargnants vis-à-vis des produits d'assurance vie et permettre à l'activité, après la correction de l'exercice 1998, de poursuivre son développement. Aussi les encours de contrats vie devraient enregistrer une nouvelle croissance, ce qui permet d'envisager une progression du résultat de l'Union des Assurances Fédérales qui devrait être confortée par les résultats de l'activité dommages.

# La publicité vend la high-tech en jouant sur les valeurs humaines

Les annonceurs informatiques nous présentent l'usage du téléphone cellulaire ou le fait de surfer sur Internet comme l'adhésion à un monde nouveau, où l'homme, libéré des contraintes d'espace et de temps, devient acteur de sa propre vie. Décryptage de la nouvelle utopie publicitaire

**ON PARLERA.** On écouterait. On rejoindra. On sourira. On saluera. On embrassera... Pour vendre leurs produits, les fournisseurs d'accès à Internet, les fabricants d'ordinateurs et les vendeurs de logiciels font l'éloge d'une nouvelle manière d'être, d'une société repensée en fonction de communications qui privilégient la relation de personne à personne.

Devenus super-VRP de la société de l'information – puisqu'elle utilisera leurs produits –, les industriels de l'informatique ne nous parlent ni de câbles, ni d'ordinateurs, ni de puces électroniques, ni même de prix dans leurs publicités. Ils préfèrent nourrir une utopie, à partir de portraits ou de mini-histoires ancrées dans la réalité. En 1999, sur les pages glacées des magazines, l'homme est déjà libéré des contraintes quotidiennes grâce aux technologies de l'information : dans la publicité, il est de nouveau autorisé à exprimer son aspiration à un monde meilleur.

Préalable obligatoire, il lui faut modifier son approche des problèmes quotidiens. C'est l'esprit de la récente campagne publicitaire pour le portail Internet msn.com de Microsoft, diffusée en février dans les newsmagazines américains. Ces publicités, qui ne sont pas visibles pour l'instant en France, sont destinées à la communauté d'affaires nord-américaine. Avec le slogan « Où voulez-vous aller aujourd'hui ? », les annonces balisent la cyber-route de ces internautes déjà matures. Le

concept est toujours le même : montrer que, dès aujourd'hui, les technologies de l'information peuvent rendre notre vie plus simple et plus sereine.

Dans l'hebdomadaire *US News* du 22 février, trois annonces réparties sur six pages font la pub de Microsoft. L'une d'elles montre une femme, la quarantaine dynamique, vêtue d'une salopette couverte de tâches. Armée d'un rouleau dégoûlant de peinture jaune, elle plante ses yeux bleus dans ceux du lecteur. Imprimés sur la photo, des bandeaux informa-

## TROIS QUESTIONS À...

**STÉPHANE HUGON**

**1** Estimez-vous, au Centre d'études sur l'actuel et le quotidien (CEAO), le laboratoire scientifique de l'université Paris-V dirigé par Michel Maffessoli, que ces publicités promettant un nouveau monde grâce aux technologies de l'information sont légitimes ?

La publicité ne fait que devancer et traduire ce qui se passe. Elle verbalise, avec un petit quart d'heure d'avance, la révolution technologique et la manifestation sociale qui l'accompagne. Internet n'est pas un phénomène technologique, c'est avant tout un phénomène social déjà ancré dans le quotidien d'une population de plus en plus importante. Ces publicités utilisent le fait que les gens ne se reconnaissent plus dans la modernité

telles qu'elle a été définie par le siècle des Lumières et confirmée en France par les institutions de la V<sup>e</sup> République. Nous vivons une période historique finissante et, face à cette déconstruction, la publicité propose une voie optimiste basée sur la technologie qui rend caduc l'ancien contrat social.

**2** Quels sont les principaux changements comportementaux induits par cette nouvelle « société de l'information » ?

Dans les groupes de discussion sur Internet, il existe un rapport de personne à personne qui déconstruit tous les codes connus. Il n'y a plus d'intermédiaire politique ou institutionnel obligatoire ; tout le monde peut se connecter à tout le monde. La relation de communication est complètement intuitive, affective, futile et en même temps fondamentale. Internet est un es-

pace propice à l'anonymat, à l'extériorisation, au jeu de personnes. Internet crée une hiérarchie plane où aucun élément n'est plus important qu'un autre.

**3** Ces nouveaux modes de communication garantissent-ils pour autant un monde meilleur ?

On ne peut pas l'affirmer, mais seulement reconnaître que dans toutes ces connexions il y a des moments de plaisir instantané. Dans cette nouvelle réalité sociale, il n'y a pas, d'une part, un espace de la douleur, concret, et, d'autre part, un espace du bien-être, plus vaporeux. C'est une circulation de l'un à l'autre, une transformation lente, par fragments, par moments choisis.

Propos recueillis par Florence Amalou

soir pour fêter dignement la fin de cette journée de labeur... » Microsoft, promu conseiller personnel, ne vend rien (directement), il éduque.

arrogant, lointain, sans futur », reconnaît Alain Damond de l'agence de publicité Ogilvy & Mather. Vingt films télévisés (« Solutions pour une planète ») et quatre ans plus tard, il a réussi à se construire l'image d'une entreprise à visage humain. Il se présente, depuis 1998, comme l'artisan d'une nouvelle forme de relation dans le travail.

## SEULE LA PERSONNE COMPTE

Dans les annonces publicitaires, « e-business people », ses employés sont couverts de titres cybernétiques : « passeurs de millénaires » ou « anti-pirates ». IBM montre des photos de ses salariés arborant des chemises criardes et des cravates bariolées. Dans ces pubs, le travail salarié est une valeur en baisse. Puisque les femmes au foyer peuvent se transformer en chefs d'entreprise et qu'un même individu peut avoir plusieurs activités, seule la personne compte.

On n'organise plus le travail, mais l'activité humaine. « Désormais, pour remplir un emploi, l'important n'est plus le temps de présence, mais la faculté d'apporter des solutions pour réaliser une tâche performante », écrivent, de leur côté, les publicitaires de l'agence CLM/BBDO dans un ouvrage intitulé *L'Art de saisir ce qui commence* (Éditions LPM). Avec sa signature « IBM Global Services. Des gens qui pensent. Des gens qui agissent », même l'échange marchand – puisqu'il s'agit pour IBM de vendre ses services de sécurité informatique

ou ses solutions anti-bogue de l'an 2000 – a valeur de lien social. Et puis il y a ceux qui font l'éloge de la relation communautaire, qui veulent nous faire redécouvrir les vertus de l'échange véritable, qui veulent nous réapprendre à nous parler.

En France, par exemple, le fournisseur d'accès à Internet Wanadoo (France Télécom) a placé la relation interpersonnelle au centre de sa campagne démarrée en septembre 1997. Sur une plage évoquant le rêve et l'évasion, des personnes habitant aux quatre coins de la planète, sans barrière culturelle ni écart générationnel, partageant une appétence commune pour un roman policier.

Ce faisant, les publicitaires font l'éloge de la lenteur, redonnent du sens au moment. La chaleur, la proximité ont également servi d'architecture aux publicités pour la téléphonie mobile. Après Bouygues Télécom et sa téléphonie « personnelle » (« Téléphoner devient un sixième sens », en 1996), c'est Itinérés qui, récemment, décrivait le téléphone cellulaire comme « le lien qui nous unit en toutes circonstances ». « C'est un jeu dangereux », commente de son côté Gabriel Gauthier, le directeur de création de Young & Rubicam France. Les annonceurs oublient parfois la réalité de leur produit. Tous les produits ne vous projettent pas forcément dans un monde sublime. »

Fl. A.

## Havas Advertising renonce à s'allier à un réseau anglo-saxon

**LE PREMIER GROUPE** européen de publicité, Havas Advertising, continue à briger l'une des cinq premières places mondiales, même s'il n'est plus question, a priori, d'une alliance mondiale avec un anglo-saxon (*Le Monde* du 7 mars 1998). L'état-major du groupe a annoncé, jeudi 25 février, préférer miser sur un développement organique des quatre divisions (Euro RSCG, Campus, Médias et Diversified Agencies) et

multiplier les acquisitions. Cette « deuxième voie réaliste », selon le président, Alain de Pouzilhac, permettra d'intégrer plus facilement ces nouvelles structures. Elle constitue une approche « moins risquée au plan des conflits avec les clients et plus rentable car il n'y a pas de restructuration à envisager ».

La consolidation financière réalisée en 1998 rend envisageable cette deuxième option : le groupe

enregistre une progression de 53,8 % de son bénéfice net par du groupe, avant amortissement des survaleurs, à 403 millions de francs (61,4 millions d'euros) pour une marge brute en hausse de 12,2 % à 5,736 milliards de francs (874 millions d'euros). La croissance a été forte en Amérique latine (78,2 %) et aux Etats-Unis (+ 11 %), comme celle de son marché historique, l'Europe, restée supérieure (+ 9,8 %) à la moyenne du marché. L'activité en Asie-Pacifique subit, elle, une baisse de 5,6 % en raison de la crise.

## PERCÉE AUX ÉTATS-UNIS

La filiale publicitaire d'Havas poursuit l'internationalisation de ses structures après avoir décidé, il y a un an, de transférer la tête de pont de son réseau Euro RSCG (72,4 % de l'activité du groupe) à New York. Il s'agissait de percer sur le marché nord-américain, le premier marché publicitaire au monde, devant le Japon. Le groupe réalise aujourd'hui aux Etats-Unis 31,5 % de sa marge brute grâce à ses vingt plus gros clients, comme MCI, Nestlé, Peugeot ou Intel. Ce sont les nouveaux services liés à l'interactivité et le conseil média qui ont tiré la croissance d'Havas Advertising en 1998. La publicité classique et le marketing relationnel ont légèrement moins progressé.

Dotée d'une trésorerie nette positive de 403 millions de francs (61,4 millions d'euros), le groupe a encore augmenté sa capacité financière en vue de l'acquisition d'agences spécialisées dans le marketing, l'interactivité et la communication santé, en plaçant ces jours-ci une obligation convertible de 1,5 milliard de francs (229 millions d'euros).

Fl. A.

## L'avenir de l'Inathèque inquiète les chercheurs

**APRÈS LES RÉALISATEURS**, les chercheurs. La restructuration annoncée de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ne suscite pas seulement des interrogations parmi ses personnels. Des usagers de l'INA – universitaires, intellectuels, professionnels des médias, etc. – s'émeuvent des intentions de la direction, qui doit présenter ses grandes orientations stratégiques, le 11 mars en conseil d'administration.

Chaque décision est interprétée comme le signe d'une évolution politique. Hier, c'était le départ de Bernard Stiegler de la direction du département innovation qui suscitait l'inquiétude sur les activités de recherche ; aujourd'hui, c'est celui de Francis Denel, créateur et patron de l'Inathèque de France, qui est considéré comme une remise en cause des missions de dépôt légal de la radio-télévision.

## COURRIERS ET PÉTITIONS

Les cinéastes documentaristes et des réalisateurs s'étaient mobilisés, début février, contre les menaces de disparition du département de production, de création et de recherche. Les chercheurs prennent le relais en envoyant courriers et pétitions à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, à propos du non-renouvellement, par Francis Beck, le nouveau président de l'INA, du contrat de Francis Denel.

Ce fonctionnaire du ministère de la culture, entré à l'INA en 1983, a mis en œuvre la loi de 1992 sur le dépôt légal de la radio-télévision, en y associant étroitement la communauté scientifique. Depuis 1995, quelque 3 000 chercheurs ont eu accès aux 36 000 heures annuelles de programmes collectées par l'Inathèque.

Réunis le 18 février à Paris, une trentaine de chercheurs se sont inquiétés d'apprendre qu'après le départ de M. Denel, le 28 février, l'Inathèque serait rattachée au département droits et archives, sous la responsabilité du directeur général de l'INA, Serge Lafont. Craignant une « dérive commerciale », ils ont décidé de créer une association d'usagers. « Démembrement, son directeur "remercié", l'Inathèque est fondue dans une activité purement gestionnaire et subordonnée à une logique d'archivage, devenues simples marchandises », écrivent-ils dans une pétition.

S'étonnant de cette mobilisa-

tion sur des « rumeurs alarmistes infondées », la direction de l'INA fait savoir qu'« aucun changement d'orientation ni d'organisation n'est envisagé pour l'Inathèque ». Elle se propose de rencontrer prochainement les pétitionnaires – parmi lesquels Régis Debray et Pierre Bourdieu.

Selon elle, « les orientations et les activités conduites avec efficacité par l'Inathèque, notamment en direction de la communauté scientifique et intellectuelle, sont au contraire réaffirmées avec force dans son budget d'exploitation 1999 qui augmente de 35 % ».

Jean-Jacques Bozonnet

## Les résultats de « Libération »

« **LIBÉRATION** est devenu, sur la durée, une entreprise rentable », affirme Serge July, en présentant, vendredi 26 février, les résultats du quotidien. Il annonce, par ailleurs, que le nouveau directeur de la rédaction, successeur de Laurent Joffrin, parti au *Nouvel Observateur*, « sera nommé au cours de la première quinzaine de mars ». En 1998, *Libération* a réalisé un chiffre d'affaires de 479,5 millions de francs (73 millions €). Le résultat net s'élève à 3,4 millions de francs (520 000 €), contre 7,5 millions en 1997. Le total des ventes est en moyenne de 169 814 exemplaires (170 770 en 1997), l'augmentation des abonnements ayant compensé le recul de la vente au numéro. Le chiffre d'affaires publicitaire a crû de 24 %. Enfin Serge July précise que les récentes modifications du capital du groupe Pathé, actionnaire majoritaire du quotidien, « n'ont aucune incidence sur le journal ».

## DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : le groupe Pathé a annoncé, vendredi 26 février, que son chiffre d'affaires s'élève à 2,18 milliards de francs (333 millions €) en 1998 contre 2,26 milliards (345 millions €) l'année précédente, soit une baisse de 4 %. Le bénéfice net est de 206 millions de francs (31 millions €) contre 210 millions (32 millions €) en 1997.

■ **PRESSE** : le groupe Express a réalisé un bénéfice net de 21,4 millions de francs (3,26 millions €) en 1998 pour un chiffre d'affaires de 660 millions de francs (100 millions €), contre 622 millions (94,8 millions €) l'année précédente. La diffusion moyenne est de 420 000 exemplaires. Le chiffre d'affaires publicitaire a progressé de 15,7 %, celui des offres d'emploi de 32,7 %.

# Comment utiliser Le Monde en classe

Pour suivre l'actualité sur toute une semaine et mieux comprendre la presse,

Le Monde renouvelle son opération

# KIT-PRESSE

- du 15 au 20 mars 1999 -

- 20 exemplaires pendant 5 jours
- la nouvelle mallette pédagogique sur la presse

Tarifs et commandes :

Tél. : 01-42-17-33-04  
Fax : 01-42-17-21-70

(Offre réservée aux établissements scolaires)

# Le Monde interactif

<http://www.lemonde.fr>

Le football en temps réel.

## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **ELF : les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et CFTC** du groupe pétrolier ont appelé, jeudi 25 février, les salariés à une journée d'« actions diversifiées » et de « grèves » le 11 mars pour protester contre « la dérive financière » du groupe et réclamer les 35 heures « avec créations d'emplois ». Les syndicats de la filiale chimique, Elf Atochem, ont rejeté jeudi un projet d'accord sur les 35 heures proposé par la direction en dépit d'une nouvelle proposition qui porte à 1 000 le nombre d'embauches sur deux ans.

● **PHILIPS : le fabricant européen de matériels électronique** a fait une proposition de rachat, vendredi, pour environ 900 millions de dollars (810 millions €) à l'entreprise américaine VLSI Technology, fabricant de puces pour ordinateur.

● **ALLEMAGNE : les métallurgistes de Rhénanie du Nord-Westphalie** ont obtenu un accord salarial identique à celui signé dans le Bade-Wurtemberg (primes en janvier et février, augmentations de 3,2 % au 1<sup>er</sup> mars et de 1 % sur l'année). Par ailleurs, les grèves d'avertissement dans la fonction publique prennent de l'ampleur ces derniers jours, à l'appel du syndicat OeTV, qui réclame 5,5 % d'augmentation pour 1999.

## SERVICES

● **TELECOM ITALIA : l'opérateur italien de télécommunications** a annoncé, jeudi, qu'il allait étudier une fusion avec TIM, sa filiale de téléphonie mobile, afin d'échapper à l'OPA lancée par Olivetti. Le conseil d'administration a estimé, dans un communiqué, que les informations fournies par Olivetti sont « pleines de lacunes aussi bien de la substance ».

● **SNCF : Cariane Multimodal**, la société commune entre l'autocariste Cariane et SNCF Participations, va devenir partenaire à hauteur d'un tiers dans l'exploitation d'un système régional multimodal aux Pays-Bas avec la société ferroviaire publique néerlandaise NS Reizigers et l'autocariste public néerlandais VSN. L'activité concernée recouvre principalement un système de transport intégré (rail-bus) à l'est des Pays-Bas.

● **CHRONOPOST : la filiale de La Poste spécialisée** dans le transport et la livraison express a annoncé, jeudi, la fusion de sa filiale britannique avec l'anglais Panic Link (172 millions de francs de chiffre d'affaire), dont elle prend 51 %.

● **TNT POST : les messageries TNT Post Groep (TPG)**, issues des anciennes postes néerlandaises privatisées, ont annoncé, vendredi, le rachat pour 74,8 millions € du groupe italien Tecnologica.

## FINANCE

● **EQUITABLE : la contribution du groupe américain** d'assurances et de services financiers au résultat net (part du groupe) du français AXA a progressé de 29,3 % en 1998, à 2,847 milliards de francs (434 millions €). Equitable avait annoncé le 9 février une hausse de 48 % de son bénéfice net à 833 millions de dollars (757 millions €) en 1998.

## RÉSULTATS

● **ELF-AQUITAINE : le groupe** a réalisé en 1998 un bénéfice net part du groupe de 3,544 milliards de francs (540 millions €) en baisse de 36,7%

● **BRIDGESTONE : le fabricant japonais de pneumatiques a déga-gé en 1998 un bénéfice consolidé** avant impôts et éléments extraordinaires de 187,4 milliards de yens (1,4 milliard €), en hausse de 4 %. Le chiffre d'affaire a crû l'an dernier de 3 %, à 2 237 milliards de yens (17,2 milliards €).

● **HOECHST : le groupe chimique allemand** a annoncé, vendredi, un bénéfice net de 1,9 milliard de deutschemarks (0,97 milliard €) pour 1998, contre 1,3 milliard en 1997, et un chiffre d'affaires à 43,7 milliards de deutschemarks (22,34 milliards €), en recul de 16 %.

● **UAF : l'Union des assurances fédérales, filiale d'assurance du Crédit lyonnais**, a annoncé, jeudi, une hausse de 5,1 % de son bénéfice net à 776 millions de francs (118,3 millions €) en 1998, malgré une baisse de 15 % du marché de l'assurance-vie.

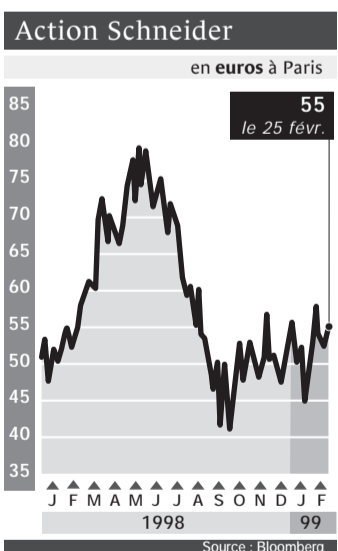
● **DRESDNER BANK : la troisième banque privée allemande** a annoncé, jeudi, un bénéfice impossible de 1,33 milliard € pour l'année 1998, en recul de 7 % par rapport à 1997, selon des résultats provisoires.

## VALEUR DU JOUR

## Schneider tourne la page « DPV »

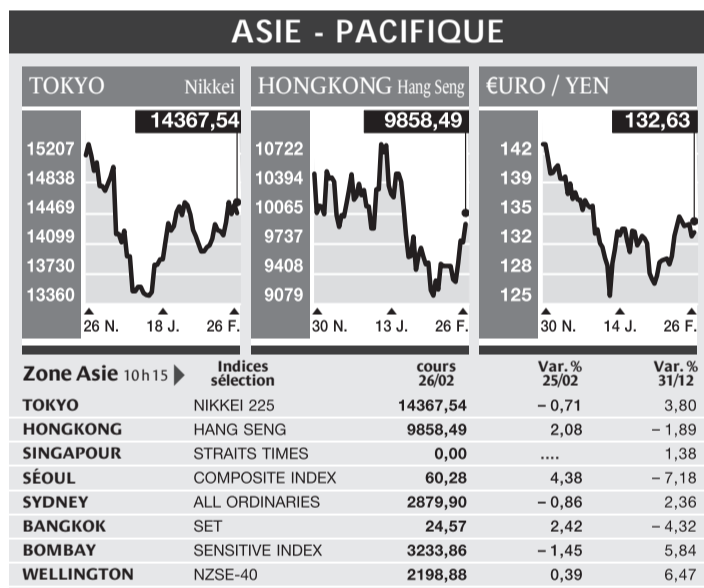
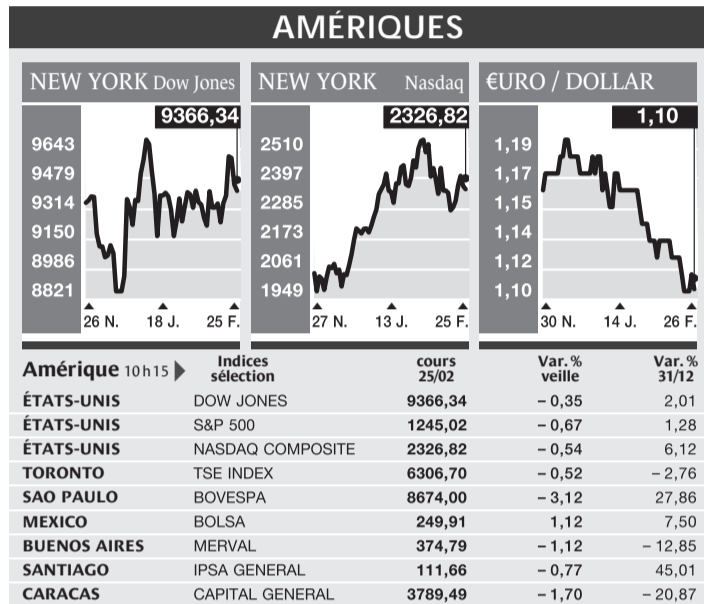
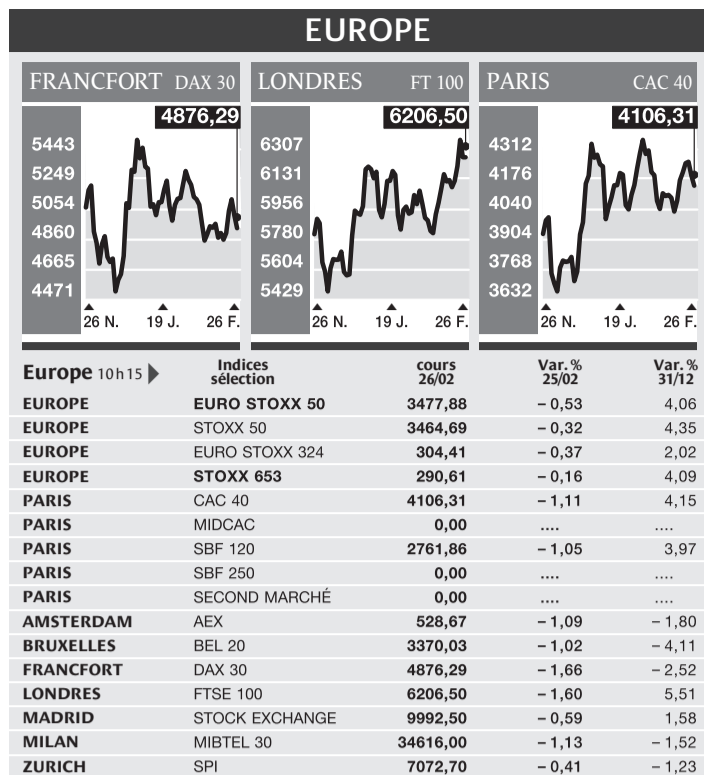
LA BOURSE n'a guère réagi au départ, jeudi 25 février, de celui qui était PDG du groupe Schneider depuis 1980, Didier Pineau-Valencienne, 68 ans. L'action Schneider a enregistré, sur la séance, une petite hausse de 1,3 %, à 55 €. Il est vrai que le successeur de M. Pineau-Valencienne, Henri Lachmann, 60 ans, ex-PDG de Strafor Facom, est dans la place depuis septembre. C'est d'ailleurs lui qui a présenté les résultats 1998 de Schneider SA, vendredi 26 février. Le chiffre d'affaires a franchi les 50 milliards de francs (7,6 milliards €), +5,5 %, et le bénéfice net (part du groupe) a fait un bond de 22 %, à 2,7 milliards de francs (409 millions €).

Pour bien marquer le changement d'ère, le nouveau PDG proposera aux actionnaires, en mai prochain, « un changement de raison sociale : Schneider SA deviendra Schneider Electric ». Une façon de saluer le « recentrage du groupe sur deux métiers : la distribution électrique et les automatismes industriels ». M. Pineau-Valencienne avait tenu à parachever ce recentrage, avant de partir en retraite et de prendre la présidence de l'Association française des entreprises privées (AFEP) et la vice-présidence du Crédit suisse First Boston. En total accord avec son successeur, il a réalisé un ultime « coup » : l'acquisition, au prix fort (7,3 milliards de francs, soit 1,1 milliard €), début janvier, du finlandais Lexel, spécialiste de la basse tension « ultrater-



minale » (interrupteurs, prises de courant...). Le long règne de « DPV » fut ainsi jalonné de quelques acquisitions retentissantes, comme celle de La Télémécanique en 1988, ou de l'américain Square D en 1991, qui lui permirent de transformer l'ancien empire de la famille Empain-Schneider, spécialisé dans l'acier et la construction mécanique, en leader mondial de l'équipement électrique. Un choix stratégique que M. Lachmann entend accélérer, notamment en procédant à l'acquisition de « 10 milliards de chiffre d'affaires additionnel en cinq ans ». Schneider a par ailleurs « signé un accord de principe pour la cession de l'ensemble restant (de ses activités immobilières) ».

Pascal Galinier



## SUR LES MARCHÉS

**PARIS**  
LA BOURSE DE PARIS a entamé la séance du vendredi 26 février en baisse. A l'ouverture, l'indice CAC 40 cédait 1,22 %, à 4102,52 points. Jeudi, une tension sur les taux d'intérêt américains qui s'est propagée en Europe, a stoppé le mouvement de hausse enregistré par la Bourse de Paris durant cinq séances consécutives. L'indice CAC 40 a terminé la journée sur une perte de 1,45 %, à 4152,56 points.

**FRANCFORT**  
LA BOURSE DE FRANCFORT a débuté la séance de vendredi en légère hausse de 0,25 %, l'indice DAX s'établissant à 4930,71. Jeudi, la Bourse allemande a baissé de 2,76 %, terminant à 4918,55 points, sous la barre des 5 000 points reconquis la veille.

**LONDRES**  
LA BOURSE DE LONDRES a clôturé en forte baisse, jeudi, fléchissant sous une vague massive de prises de bénéfices son record de mercredi. L'indice Footsie 100 a cédé 1,6 %, à 6 206,5 points. En matinée, l'indice vedette de la Bourse de Londres a cependant atteint un nouveau record absolu, à 6 319,8 points.

**TOKYO**  
LA BOURSE JAPONAISE a fini en baisse, vendredi, malgré la hausse du dollar contre le yen, qui favorise les valeurs exportatrices. L'indice Nikkei a reculé de 0,7 %, à 14 367,54 points.

**NEW YORK**  
LA PRISE de conscience, par les investisseurs, que la Réserve fédérale n'hésiterait pas à resserrer sa politique monétaire si la machine économique américaine montrait des signes de surchauffe a pesé sur le marché américain jeudi 25 février. L'indice Dow Jones a cédé 0,36 %, à 9 366,34 points, tandis que l'indice du marché du Nasdaq, où se traitent les valeurs de la technologie, a reculé de 0,54 %, à 2 326,80 points.

**TAUX**  
LES MARCHÉS obligataires restaient mal orientés, vendredi 26 février, au début des transactions. Après avoir franchi le seuil psychologique des 4 % jeudi, le rendement des obligations de l'Etat français émises à 10 ans s'inscrivait au-dessus des 4,10 %. Outre-Atlantique, le prix de l'obligation du Trésor à 30 ans est tombé jeudi de 48 centièmes, à 94,24, envoyant le taux de rendement, qui évolue à l'inverse du prix, à 5,613 %, contre 5,51 % mercredi soir.

**MONNAIE**  
LE YEN faiblissait face au dollar, vendredi 26 février en début de matinée, après la mise en garde le même jour du secrétaire adjoint au Trésor américain Lawrence Summers contre les risques de déflation au Japon. Le billet vert se négociait à 120,49 yens, contre 119,81 yens à New York jeudi soir. L'euro reculait également, il s'échangeait à 1,0986 dollar, contre 1,1037 dollar à New York jeudi soir.

## ÉCONOMIE

## « Meilleure année de la décennie » pour la France

L'ANNÉE 1998 a été « la meilleure année de la décennie pour la croissance et l'emploi », indique, vendredi 26 février, le ministère de l'Économie, relevant que ces résultats sont « supérieurs aux prévisions du gouvernement ». « Avec environ 300 000 créations d'emplois dans le secteur marchand, 1998 a été la meilleure année pour l'emploi depuis 1969 », souligne le ministère. « Le dynamisme de l'emploi productif est la première raison de la baisse du chômage, qui s'est poursuivie en janvier 1999 », précise-t-il. En 1998, la France a connu : la meilleure croissance (3,2 %), la plus forte progression du pouvoir d'achat (3 %), la plus forte hausse de la consommation (3,8 %) et la plus forte hausse de l'investissement des entreprises (6 %) de la décennie. « En outre, l'économie française a enregistré en 1998 une croissance sensiblement supérieure à celle de ses partenaires de la zone euro, alors qu'elle avait fait moins bien au cours des années récentes », souligne le ministère. (Lire p. 6 et 7.)

● **L'excédent agroalimentaire du commerce extérieur français** pour 1998 a atteint 8,79 milliards d'euros (58 MdsF), soit une baisse de 9,4 % sur « le niveau tout à fait exceptionnel » de 9,7 milliards d'euros (64,7 MdsF) en 1997.

● **Les industriels français s'attendent à une légère baisse du rythme de leur activité** au cours des prochains mois, et leurs perspectives générales de production baissent nettement, selon l'enquête mensuelle de l'Insee.

● **PAYS-BAS : le taux de croissance de l'économie néerlandaise** s'est élevé à 3,7 % du PIB sur l'ensemble de 1998, selon les chiffres provisoires publiés jeudi à La Haye par le Bureau central néerlandais des statistiques (CBS). En 1997, la croissance économique aux Pays-Bas avait atteint 3,6 %. Sur l'ensemble de l'année dernière, le PIB néerlandais s'est élevé à 750,4 milliards de florins (340,5 Mds€).

● **ROYAUME-UNI : l'économie britannique affichera une croissance zéro au premier semestre** 1999, mais la stagnation ne sera que de courte durée, estime la Confédération de l'industrie britannique (CBI). La principale organisation patronale britannique a révisé en baisse sa prévision de croissance pour l'ensemble de l'année 1999 à 0,5 %, contre 0,7 % prévu initialement.

● **ESPAGNE : le déficit commercial a progressé de 31,5 % en 1998** par rapport à 1997, pour atteindre 3 548 milliards de pesetas (21,32 Mds€), a annoncé le gouvernement. L'aggravation du déficit commercial s'explique notamment par une augmentation nettement moins forte que prévu des exportations, liée à la crise internationale.

● **PORTUGAL : le déficit de la balance commerciale** a enregistré pendant les onze premiers mois de 1998 une aggravation de 26,8 %, à 10 milliards d'euros par rapport à la même période de l'année précédente.

● **ÉTATS-UNIS : les commandes de biens durables ont augmenté de 3,9 % en janvier**, a annoncé le département américain du commerce. Cette hausse de 3,9 % est la plus importante depuis novembre 1997, où les commandes avaient augmenté de 4,4 %.

● **Les ventes de logements aux États-Unis ont progressé de 0,8 % en décembre** après une hausse de 3,1 % (chiffre non révisé) en décembre. En glissement sur les douze mois, les ventes de logements sont en hausse de 16 %.

● **Les mesures protectionnistes réclamées à cor et à cri par les aciéristes américains** sont économiquement contre-productives et non justifiées, a estimé, jeudi, un expert du CATO Institute, un institut de recherche privé de Washington, devant une sous-commission de la Chambre des représentants.

● **JAPON : les ventes de la grande distribution ont reculé de 4,5 % en janvier**, par rapport à leur niveau d'il y a un an, après une contraction de 4,4 % en décembre, a annoncé le ministère nippon du commerce international et de l'industrie (MITI). L'activité de la grande distribution japonaise est en recul constant depuis le relèvement de deux points de la TVA intervenu en avril 1997.

● **La consommation des ménages salariés au Japon a progressé de 2,6 % en termes réels** en janvier, par rapport à son niveau du même mois de l'année précédente, alors qu'elle s'était contractée de 0,1 % en décembre.

● **Les prix à la consommation se sont contractés de 0,5 % en janvier**, par rapport à leur niveau de décembre, ce qui ramène leur progression en glissement annuel à 0,2 %.

● **Les mises en chantier de logements au Japon ont chuté de 11,2 % en janvier**, par rapport à leur niveau du même mois de l'année précédente, après avoir déjà diminué de 10,8 % en décembre.

## Taux de change fixe zone Euro

Zone Euro	Taux	Hors zone Euro	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	5,16207
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

## Cours de change croisés

26/02 10h15	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	.....	0,83015	1,10115	0,16787	1,60215	0,63305
YEN	120,46000	.....	132,63000	20,22500	193,01000	83,52500
EURO	0,90814	0,75398	.....	0,15245	1,45535	0,62945
FRANC	5,95705	4,94525	6,55957	.....	9,54690	4,12910
LIVRE	0,62416	0,51810	0,68715	0,10475	.....	0,43255
FRANC SUISSE	1,44290	1,19730	1,58865	0,24220	2,31235	.....

## Taux d'intérêt (%)

Taux 25/02	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,11	2,90	4,10	4,96
ALLEMAGNE	3,09	3,12	4,4	4,94
GDE-BRETAG.	5,69	5,25	4,60	4,45
ITALIE	.....	3,02	4,15	5,07
JAPON	0,15	0,14	1,93	.....
ÉTATS-UNIS	4,84	4,64	5,30	5,62
SUISSE	1,12	1,16	2,38	3,82
PAYS-BAS	3,10	3,03	4,09	4,98

## Matières premières

En dollars	Cours 25/02	Var. % veille
MÉTALX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS	1404	.....
ALUMINIUM 3 MOIS	1196	-0,08
PLOMB 3 MOIS	523,5	-0,48
ÉTAIN 3 MOIS	5378	-0,41
ZINC 3 MOIS	1046,5	0,14
NICKEL 3 MOIS	5065	0,50
MÉTALX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME	5,55	0,27
PLATINE A TERME	82817,29	-0,86
GRAINES DENRÉES		
BLÉ (CHICAGO)	242	1,36
MAÏS (CHICAGO)	206,5	-0,12
SOJA TOURTEAU (CHG.)	120	-0,41
SOFTS		
CACAO (NEW YORK)	1286	-0,69
CAFÉ (LONDRES)	1717	.....
SUCRE BRÛLÉ (PARIS)	233	.....

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)

VALEURS EUROPÉENNES

● DaimlerChrysler a perdu, jeudi 25 février, 2,72 %, à 88,88 €. Le cinquième constructeur automobile mondial a annoncé que son bénéfice net en 1998 avait progressé de 29 %, moins que les 39 % de hausse attendus par les analystes en moyenne. ● Endesa a chuté jeudi de 4,9 %, à 23,7 €. La principale compagnie électrique espagnole a perdu la bataille qui devait lui permettre un changement des statuts d'Enersis, une compagnie chilienne qu'elle convoitait. Ces modifications devaient précéder le lancement d'une OPA d'Endesa sur Enersis. ● Glaverbel a reculé jeudi de 3,9 %, à 98 €. Le troisième verrier en Europe a publié un bénéfice net en dessous des prévisions des analystes.

● Glaxo Wellcome était en baisse de 2,4 %, à 2 096 €, à la clôture jeudi. Le groupe pharmaceutique n'a pas obtenu d'autorisation pour commercialiser aux Etats-Unis le Relenza, un médicament contre la grippe. ● Legal & General a cédé 4,4 %, à 867,5 pence. Le huitième assureur britannique a annoncé un résultat opérationnel en 1998 qui se situe dans le bas de la fourchette des estimations des analystes. ● SAP a perdu 1,6 %, à 345 €. Le leader mondial des logiciels pour entreprises a pâti de la baisse, mercredi soir, du Nasdaq, le marché américain où sont traitées les valeurs de haute technologie.

26/02 10h 28

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: AUTOMOBILE. Includes entries like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

BANQUES

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES. Includes entries like ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALPHIA IRISH BA, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: TÉLÉCOMMUNICATIONS. Includes entries like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, DEUTSCHE TELEKO, etc.

CONSTRUCTION

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONSTRUCTION. Includes entries like AALBORG PORTLAN, ACCIONA, ACESA REG, etc.

PRODUITS DE BASE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: PRODUITS DE BASE. Includes entries like ALERINOX REG, ALUMINIUM GREEK, ARJO WIGGINS AP, etc.

CHIMIE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CHIMIE. Includes entries like AGA-A-, AGA-B-, AIR LIQUIDE/RM, AKZO NOBEL, etc.

CONGLOMÉRATS

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries like AKER RGI-A-, CIPR/RM, D'IETEREN SA, etc.

PHARMACIE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: PHARMACIE. Includes entries like ASTRA-A-, ASTRA-B-, ELAN CORP, etc.

ÉNERGIE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: ÉNERGIE. Includes entries like AKER MARITIME, ACCIONA, BP AMOCO, etc.

SERVICES FINANCIERS

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: SERVICES FINANCIERS. Includes entries like ALMANJ, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

CONSOMMATION CYCLIQUE

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONSOMMATION CYCLIQUE. Includes entries like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, AMER GROUP A, etc.

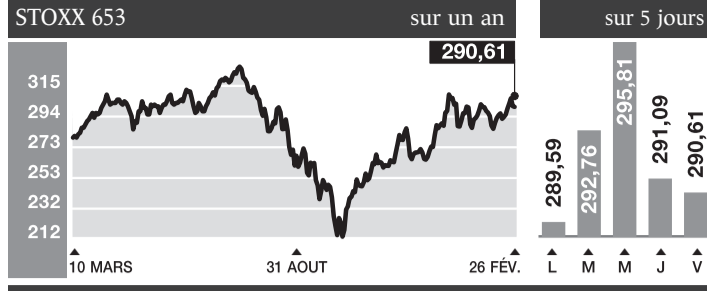


Table listing various companies and their stock prices under the STOXX 653 index.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table listing companies in the food and beverage sector with their stock prices and changes.

PHARMACIE

Table listing pharmaceutical companies with their stock prices and changes.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table listing companies in the equipment sector with their stock prices and changes.

AXA advertisement for financial placements, featuring a globe and the slogan 'DERRIÈRE LES CHIFFRES, IL Y A LES HOMMES.'

ÉNERGIE

Table listing energy companies with their stock prices and changes.

SERVICES FINANCIERS

Table listing financial services companies with their stock prices and changes.

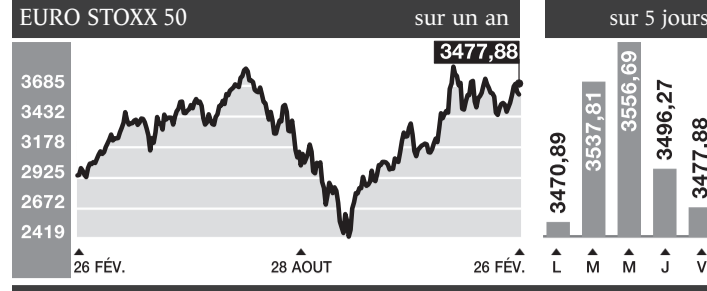


Table listing various companies and their stock prices under the EURO STOXX 50 index.

ASSURANCES

Table listing insurance companies with their stock prices and changes.

SERVICES COLLECTIFS

Table listing utility and service companies with their stock prices and changes.

MÉDIAS

Table listing media companies with their stock prices and changes.

BIENS DE CONSOMMATION

Table listing consumer goods companies with their stock prices and changes.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table listing retail and distribution companies with their stock prices and changes.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table listing high-tech companies with their stock prices and changes.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table listing companies on the Euro New Market with their stock prices and changes.

BRUXELLES

Table listing companies on the Brussels market with their stock prices and changes.

FRANCFORT

Table listing companies on the Frankfurt market with their stock prices and changes.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne

IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande

LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche

FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark

GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

● Air France reculait de 0,05 % à 17,28 euros, vendredi 26 février en début de séance. Jeudi, les actions de la compagnie aérienne publique avait, pour la première fois depuis son introduction lundi, terminé en baisse. Le titre s'était replié de 3,40 %.

RÈGLEMENT MENSUEL

Table with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (1). Lists various companies like B.N.P., Renault, Air France, etc.

Table with columns: Valeur nominal (1), Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (1). Lists companies like B.N.P., GUYENNE GASCOGNE, HACHETTE FILI, etc.

Table with columns: Valeur nominal (1), Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (1). Lists companies like GROUPE PARTOUCHE, GUILBERT, GUYENNE GASCOGNE, etc.

Table with columns: Valeur nominal (1), Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (1). Lists companies like S.I.T.A., SKIS ROSSIGNOL, SOCIETE GENERALE, etc.

Table with columns: International, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (1). Lists international companies like AMERICAN EXPRESS, A.T.T. #, BARRICK GOLD, etc.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; ◆ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1): Lundi daté mardi: % variation 31/12; Mardi daté mercredi: montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi: paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi: compensation; Vendredi daté samedi: nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like ADLPARTNER, AB SOFT, ALPHAMEDIA, etc.

Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like GROUPE D, GUILLEMOT, GUYANOR ACTI, etc.

Advertisement for Lupo car. Text: 'LA GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE TAILLE'. Image of a Lupo car.

SECOND MARCHÉ

Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like ARKOPHARMA, ASSUR.BQPOP, ASSYSTEM, etc.

Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like GUYOMARC H N, HERMES INTL, HYPARLO #LY, etc.

SICAV FCP

Table with columns: Valeurs unitaires\*, Date cours. Lists AGIPI, DNP, ANTIGONE TRÉSORIE, NATIO COURT TERME, etc.

Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists FOND COMMUNS DE PLACEMENTS, CREDIT AGRICOLE, etc.

Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists CREDIT LYONNAIS, CREDIT MUTUEL, etc.

Table with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists POSTE PREMIERE S, SG ASSET MANAGEMENT, etc.

**SPORTS** Le voilier de Marc Thiercelin a démarré dans la matinée de jeudi 25 février, alors que le skipper se trouvait dans l'Atlantique au large des côtes d'Argentine en tête

de la course autour du monde en solitaire. ● **LE NAVIGATEUR FRANÇAIS** a déclenché sa balise à 11 h 35. Aussitôt le directeur de la course a demandé à l'Italien Giovanni Soldini,

qui se trouvait à 200 milles du lieu de l'accident, de dévier sa route. Mais Marc Thiercelin, qui avait déjà dû faire escale à Aguirre, au cap Horn, afin de réparer sa bôme en-

dommagée, a réussi seul à maintenir son bateau à flot. ● **SOUS UN GRÉEMENT** de fortune, *Somewhere* file vers les Malouines, où il devrait être réparé sous huitaine. Pour Thibault

Derville, le responsable technique de *Somewhere*, le voilier n'est pas en danger et le navigateur pourra reprendre sa route après l'installation d'un nouveau mât.

# Marc Thiercelin perd ses chances de gagner la course autour du monde

Le skipper français, qui avait déclenché sa balise de détresse, jeudi 25 février, après son démantage, a pu installer un grément de fortune. Il se dirige vers les îles Malouines, où un nouveau mât devrait être installé pour lui permettre de terminer la troisième étape

**GIOVANNI SOLDINI** a bien failli se reconverter dans les transports en commun, jeudi 25 février. Pendant quelques heures, le skipper italien s'est en effet déroté pour aller porter secours à Marc Thiercelin, qui venait de démarrer et avait déclenché sa balise de détresse alors qu'il se trouvait à 200 milles à l'ouest des îles Malouines. La mer était creusée par des vents de 30 nœuds, Marc caracolait en tête de la course, volant vers une victoire dans cette troisième étape entre Auckland (Nouvelle-Zélande) et Punta del Este (Uruguay) de la course autour du monde en solitaire Around Alone.

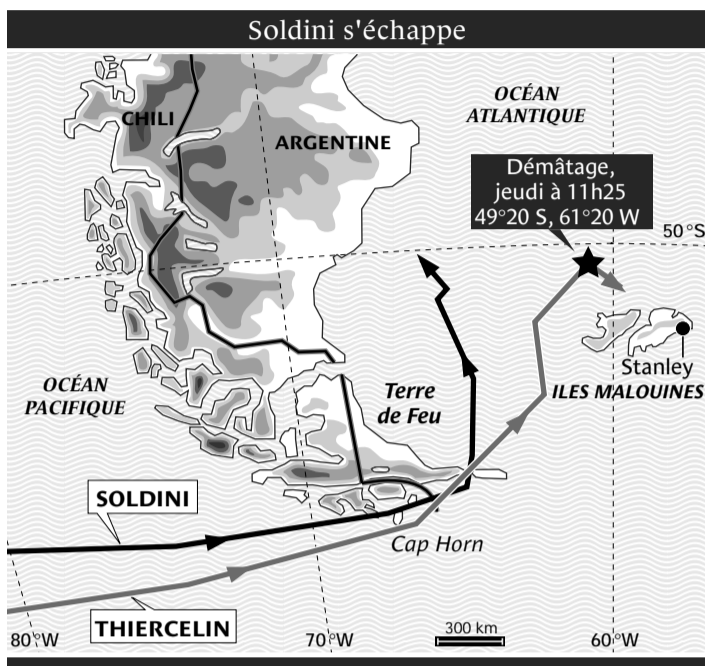
Pendant quelques heures, il a craint qu'un morceau de mât ne crève sa coque et que son monocoque coule : « Pour l'instant, il n'y a pas de trou sous la ligne de flottaison. Le bateau est à l'horizontale et Marc travaille pour l'empêcher de couler », précisait à terre les responsables de son équipe. L'angoissante situation s'est dénouée en fin d'après-midi : le navigateur annonçait que tout était à peu près rentré dans l'ordre. La direction de la course a libéré Giovanni Soldini de sa mission. Le navire de l'armée uruguayenne qui avait appareillé dès l'alerte donnée est retourné au port.

L'infortuné Marc Thiercelin fait route vers les îles Malouines sous un grément qu'il a confectionné avec la bôme et la trinquette. « J'ai réussi à scier une grosse partie du mât, qui, comme le grément, est parti à la mer », a-t-il expliqué lors d'une communication radio. A bord de *Somewhere*, le mât qui s'est cassé en trois parties a perforé le roof et démolit la table à cartes. Si Marc Thiercelin a échappé au pire en écartant tout danger de sombrer, il doit naviguer avec un bateau devenu difficile à manœuvrer.

## UNE NOUVELLE GUIGNE

L'équipe technique qui l'avait accueilli après le cap Horn pour réparer sa bôme et qui venait d'atterrir à Punta del Este pour saluer sa victoire a repris un avion pour rejoindre Port Stanley, aux Malouines, où il devrait arriver samedi 27 février. Le navigateur affirme vouloir ensuite rallier Punta del Este, où il disposera d'un mois pour parfaire les réparations sur son monocoque.

Pour le navigateur français, c'est une nouvelle guigne. Lors de la première étape, entre Charleston (Etats-Unis) et Le Cap (Afrique du Sud), il avait longtemps cru tenir son succès avant que son génois et



sa grand-voile ne partent en lambeaux. Il avait laissé la victoire au Britannique Mike Golding... qui avait ensuite dû abandonner à la fin de la deuxième étape entre Le Cap et Auckland, en Nouvelle-Zélande. Pendant de la deuxième étape der-

rière un Giovanni Soldini qui avait terminé en trombe, Marc Thiercelin était parti en meilleur forme pour la troisième étape, le 6 février, et avait très vite pris la tête de l'épreuve. Jusqu'à jeudi 25 février.

Depuis trois semaines, Marc

Thiercelin ne ménageait pas son monocoque, un bateau âgé de six mois (*Le Monde* daté 21-22 février). Dans le désert maritime du Pacifique sud, il avait amélioré par deux fois le record de distance parcourue en 24 heures (386 milles et 392 milles, 714 kmet 752 km). Mais le bateau avait souffert et la bôme présentait des signes de faiblesse. Il avait pu continuer en la harnachant au mât avec des bouts, mais ne pouvait plus envoyer toute la grand-voile. Le 15 février, c'est à cause de cette avarie qu'il n'avait pu rebrousser chemin pour venir en aide à Isabelle Autissier. Remonter contre le vent à la recherche de la navigatrice aurait été trop dangereux.

A force de manœuvres beaucoup plus soutenues, il avait gardé une bonne vitesse et filait vers son escale technique, dans la baie d'Aguirre (Argentine) aux alentours de 350 milles (650 km) par jour. Il était arrivé lundi, ralenti par quatre heures de grand calme non loin des côtes de la Terre de feu. « L'arrêt au stand » avait duré douze heures, temps de remorquage aller-retour compris (moins de dix milles, selon le règlement).

Sa tête de bôme changée, le marin était reparti avec Giovanni Soldini aux trousses. Empêché par des

vents de face très violents (60 nœuds) qui balayaient le détroit de Le Maire, non loin d'Aguirre, Marc Thiercelin avait dû passer à l'est et s'était une nouvelle fois empêtré dans des calmes. Pendant ce temps Giovanni Soldini rencontrait une fortune de mer. Lui qui s'était entêté à prendre l'audacieuse option nord trouvait des vents favorables pour la navigation dans le détroit. Il s'était rapproché à 150 milles de son adversaire.

## LA COURSE EST-ELLE TUÉE ?

Si Marc Thiercelin semblait encore en mesure de franchir le premier la ligne d'arrivée, il ne pouvait pas être assuré de gagner l'étape. En Uruguay, Giovanni Soldini devrait se voir rendre des heures en raison du crochet qu'il a effectué pour sauver Isabelle Autissier. Alors Marc allait vite, peut-être trop vite. Jeudi matin, lors de sa vacation radio, quelques minutes avant son démantage, il expliquait : « J'ai 190 milles d'avance, je continue à foncer jusqu'à ce que j'en ai 300. J'en bave, les vagues cognent de partout, il y a un boucan infernal. Dans de telles conditions, avec un bateau normal, j'aurais une chance sur cinq de garder mon mât. » Au confrère de *France-soir* qui lui parle du bateau, il répond un prémonitoire : « Je me demande comment il tient. Comment le mât résiste, c'est assez magique. » Malmené dans le grain et dans la vitesse, le mât a fini par céder.

Giovanni Soldini, seul concurrent valide des classe 1, file désormais vers Punta del Este, où il a attendu le 2 mars. La course est-elle tuée ? Pas si sûr. Marc Thiercelin devrait se livrer à un baroud d'honneur dans la quatrième et ultime étape entre Punta del Este et Charleston, dont le départ est prévu le 10 avril. Et, derrière les classe 1, il y a l'autre épreuve, celle des classe 2, menée par le Français Jean-Pierre Moulligné. Largement en tête au classement général après ses deux victoires d'étape, il est une nouvelle fois au avant-postes dans cette troisième étape et devrait arriver à Punta del Este dans les premiers jours de mars.

B. M.

Bénédicte Mathieu

## Le saint-bernard des mers à nouveau sollicité

**PENDANT** quelques heures l'épilogue de la troisième étape de la course autour du monde a bien failli prendre toutes les caractéristiques d'une leçon de morale. Parce que les premiers messages reçus à terre étaient inquiétants, la direction de la course a demandé à Giovanni Soldini de se détourner pour récupérer Marc Thiercelin alors considéré en grand danger. Le navigateur italien, et donc Isabelle Autissier, sa passagère obligée depuis le 16 février, date du chavirage de *PRB*, allait jouer les « voitures-balais » d'une épreuve sur mer.

La course en solitaire prenait une étrange allure puisque le skipper du dernier bateau en course aurait donc repêché le seul concurrent en mer à part lui. Mais cette cohabitation à trois dans un cockpit aurait peut-être permis un dialogue entre Isabelle Autissier et Marc

Thiercelin, arbitré par leur saint-bernard. Les deux marins français auraient pu ainsi profiter de l'occasion pour aplanir quelques malentendus.

Le dernier en date est intervenu il y a quelques jours au large du cap Horn. Marc Thiercelin n'avait pas du tout apprécié la suite du sauvetage de la Française par le marin italien. Quelques heures après, celle-ci avait expliqué qu'elle ne resterait pas les bras croisés sur *Fila* en cas de coup dur. Ce que le skipper de *Somewhere*, toujours en course et en quête d'une première victoire d'étape sur l'épreuve, n'avait pas apprécié.

Resté seul sur son voilier pendant que les deux marins continuaient leur route ensemble vers Punta del Este, Marc Thiercelin n'avait pas ménagé ses critiques envers Isabelle Autissier. Alors que

*Fila* revenait sur lui, à la fin de la semaine dernière, il ne mâchait pas ses mots : « Elle ne concrétise pas, disait-il. Si elle ne tirait pas sur son bateau comme une mule... Je suis désolé pour Isabelle qu'elle se mette sur le toit, mais de là à foutre en l'air la course de Giovanni. (...) J'aimerais bien que la voile reste propre et que l'on évite les affaires. »

## ULTIME ÉTAPE

Relayée par quelques marins, la polémique s'était finalement éteinte à la faveur du silence d'Isabelle Autissier et surtout des déclarations de Giovanni Soldini qui avait immédiatement répliqué aux attaques venues de la terre en affirmant : « Ma course, j'estime l'avoir largement gagnée et tout le reste, finalement, a peu d'importance. » Mise à part une ultime guigne du destin pour gâcher la

compétition en détruisant le dernier Class 1 « valide », de la course, l'italien a gagné l'étape, la deuxième consécutive après une belle victoire à Auckland, le 1<sup>er</sup> janvier.

Pour « Gio », virtuel premier à Punta del Este, la direction de course devrait de plus retrancher sur son temps de navigation les heures passées à sauver Isabelle Autissier dans le Pacifique sud. Si l'italien n'est pas mis hors course pour ses déclarations à propos du rôle de la navigatrice à son bord, si Marc Thiercelin parvient à rapatrier son bateau en Uruguay, les deux hommes pourraient se retrouver sur la ligne de départ le 6 avril pour l'ultime étape, entre Punta del Este et Charleston (Etats-Unis), d'une course où ils s'affronteraient réellement en solitaire.

## Thibault Derville, responsable technique de « Somewhere » « Marc Thiercelin n'a pas commis la moindre faute »

« Comment expliquez-vous l'incident dont a été victime Marc Thiercelin ?

— Depuis plusieurs jours, Marc navigait sur une mer très dure. Une mer courte, que les marins surnomment « mer casse-bateau ». Par chance, si l'on peut dire, elle n'a cassé que le mât... Il y avait environ 30 nœuds de vent (entre 50 et 60 kilomètres/heure). Marc n'a pas commis la moindre faute. Le mât a cédé par le haut, puis il s'est effondré sur le roof. Il a brisé la table à cartes. Marc était à l'intérieur du bateau. Il n'a rien eu. Il n'a rien vu, non plus. C'est plutôt une sorte de fatalité. Il n'y a pas de règle : sans que l'on sache pourquoi, il y a des mâts soumis à d'énormes intempéries qui résistent sur des dizaines de milliers de milles et d'autres qui cassent. Pourtant ce sont les mêmes. Fabriqués dans les mêmes matériaux. On ne peut incriminer rien, ni personne. C'est la loi du genre. Tant qu'il y aura des bateaux en mer, il y aura des accidents de la sorte.

— Dans quel état se trouve le bateau maintenant ?

— Le mât a fait un trou sur le pont et a failli percer la coque. Heureusement Marc a pu intervenir rapidement. Il n'y a aucune voie d'eau. En revanche les vagues ont déferlé au-dessus du pont et sont entrées à l'intérieur. Mais le bateau n'est pas en danger. Nous sommes contents que Marc s'en soit tiré sans une bosse. Pour nous, l'essentiel est la vie de notre skipper.

— Pourquoi a-t-il déclenché sa balise ?

— Dans les minutes qui ont suivi le choc, Marc a eu peur que l'électronique de bord, son standard et les instruments de navigation qui permettent de repérer la position du bateau ne soient atteints. C'est pour cela qu'à 11 h 35 il a déclenché une première balise afin que les secours puissent le repérer sans perdre sa trace. C'était pour lui une manière de dire : je vais bien. Il m'a téléphoné aussitôt après pour me rassurer et me décrire la situation. Ensuite dans l'après-midi, il a déclenché une deuxième balise à la demande des autorités navales argentines.

— Après le naufrage d'Isabelle Autissier, Marc Thiercelin avait eu des commentaires sévères à propos de la navigatrice. Il avait notamment expliqué que celle-ci sollicitait trop son bateau. Dans la lutte pour creuser l'écart avec Giovanni Soldini, qui le talonne, n'a-t-il pas, lui aussi, un peu trop forcé sa machine ?

— Non, vraiment je ne le crois pas. C'est vrai que les deux hommes se tirent la bourre. C'est la règle du jeu. Depuis plusieurs jours, ils naviguent à quelques milles l'un de l'autre. Un jour Soldini se rapproche, le lendemain Marc gagne du terrain. Au cours des 24 heures qui ont précédé le drame, Marc avait réussi à reprendre une centaine de milles sur *Fila*, mais sans jamais mettre le bateau en danger. Quand on regarde

les vitesses, elles oscillent entre 9 et 10 nœuds, ce qui n'a rien d'extravagant sur une course comme celle-là avec ces bateaux. Au moment de l'accident, il avançait avec 40 % de voile et sous trinquette. C'est dire ! Il était loin d'en rajouter. Marc est un excellent navigateur. Depuis le départ, il a prouvé qu'il maîtrise parfaitement son sujet. Dans le Pacifique sud, avant le passage du cap Horn, il avait choisi une route plus au

« Somewhere » vient d'être victime d'un grave accident, mais il n'a pas coulé. Il a montré sa solidarité.

nord que les autres concurrents afin d'éviter les mers mauvaises. Il n'a pas trop tiré sur son bateau.

— Cet accident relance la polémique récurrente sur la sécurité en mer. Ces bateaux qui filent de plus en plus vite, sur des mers dangereuses, ne mettent-ils pas en danger la vie des skipper ?

— C'est un mauvais procès. Les bateaux qui sont construits aujourd'hui pour ce genre de course présentent des garanties de sécurité pour les navigateurs de plus en plus importantes. Cette polémique est stérile. La préocupa-

tion de tous les architectes, c'est de rendre les bateaux plus sûrs. Les cordages sont plus résistants, les mâts et les coques plus performants, etc. On doit aux architectes une meilleure sécurité et une plus grande vitesse. La preuve : *Somewhere* vient d'être victime d'un grave accident, mais il n'a pas coulé. Il a montré sa solidarité.

— Avez-vous une idée du temps qui sera nécessaire à la réparation ?

— Marc a effectué un premier nettoyage qui lui permet de rejoindre les îles Malouines. Dès son arrivée l'équipe technique procédera à un bilan détaillé de la situation. Cela prendra un certain temps. Après nous réparerons. Bien sûr, il faudra un nouveau mât, que nous ferons venir probablement de France. Il faut compter au minimum huit jours de travail avant de reprendre la mer.

— Il y a trois jours, vous avez déjà dû réparer la bôme de *Somewhere*, à Aguirre. Cette fois c'est le mât. Lors des essais, avez-vous été confrontés à des avaries de ce genre ?

— Pas du tout. De plus, les problèmes que nous avons eus avec la bôme et le bris du mât n'ont aucun rapport entre eux. Lors des essais, nous avons plutôt été confrontés à des problèmes de mise au point électronique ».

Propos recueillis par Yves Bordenave

## Au départ sept monocoques de classe 1

Le 26 septembre 1998, les concurrents d'Around Alone, nouvelle dénomination du BOC Challenge, prennent le départ. Dans le port de Charleston (Etats-Unis) figurent sept voiliers monocoques de type classe 1 (50 à 60 pieds de long, soit 15,24 m à 18,28 m), dont cinq sont nés des recherches des architectes français Jean-Marie Finot et Pascal Conq : *Fila* de l'italien Giovanni Soldini, *PRB* et *Somewhere* des Français Isabelle Autissier et Marc Thiercelin, *Gartmore Investment Management* et *Team Group 4* des Britanniques Josh Hall et Mike Golding. De ces sept voiliers au départ, un seul est aujourd'hui encore en état de naviger : celui de Giovanni Soldini.

● **Le 6 octobre 1998**, au cours de la première étape qui mène les concurrents vers Le Cap (Afrique du Sud), Isabelle Autissier connaît sa première difficulté. La ferrure d'un étai, une pièce qui maintient les câbles servant à consolider la tête de mât du bateau, lâche.

● **Le 26 octobre 1998**, c'est au tour de Marc Thiercelin de connaître ses premiers ennus. Un coup de bôme arrache l'électronique arrière de son bateau. Le Français voit également sa grand-voile partir en lambeaux. Au Cap, c'est Mike Golding qui se présente le premier, le 31 octobre. Le Canadien Sebastian Reid, sur *Project Amazon*, a renoncé, estimant la course trop dure.

● **Le 8 décembre 1998**, trois jours après le départ de la deuxième étape entre Le Cap et Auckland (Australie), nouvelle avarie pour Isabelle Autissier. La navigatrice fait face à un problème de vérin de quille alors qu'elle occupe la première position.

Puis, dans la nuit du 16 au 17 décembre, c'est son rail de grand-voile qui s'arrache. Elle doit faire escale, durant neuf heures, à Hobart (Tasmanie).

● **Le 1<sup>er</sup> janvier**, avant l'arrivée à Auckland, Mike Golding est victime d'une voie d'eau après avoir heurté un récif de corail. Un bateau de pêche le remorque vers la baie de Tom Bowling. Le Britannique abandonne par la suite.

Le même jour, Marc Thiercelin annonce avoir heurté un objet métallique, affale ses voiles et répare son gouvernail endommagé par le choc. C'est la route d'une... baleine que croise le bateau d'Isabelle Autissier, contrainte de naviguer avec son gouvernail de secours.

● **La date butoir du 30 janvier**, fixée pour l'arrivée de la deuxième étape à Auckland, passe. Le Russe Fedor Konioukov sur son *Modern University for the Humanities* n'est pas en vue. Il décide de lui-même de se mettre hors course, tout en continuant à naviguer.

● **Le 11 février**, au cours de la troisième étape entre Auckland et Punta del Este (Uruguay), le Britannique Josh Hall à bord de *Gartmore* est victime d'un démantage. Il fabrique un mât de fortune et rebrousse chemin vers Chatam Islands, à plus de 500 kilomètres d'Auckland.

● **Le 15 février**, Isabelle Autissier déclenche l'une de ses balises de détresse après avoir chaviré. Le 16 février, elle est sauvée par l'italien Giovanni Soldini, qui s'est détourné de sa route.

● **Le 25 février**, *Somewhere* de Marc Thiercelin démarre.

# Bordeaux ni ne marque, ni n'encaisse, ni ne s'en inquiète

Tenus en échec à Nantes, les Bordelais perdent la tête du championnat

L'Olympique de Marseille a repris la première place du championnat de France de football de première division après sa victoire (1-0) face à Strasbourg, jeudi

25 février. Malgré l'absence de trois titulaires, Bordeaux a obtenu un bon match nul (0-0) à Nantes, mais rétrogradé en deuxième position.

## NANTES

de notre envoyé spécial

Fils spirituel de Jean-Claude Suaudeau, l'actuel dépositaire du jeu « à la nantaise », Raynald Denoueix serait plutôt du genre à mourir avec ses idées. Son équipe a copieusement dominé les Girondins de Bordeaux,



FOOTBALL

mais sans pouvoir les battre, jeudi 25 février, au stade de la Beaujoire, et ce constat semble suffire à l'entraîneur des Canaris. Face au leader (en début de match) du championnat, ses joueurs ont multiplié les actions en mouvement et enchaîné les phases de jeu en triangle, la plupart du temps à une touche de balle. Fidèles à la grande tradition nantaise, ils ont réitéré le spectacle d'une jeunesse douée et insolente. N'était donc qu'un seul problème : les artistes n'ont pas marqué.

Cinquième en championnat, qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe de France, le FC Nantes-Atlantique ne dispose pas de buteur-type. Depuis le début de la saison, quatorze joueurs différents ont inscrit au moins un but pour le club, ce qui témoigne

bien de la place accordée à la collectivité dans l'école de football nantaise. Raynald Denoueix ne veut pas en faire une idée fixe : « Cette question du buteur est un peu notre monstre du Loch Ness, cela revient régulièrement. Mais est-ce vraiment une donnée importante ? Notre jeu serait-il aussi cohérent si nous avions un joueur ayant des qualités spécifiques dans la finition ? Ce n'est pas sûr du tout », indiquait, après le match, l'ancien responsable du centre de formation, promu entraîneur de l'équipe professionnelle en juillet 1997.

Adversaires d'un soir, les Girondins de Bordeaux sont loin, eux, de connaître cette situation de pénurie d'attaquants. Avec respectivement dix-sept et quatorze réalisations à leur actif, Sylvain Wiltord et Lilian Laslandes occupent les deux premières places du classement des buteurs. A eux deux, ils ont inscrit les trois cinquièmes de l'actif bordelais en championnat (51 buts). Jeudi soir, néanmoins, les deux internationaux ont rivalisé de discrétion. Les Girondins, eux non plus, n'ont pas marqué, et le match s'est terminé sur un plaisant 0-0 au léger goût d'inachevé. Tout comme son collègue nantais, l'entraîneur bordelais, Elie Baup, se satisfaisait de ce partage des points : « Si on souligne régulièrement que nous avons la meilleure attaque du championnat, n'oublions pas que nous avons aussi la meilleure défense [20 buts encaissés, tout comme l'Olympique de Marseille]. Nous n'avons pas pris de but ce soir, ce n'est pas si mal. »

## UN SEUL ÊTRE VOUS MANQUE...

Dans le schuss vers le titre de champion de France, les Bordelais viennent en tout cas d'éviter un obstacle de taille. Le contexte ne plaiderait pas en faveur d'Elie Baup, privé de trois de ses titulaires, tous suspendus. L'absence la plus notable, jeudi soir, ne fut pas celle d'Ali Benarbia, le petit milieu du terrain doté d'une vision du jeu inégalée en première division. La défection du capitaine, Michel Pavon, se fit davantage sentir. Messager des consignes communiquées depuis le banc de touche par son entraîneur, le porte-voix d'Elie Baup est l'indispensable fort en gueule dont toute équipe a besoin. Un seul être vous manque, et Bordeaux eut parfois du mal dans son positionnement sur le terrain.

Si Michel Pavon sera de retour dès le prochain match de championnat, Ali Benarbia devra, lui, faire pénitence pendant encore 180 minutes. Sa suspension de deux mois (cinq matches) pour avoir marché sur les pieds d'un arbitre assistant contre Rennes le 6 février a finalement été ramenée

à trois rencontres. Les Girondins peuvent s'estimer heureux. Sur-tout que leur calendrier est plutôt favorable pour les semaines à venir. Leurs cinq prochains adversaires sont des équipes mal classées : Nancy (14<sup>e</sup> avant la fin de cette vingt-cinquième journée), Strasbourg (13<sup>e</sup>), Toulouse (15<sup>e</sup>), Lorient (17<sup>e</sup>) et Sochaux (18<sup>e</sup>). Les choses se compliqueront, en revanche, à partir du 1<sup>er</sup> mai, puisque Bordeaux devra affronter Monaco, avant de rencontrer Lens, Lyon et le Paris-Saint-Germain.

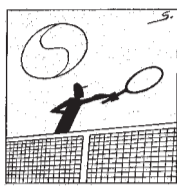
Le hasard étant bien fait, les ordinateurs de la Ligue nationale de football (LNF) ont distribué pratiquement les mêmes opposants (à deux près) à l'Olympique de Marseille pour les neuf dernières journées de championnat. Le duel entre les deux prétendants au titre va pouvoir se suivre à la loupe, avec force comparaisons. Un ou plusieurs tours de Coupe d'Europe de l'UEFA s'intercaleront et en diront un peu plus sur la fraîcheur des uns et le mental des autres.

Frédéric Potet

# Quatre Françaises en quarts de finale de l'Open de Paris

Amélie Mauresmo retrouve Martina Hingis

NATHALIE DECHY et Amélie Cocheteux ont quitté le stade Pierre-de-Coubertin tout sourire, jeudi 25 février. Les deux jeunes joueuses françaises avaient réalisé



TENNIS

une belle performance en dominant respectivement la Croate Iva Majoli (6-2, 2-6, 6-2) et la Roumaine Irina Spirlea (6-4, 6-2). Les deux copines, qui s'entraînent ensemble, se retrouvaient, vendredi, pour disputer une place en demi-finales. Julie Halard a pour sa part éliminé sa compatriote Anne-Gaëlle Sidot (6-1, 6-2). La Bauloise devait rencontrer l'Américaine Serena Williams vendredi.

Le match du jour est une nouvelle fois à l'actif d'Amélie Mauresmo, qui n'a pas mis une heure pour vaincre la Tchèque Karina Habsudova (6-2, 6-1). La Française devait rencontrer Martina Hingis (n° 1) pour une revanche de la finale des Internationaux d'Austra-

lie, gagnée par la joueuse suisse le 30 janvier.

Empruntée la veille pour son match de rentrée face à sa compatriote Laurence Andretto, Amélie Mauresmo a, cette-fois, montré que la période de rodage était bien terminée. Balles longues et puissantes, excellente couverture du terrain, la Française a fait la joie d'un public toujours aussi attaché à sa cause : « J'étais plus concentrée. J'ai senti que j'étais bien rentrée dans le tournoi, et je crois que je vais encore monter en puissance », a expliqué Amélie Mauresmo, qui a joué sous les yeux de Martina Hingis venue l'observer. Elle ne veut pas considérer le match contre la Suisse comme une revanche : « J'ai tiré des leçons de l'Australie, je m'étais trop précipitée. »

Vendredi, c'était la quatrième rencontre entre les deux joueuses en sept mois. Martina Hingis mène par trois victoires à zéro, sans pour autant faire figure de favorite face à une adversaire qui l'a toujours dérangée sur le court.

B. M.

## Les Girondins intéressent le groupe américain IPG

Le géant américain de la communication Interpublic Group of Companies (IPG) veut racheter les Girondins de Bordeaux. Selon nos informations, cette holding spécialisée dans la publicité et dans le marketing a déposé un dossier auprès des dirigeants du club. Il s'agit de la troisième offre connue de reprise des Girondins, après celle du groupe britannique ENIC et celle de CLT-UFA via la chaîne française M 6. Coté en Bourse à New York depuis 1971, IPG emploie environ 23 000 personnes et est présente dans 110 pays. En 1997, son bénéfice net s'élevait à 205 millions de dollars (186 millions d'euros). Depuis janvier, IPG possède une branche sportive, Octagon. Ses activités sont le sponsoring d'événements sportifs, la création d'événements (golf, tennis), la vente de droits télévisés ainsi que la représentation de champions, comme les joueurs de tennis Michael Chang et Steffi Graf, le golfeur Sandy Lyle ou encore le basketteur Grant Hill. Octagon est l'un des concurrents du groupe McCormack (IMG), propriétaire du Racing club de Strasbourg.

## L'OM sans mal, le PSG sans veine

UN BUT, une victoire, et la première place au classement. Les matches avancés de la vingt-cinquième journée du championnat de France de football, disputés jeudi 25 février, ont souri à l'Olympique de Marseille, qui s'est imposé (1-0) devant le RC Strasbourg. C'est le milieu de terrain international Robert Pires qui a marqué l'unique but de la rencontre, à la 47<sup>e</sup> minute, à la suite d'un corner tiré par Fabrizio Ravanelli.

Les Alsaciens, réduits à dix dès la 28<sup>e</sup> minute après l'exclusion d'Habib Beye, se sont contentés de dévoter l'accès de leur but pour éviter une lourde défaite. « Nous avons réussi un match plein », s'est réjoui l'attaquant marseillais Christophe Dugarry, qui s'est blessé à la tête (neuf points de suture). A l'issue de la rencontre, le président de l'OM, Robert Louis-Dreyfus, a annoncé que le contrat de l'entraîneur, Roland Courbis, sera prolongé jusqu'en juin 2002.

Avec 54 points, Marseille repasse en tête avec un point d'avance sur Bordeaux, tenu en échec à Nantes (0-0). Le Paris-Saint-Germain s'enfoncé un peu plus dans la crise après sa qua-

trième défaite de la saison au Parc des Princes. L'Olympique lyonnais a profité du désarroi d'une équipe déboussolée pour s'imposer (1-0) avec un peu de réussite grâce à un pénalty générique transformé à la 81<sup>e</sup> minute par Alain Caveglia. Auparavant, l'arbitre, Bernard Saules, qui prendra sa retraite au mois de juin, avait refusé au PSG un penalty pour une faute sur Adailton et un but pourtant valable à Eric Rabesandratana.

En fin de rencontre, une vive altercation a opposé deux joueurs parisiens, Mickael Madar et Marco Simone. « Il va falloir se battre pour assurer au moins le maintien », a admis le milieu de terrain Pierre Ducrocq. Les Lyonnais, qui viennent d'aligner cinq succès consécutifs, ambitionnent désormais de conserver leur troisième place qualificative pour le tour préliminaire de la Ligue des champions. Un accessit convoité également par l'AS Monaco, qui l'a emporté (3-2) à Montpellier au terme d'une partie à rebondissements. Menés 0-3 à treize minutes de la fin, les Montpelliérains faillirent égaliser dans les derniers instants de la rencontre.



HP INVENTE LA PALETTE INFINIE DES COULEURS.

HP invente la technologie de superposition des couleurs. Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas d'imprimante qui vous offre des couleurs comparables à celles de nos imprimantes jet d'encre et laser. Pour des couleurs encore plus vives, nous avons doté nos HP Color LaserJet du système HP ImageREt (superposition des points) et nos imprimantes jet d'encre de la technologie HP PhotoREt (jusqu'à 16 gouttes d'encre superposées dans chaque

pixel). Il n'est donc pas étonnant que, même sur papier ordinaire et à une vitesse allant jusqu'à 6 pleines pages couleur par minute, elles soient capables de reproduire pratiquement tous les dégradés perceptibles par l'œil humain. Au final, la qualité de l'image que vous obtenez est digne d'une photo. Et si vous n'avez pas encore de HP, notre palette d'imprimantes couleur professionnelles est si étendue que vous y trouverez forcément votre bonheur.

HEWLETT  
PACKARD

Expanding Possibilities™

HP. Et tout devient possible

# Les parfums renouent avec la singularité des sexes

Finies les fragrances indifféremment conçues pour lui ou pour elle. En version féminine ou masculine, les senteurs s'envolent vers le succès

EN BERNE il y a trois ans, les ventes de parfum confirment leur reprise. Jadis parure sociale, ce luxe – relativement – peu coûteux, mais fertile en rêves, est désormais perçu comme un indispensable soin du corps. Retrouvant leurs sens après des années de cérébralité, les nouveaux jus hésitent entre deux tendances – le capiteux et le gourmand –, qui ont parfois quelque mal à se conjuguer au masculin. Créateur du parfum unisexé (CK One), économique et fédérateur, à l'usage de la jeunesse, Calvin Klein cultive aujourd'hui la singularité des sexes. Accord contrasté de notes chaudes (ébène, patchouli, santal...), portées par des pétillances d'agrumes et des morsures d'épices (poivre, coriandre...), Contradiction for men – un nom habilement choisi pour ne décourager personne – est venu compléter, ce mois-ci, sa version féminine dans un flacon anguleux et minimaliste, bouchonné d'acier brossé.

Duo le plus fameux du stylisme italien, Dolce & Gabbana ont quelque légitimité à sortir, peu de mois après le lancement d'Emporio Armani Woman et Men, un double parfum destiné aux couples. D & G Masculine et D & G Féminine partagent le même cylindre de verre bouchonné d'acier, que seule la couleur – jaune pour lui – vient distinguer. Etant entendu que « les jeunes [cible avouée] ne font pas la différence ». Et comme « ils n'aiment pas les choses compliquées », les senteurs (conçues et fabriquées en Italie) rattrapent en pétulance ce qu'elles omettent en délicatesse.

Loin d'être l'avatar masculin d'Allure, en revanche, Allure pour homme est une effluve à part entière signée Chanel. Trop habituée au succès pour ne pas peser ses effets, cette auguste maison y dédie à tous les héros anonymes (journalistes, chefs d'entreprise, ou même vous et moi), une composition subtile, dont les maîtres-mots sont fraîcheur et sensualité : une note végétale y cède le pas à des accords profonds (fève Tonka, cèdre) et

poivrés. La gourmandise s'aiguise davantage encore avec le parfum pour homme de Sonia Rykiel – menthe, pêche, melon... –, pour culminer dans la dernière création d'Yves Saint Laurent, où la question des sexes s'évacue dans la proclamation d'une ambiguïté ludique. Peine perdue, Vice-Versa est un vrai parfum féminin, capiteux (iris, jacinthe, pivoine...), pour ne pas dire comestible (tomate, cerise). Ces effluves s'annoncent par un bouchon en cœur, nappé d'une résine rouge qui rappelle nos friandises d'enfant.

Pour mieux s'insérer dans le paysage consumériste, la parfumerie arbore la saisonnalité des couleurs de la mode. L'automne a vu le triomphe olfactif du rouge. Le printemps sera en bleu

Autre cénacle de parfumeurs, la place Vendôme joue son propre jeu. Cet intimidant bastion, non content de développer ses montres et ses lignes « boutique », traduit en effluves ce que le goût moderne attend d'un bijou : l'aura discrète, le contact suave, et le compagnonnage avec qui l'arbore pour sa joie intime, à toute heure. L'acier, dont la modestie fait florès chez les joailliers, a été choisi par Chaumet pour métalliser le flacon (en verre dépoli) de son premier parfum, en forme de bracelet. Restait à traduire en odeur l'éclat discret des femmes actives, qui confient leurs envies d'élégance à la réputation d'une maison patrimoniale : la vibration du lierre, fraîche comme le métal, y propulse un univers complexe de senteurs mêlant la gourmandise (nectar d'agrumes et ce thé, qui fit le succès des parfums du joaillier Bulgari) à l'affirmation d'une féminité florissante (jasmin et profonde (santal, musc blanc).

En Suisse, Chopard a largement bâti son succès sur d'amusantes montres à diamants. Pour une clientèle qui ne conçoit pas sa fantaisie hors du respect des traditions, ce joaillier-horloger a sagement établi son nouveau parfum au carrefour d'idées éprouvées par d'autres. Wish comble la sensualité des croqueuses de pierres avec le mielleux de la fleur d'acacias,

l'éclat de la groseille et les mirages fastueux des ambres, santal et patchouli. Comme d'autres joailliers-parfumeurs avant lui, Chopard a glissé ses effluves dans un « diamant », moins remarquable par sa taille (insolente) que par ses tons (bleutés). Un choix qui n'a rien d'innocent : pour mieux s'insérer dans le paysage consumériste, la parfumerie arbore la saisonnalité des couleurs de la mode. L'automne dernier a vu le triomphe olfactif du rouge (Now or never, de Lancôme ; Hypnotic Poison, de Christian Dior ; Alchimie, de Rochas, etc.). Chopard, donc, voit le printemps en bleu, et il n'est pas le seul.

Parfumeur à succès autant que bijoutier, Boucheron offre à sa troisième senteur, Jaipur Saphir, la couleur emblématique de notre planète. Bleue, la grande bague à godrons qui lui sert de flacon. Plus bleu encore le bouchon, une esquisse de cabochon pour rappeler que la Maison cultiva, en leur temps, les beaux saphirs du Cachemire. Liant sa symbolique aux tendances New Age du jour – sérénité, vérité, force calme –, le parfumeur a composé une fragrance qui, loin de « raconter une histoire » par la succession de ses notes (tête, cœur et fond), déploie simultanément quatre scènes : dynamique avec la pêche blanche et la cardamome, féminine à travers l'héliotrope et le magnolia, profonde avec les bois, enfin capiteuse dans son accord d'ambre et de vanille.

Accessoire éponyme autant que source de profits, le parfum est également un exercice obligé chez les jeunes créateurs français. Si Hervé Léger patronne un floral-oriental très Couture, d'une émouvante délicatesse, Claudie Pierlot a laissé parler – dans Mon premier – son amour des marchés indiens au travers d'un brasier d'épices et de couleurs.

A l'inverse, Yohji pour homme est un parfum cérébral, résolument hors tendances, à l'instar de la plupart des jus lancés par les créateurs japonais (Eau d'Issey, Odeurs 53 de Comme des Garçons...). Enfermée dans un haut cylindre, sa musique étrange semble interroger plutôt qu'affirmer : du cuir, des bois, du rhum même, évoquant l'atelier de quelque artisan exotique ou le cabinet d'un voyageur passé par tous les ailleurs...

Jacques Brunel



Wish de Chopard, c'est d'abord un gros solitaire qui pourrait jouer les fils à plomb d'architecte. Mais cet éclat glacé cache des Golcondes olfactives aux saveurs de miel.



Enhardi par le succès de Cool Water, Davidoff tente un nouveau masculin, chaleureux cette fois, assis sur des notes d'herbe et de fougères. 265 F (40,40 €) les 75 ml d'eau de toilette.

Comme sa mode des débuts, le flacon d'Hervé Léger joue avec la lumière dans une envolée sinusoïdale empruntée au meilleur Brancusi. Le jus est un délice.



## Guide

- **Mystérieux.** Un cran d'arrêt « protège » le vaporisateur de Yohji pour homme. 240 F (36,60 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Chamarré.** Avec Mon premier, la créatrice Claudie Pierlot « razzie » les marchés de l'Inde. 195 F (29,72 €) les 50 ml d'eau de parfum.
- **Couture.** A la fois capiteux et transparent, le parfum d'Hervé Léger est une belle création zébrée de lumière. Disponible en avril pour 340 F (51,83 €) les 30 ml d'eau de parfum.
- **Friand.** Avec Vice-versa, Yves Saint Laurent voit en rouge le paradis des amours enfantines. 387 F (59 €) les 100 ml d'eau de toilette.
- **Gémellaire.** « Masculine » ou « Féminine », D & G décline des senteurs tranchées. Autour de 250 F (38 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Minimal.** Contradiction for men, de Calvin Klein. Puissant et secret. 300 F (45,73 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Planétaire.** Avec Jaipur Saphir, les capiteux parfums Boucheron osent le New Age. 315 F (48,02 €) les 50 ml d'eau de toilette. Disponible en avril.
- **Allure.** Chanel offre aux hommes son Allure. Une réussite. 205 F (31,25 €) les 50 ml d'eau de toilette.
- **Racé.** Le poinçon de Chaumet sur un parfum frais et vibrant. 290 F (44,21 €) les 50 ml d'eau de toilette.

## Beverly Hills veut étiqueter ses fourrures contre la cruauté

LOS ANGELES  
correspondance

Alors même qu'on enregistre une reprise des ventes aux Etats-Unis, les fourrures sont la cible d'activistes californiens qui ont choisi Beverly Hills pour lancer leur campagne contre la cruauté envers les animaux et pour le droit à la vérité pour les consommateurs de vision. L'association Beverly Hills Consumers for Informed Choices a recueilli suffisamment de signatures célèbres – Jack Lemmon, Pat Boone, Angie Dickinson, Larry King, Vidal Sassoon... – pour imposer au conseil municipal l'organisation d'un référendum, le 11 mai, où les 33 000 résidents de la ville seront appelés à voter pour ou contre l'apposition d'étiquettes sur les vêtements de fourrure. Une première dans l'histoire de la consommation.

Voilà ce qu'on lirait sur ces étiquettes, de la taille d'une carte de crédit : « Avis aux consommateurs : ce produit est fait de four-

rures provenant d'animaux qui peuvent avoir été tués par électrocution, asphyxie, torsion du cou, empoisonnement, matraquages violents ou noyade, et pris dans des pièges métalliques. »

Le maire de Beverly Hills, qui imagine mal ses officiers de police inspectant les manteaux de fourrure, n'est pas d'accord, mais est tenu de respecter la loi californienne sur les initiatives populaires qui recueillent les signatures de 10 % des électeurs, ce qui est le cas.

### LUTTER CONTRE LE MENSONGE

Et comme les actions légales et les modes en matière de consommation proviennent le plus souvent de la Côte ouest, ce vote est suivi de près par l'industrie de la fourrure, hantée par le spectre de la campagne en faveur des dauphins qui a contraint les pêcheurs à étiqueter les boîtes de thon « dolphin-safe » (sans danger pour les dauphins).

D'autant que l'association de Beverly Hills

fait circuler une cassette à l'efficacité redoutable, où l'on entend les vendeurs des luxueux magasins de Rodeo Drive, filmés par une caméra cachée, rassurer leurs clients en affirmant que les animaux avaient été « endormis comme le serait un animal domestique ». La même vidéo montre les méthodes d'abattage, violentes au point d'avoir choqué l'acteur Jack Lemmon, qui en appelle à ses concitoyens : « Aucune loi ne régleme la façon dont les animaux à fourrure sont tués. Aucune loi n'empêche [l'industrie de la fourrure] de maquiller la vérité. A vous de décider. »

Car les auteurs de cette initiative sans précédent insistent sur le fait qu'ils luttent simplement contre le mensonge dont sont victimes les consommateurs, sans lancer d'appel au boycott. Les méthodes d'abattage des animaux à fourrure ne sont pas réglementées aux Etats-Unis, et la vidéo dénonce même le manuel de l'Association européenne des fourreurs préconisant l'électrocution par voie

anale pour les visons et les renards, qui représentent plus de la moitié des importations américaines.

Les marchands de fourrure se rebiffent, d'autant que les ventes sont en hausse (1,27 milliard de dollars en 1997 aux Etats-Unis), et que la fourrure, remise des campagnes qui en avaient fait un produit tabou, opère un certain come-back. Ces avertissements viseraient-ils à bannir ultérieurement les produits venus de certains pays ? Les opposants à l'étiquette soulignent son coût, plus encore celui des inspections que paieraient les contribuables. Et où s'arrêterait l'étiquetage des produits « honteux » ? De main, la viande, les poissons, les produits pharmaceutiques... ? C'est aux habitants de Beverly Hills qu'il appartiendra bientôt de lancer ou non ces nouveaux labels de la cruauté.

Claudine Mulard

Le Monde  
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Toute l'information  
au quotidien.





**ART** La National Gallery de Londres présente jusqu'au 25 avril « Portraits by Ingres, images of an epoch », une exposition qui réunit près de deux cents dessins et peintures du peintre

français (1780-1867). Elle ne passera pas à Paris, alors que les musées français ont prêté la moitié des œuvres. ● LE PARCOURS célèbre le primitif chez l'artiste, son côté nor-

dique. Virtuose impitoyable, Ingres n'éprouve ni sympathie, ni attendrissement, ni compassion, ni passion pour ses modèles. Il ne leur épargne aucun détail. ● LA NATIONAL POR-

TRAIT GALLERY, située à côté de la National Gallery, témoigne du goût sans réserve que peuvent avoir les Anglais pour le portrait. Fondée en 1856, elle rassemble des œuvres sans

doute plus remarquables par la personnalité du modèle que par celle de l'artiste : monarques, ministres, militaires y côtoient dans l'opulence footballeurs et chanteuses pop.

## L'œil impitoyable d'Ingres, primitif égaré au XIX<sup>e</sup> siècle

En près de deux cents dessins et peintures, l'exposition de la National Gallery de Londres célèbre les portraits du peintre français (1780-1867). Sa maîtrise technique vertigineuse sert une vision exhaustive qui accumule détails et notations de tous ordres

**PORTRAITS BY INGRES, IMAGES OF AN EPOCH.** National Gallery, Sainsbury Wing, Trafalgar Square, Londres. Tél. : 00-44-171-839-33-21. Réservations : 00-44-420-00-00. M<sup>o</sup> Charing Cross. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures ; le mercredi, jusqu'à 22 heures. 6 livres (5,6 €). Jusqu'au 25 avril.

### LONDRES

de notre envoyé spécial

La comtesse de Tournon n'était plus à proprement parler une beauté quand Ingres fit son portrait. Il est probable qu'elle ne l'avait jamais été, même dans sa jeunesse. A soixante ans, en 1812, elle a perdu tout espoir. Il ne lui reste que les artifices du maquillage et du camouflage. Des boucles de cheveux bruns cachent son front, si parfaites qu'elles sentent la perruque. Une collerette dissimule le cou, que l'on soupçonne ridé, et une dentelle étend son voile nacré sur une gorge qui, c'est à craindre, a perdu de ses charmes. Les bras, étrangement, sont ronds et fermes, comme si un autre modèle, bien plus jeune, s'était substitué à l'aristocrate.

Mensonge, se dit-on. Le peintre doit satisfaire ses commanditaires et leur plaire par d'aimables subterfuges. Il le doit d'autant plus que le commanditaire se nomme le comte de Tournon, qui n'est rien de moins que préfet de Rome de 1810 à 1814, soit l'un des personnages les plus puissants du pouvoir napoléonien en Italie. Il a confié à Ingres, jeune peintre établi à Rome, le soin de représenter sa mère : affaire sérieuse. On ne peut s'attendre qu'à une effigie de parade débarrassée de tout détail disgracieux. Donc : perruque, dentelles, étoffes luxueuses, pose digne et paisible de patricienne dans un large fauteuil au dossier garni de velours bleu à broderies de fil d'or. Peinture d'apparat.

Mais la comtesse de Tournon a un nez plutôt visible, saillant et épais. Au coin des yeux, la peau est comme boursoufflée et décolorée. Ingres aurait pu améliorer ces détails. Un autre, après lui, l'a jugé nécessaire. Quand le tableau est entré au musée de Philadelphie, un restaurateur s'est aperçu qu'un léger repeint tardif avait été appliqué à la racine du nez, près de l'œil droit. Il l'a ôté. Sous le repeint, il y avait une verrue. Poudrée, certes. Mais une verrue. Un collectionneur ou un marchand avait demandé que dis-

paraisse ce détail qui nuit à l'harmonie du portrait – et qui en certifie la vérité.

Première déduction : madame de Tournon avait l'esprit assez dégagé des conventions de la coquetterie pour tolérer d'être vue ainsi – mais, à l'inverse, on pourrait supposer qu'elle n'a cédé sur le nez et la verrue qu'afin d'imposer plus aisément au peintre perruque et fanfreluches. Ce que l'on sait d'elle confirme l'hypothèse : elle avait du caractère et de l'esprit. Deuxième déduction : Ingres, portraitiste, fait preuve d'une absence étrange de discernement. Il peint ce qu'il voit, tout ce qu'il voit, tout ce que le modèle accepte de lui montrer. Il peint obstinément, regard de myope têtue qui ne conçoit un portrait que comme l'inventaire maniaque de la réalité – inventaire sans hiérarchie.

Retour à la comtesse de Tournon. Elle a revêtu une robe de velours vert, serrée par un nœud à la taille. Sur l'épaule et le sein, l'étoffe dessine des voiles nacrés sur une gorge qui, c'est à craindre, a perdu de ses charmes. Les bras, étrangement, sont ronds et fermes, comme si un autre modèle, bien plus jeune, s'était substitué à l'aristocrate. Retour à la comtesse de Tournon. Elle a revêtu une robe de velours vert, serrée par un nœud à la taille. Sur l'épaule et le sein, l'étoffe dessine des voiles nacrés sur une gorge qui, c'est à craindre, a perdu de ses charmes. Les bras, étrangement, sont ronds et fermes, comme si un autre modèle, bien plus jeune, s'était substitué à l'aristocrate.

### NORDIQUE, PAS ITALIEN

Quelques années après, en 1823, Ingres peint le double portrait d'un couple de Français établis à Florence, les Leblanc. Ils sont ses amis, sa notoriété est établie, il peut oser plus librement. Il ose. Le tableau de madame Leblanc est construit, de façon gratuite, autour d'un châle rouge, jaune et blanc – apologie de la couleur et de la dextérité. Le reste s'efface peu à peu dans l'ombre, et la dame, pour ne pas gêner le peintre, s'est habillée en noir, assise devant un mur brun très sombre. Monsieur Leblanc est en noir lui aussi, devant le même mur, placide. Il s'accoude à une table, enveloppée d'un tapis. Ce tapis, on l'a déjà vu cent fois dans la peinture : il étend sa géométrie de lignes brisées et ses rouges clairs dans les Van Eyck et les Van der Weyden. Il apparaît dans les scènes d'intérieur hollandaises, jusque chez Vermeer. Il se peut qu'il



« Mademoiselle Jeanne Hayard » (1815). Graphite, 28,5 x 21 cm, collection particulière.

ait eu, véritablement, ce tapis dans l'appartement des Leblanc à Florence. Il se peut qu'Ingres l'y ait introduit. Il est certain qu'il éclipsa le modèle, comme le châle indien éclipsa madame Leblanc. Les deux toiles ont appartenu à Degas, qui les

tenait à juste titre pour admirables.

Les Van Eyck, Van der Weyden – des primitifs, comme on dit. Dürer, tout autant. Otto Dix, plus récemment. Il y a dans Ingres – dans Ingres portraitiste – un côté nordique que le rassemblement des

œuvres à Londres rend patent. Nordique, pas italien. Ou alors italien à la façon de Lorenzo Lotto : précision, incision, obsession des accessoires servie par un illusionnisme impeccable. Les premiers tableaux, vers 1805, se distinguent par leur

œuvre. La Belle Zélie, aux accroche-cœur symétriques, semble une miniature sur porcelaine agrandie. Napoléon sur son trône impérial disparaît, sous l'amas des brocards, des dorures, des fourrures, des dentelles, des colliers et des tresses : Ingres les figure un par un, changeant de manière selon les textures. Il fait vrai et obtient, comme il se doit, un chef-d'œuvre de théâtre, version profane du Dieu le Père des Van Eyck, à Gand.

Les dessins du séjour romain ne négligent rien non plus. Dans une clarté égale, une figure se détache sur le plan ou un paysage vague. La pointe du crayon, comme la pointe d'argent des maîtres anciens, procède au relevé des lignes et des plans, des physionomies et des parures. Aucun clair-obscur ne vient troubler l'image et masquer quoi que ce soit. Le style s'accorde aux parties du portrait, plus aigu pour les vêtements, plus souple pour la tête. Les modèles subissent l'inspection, de face ou de trois quarts, livrés de leur plein degré au plus cruel des examens. Les caractères apparaissent à nu. Inutile d'attendre de l'artiste sympathie, attendrissement, compassion ou passion. Il dessine dans le neutre, l'impitoyable, l'irréfutable. Ingres est né à Montauban, ville protestante et morose.

Jusqu'à la fin, il ne varie pas. Il se consacre avec autant de minutie aux accessoires en 1845 – Portrait de la vicomtesse d'Haussonville – ou en 1848 – Portrait de la baronne de Rothschild – qu'en 1805. Il trouve un moyen efficace d'en ajouter, de grands miroirs où se reflètent le dos et la nuque du modèle, des bouquets, des pendules, des draperies. Il refuse la plupart des commandes, se voulant à toute force peintre d'histoire – quoique la postérité en ait souvent jugé autrement et préfère ses nus et ses portraits à son saint Symphonien ou à sa Jeanne d'Arc de fer-blanc.

Mais les portraits qu'il accepte durent des années. Madame Moitessier l'occupa de 1844 à 1857, avec des interruptions qui le mettent en colère. Pour quel résultat ? Le plus étrange, le plus gênant : pour deux effigies qui semblent tantôt déliquescence voluptueuses, tantôt tragiquement muettes. Elles oscillent entre le comble de la présence – couleurs affrontées, objets partout – et le silence.

Philippe Dagen

## L'art du portrait, une passion typiquement britannique

LES ANGLAIS ont pour le portrait un amour particulier, exigeant, boulimique, presque furieux. La preuve : l'exposition Ingres n'est montrée qu'à New York et à Londres, et pas à Paris, alors que les musées français ont prêté la moitié des œuvres. La preuve encore : Londres se flatte de posséder une institution à nulle autre comparable, la National Portrait Gallery, tout à côté de la National Gallery elle-même.

Elle a été fondée en 1856 pour réunir une collection aussi complète que possible des portraits des gloires britanniques, des monarques aux célébrités de toute sorte. Le patriotisme exigeait que soient accumulées les effigies des héroïnes et des héros de l'Empire et que, de préférence, les peintres soient eux-mêmes britanniques, même si Holbein et son école sont largement représentés dans les salles traitant de l'histoire ancienne de l'île, même si Jacques-Emile Blanche a là son portrait de Beardsley.

Le musée peut plonger le visiteur dans la plus complète stupéfaction, tant il affirme comme si elle allait de soi sa bizarrerie. Il est grand, fort, bien entretenu évidemment, avec ce penchant pour l'opulence bourgeoise qui se retrouve au Victoria and Albert Museum. L'accrochage, dans les

étages, respecte la chronologie ; pas celle des artistes mais celle des modèles, puisque les seconds importent plus que les premiers. Du reste, les cartels sont sans équivoque : le modèle en capitales lisibles de loin, le peintre en plus petites lettres. Qu'il se nomme Gainsborough ou Reynolds, qu'il soit illustre ou inconnu ne change rien à la loi. Un portrait, c'est ici, d'abord, une affaire de ressemblance et de commémoration, et accessoirement une question d'art.

### CHARLTON ET LES SPICE GIRLS

Cette conception n'empêche pas qu'il y ait de beaux tableaux dispersés dans les salles, et particulièrement l'admirable autoportrait de Reynolds. Mais elle autorise la présence d'images qui ne se recommandent pas à l'attention par leur grâce, leur inventivité ou le talent de l'auteur. On observe, sans en tirer de conclusion, que les militaires sont plus souvent maltraités que les ministres ou les écrivains et qu'ils affrontent, impassibles, des mises en scène de mélodrame et des bariolages discutables.

Le plus étrange est cependant au rez-de-chaussée, dans les salles réservées au passé proche et au présent. Il s'y vérifie que la pratique du portrait ne connaît en Grande-Bretagne au XX<sup>e</sup> siècle au-

cune interruption, ce dont on se douterait à la seule énumération des principaux peintres britanniques depuis 1945 : Bacon, Sutherland, Freud, Hockney, tous portraitistes. Ils ont des disciples, ils ont des imitateurs, cependant que d'autres artistes, moins aventureux, cultivent d'anachroniques hybrides de cubisme, d'expressionnisme et de post-impressionnisme. On ne sait s'il faut admirer leur audace ou déplorer leur inconscience.

Ce qui est admirable, assurément, c'est la liberté de ton et la largeur de vue. A la National Portrait Gallery, il n'est pas interdit d'accrocher dans la même salle huiles sur toile, dessins et photographies. Dans la plupart des musées, on s'en garde, et les photos y sont à l'écart, au nom d'une spécificité qu'il faudrait impérativement préserver. Pourquoi ? On ne sait pas. Ici, l'œil s'accoutume, et le voisinage, loin de gêner, intéresse. Autre mérite : par célébrités, il faut entendre les politiques, les leaders de l'économie, les footballeurs, les chanteuses... D'un mur à l'autre, Bobby Charlton lorgne les Spice Girls. Dans un coin, les meilleures savantes d'Oxford et de Cambridge révèlent leurs physionomies, qu'elles s'efforcent de rendre souriantes.

Le cricket, le théâtre, la mode,

rien n'est oublié. Pas même les artistes. A la National Portrait Gallery, institution ancienne et respectable, se trouvent aujourd'hui les têtes de Damien Hirst et de Jennifer Saville, en compagnie de la plupart des autres jeunes artistes britanniques à la mode, trentenaires agités. Imagine-t-on, à Paris, une institution célébrer leurs contemporains français, sans préjugés, sans guerre de clans, sans mauvaise conscience ? Evidemment non. Question de culture, dira-t-on.

Un espace est réservé aux expositions temporaires. On y célèbre pour l'heure, jusqu'au 6 juin, John Everett Millais, préraphaélite à ses débuts, réaliste compassé plus tard. Dessins et toiles racontent en détail comment Millais séduisit la femme de Ruskin, son meilleur ami, lors d'un séjour en Ecosse en 1853. Effie – Mrs Ruskin – aimait la promenade. Son mari préférait écrire. Millais accompagnait la dame dans la campagne. Ils furent heureux et eurent ensuite beaucoup d'enfants. Pour les nourrir, leur père fit poser dans son atelier de Kensington Gladstone, Disraeli, Carlyle, Tennyson et des beautés victorienne. C'est dire combien cette exposition est à sa place dans un tel endroit.

Ph. D.

**PHILIPPE VAL**

**A L'EUROPÉEN**  
du 23 février au 28 mars 1999

AVEC EMMANUEL BINET  
(basses)

LOCATION : 01 43 87 97 13  
FNAC - 3615 FNAC - VIRGIN - AGENCES  
L'EUROPÉEN - 3, RUE BIOT - 75017 PARIS - M<sup>o</sup> PLACE DE CLICHY

France inter ASTERIOS

FONDS DE SOUTIEN  
CHANSON VARIÉTÉS JAZZ  
subventionné par la Mairie de Paris







## Européennes : Sami Nair en campagne « au cas où »

Si elle existe, il dirigera la liste MDC

DIJON (Côte-d'Or)  
de notre envoyée spéciale

Est-ce une campagne « comme si » ? Ou une campagne « puisque que » ? S'agit-il de la simple mise en jambes de la vraie tête de liste d'une vraie « liste de la gauche républicaine », lancée par Jean-Pierre Chevènement au congrès du Mouvement des citoyens à Créteil (Val-de-Marne), les 6 et 7 février, ou bien un tour de chauffe pour intimider un PS un peu trop libéral, encore trop fédéraliste, et peu pressé de donner de belles places sur sa liste à ses collègues « citoyens » ? Sami Nair, délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, candidat « proposé » par M. Chevènement, ne le sait peut-être pas lui-même. Dans le doute, il a entamé sa campagne « suspense », jeudi 25 février à Dijon, avant de la poursuivre, vendredi, à Soissons et Laon.

### DEUX DÉSACCORDS AVEC LE PS

« La campagne de Sami Nair est ouverte ! » Le député « citoyen » de la Côte-d'Or, Roland Carraz, qui accueille son « ami » pour une conférence de presse à Dijon, fait tout pour « faire du candidat virtuel » du MDC « un candidat réel ». Enthousiaste, il l'emmène rencontrer des militants à l'antisozialisme bien réel. L'un d'eux, peintre réaliste amateur, offre son portrait à la tête de liste. Le maire de Chenôve a aussi tapissé les murs des toutes nouvelles affiches « 4 par 3 » qui vantent, en couleur, « la gauche républicaine » de Sami Nair, tête de la « liste présentée par le Mouvement des citoyens avec Jean-Pierre Chevènement ». Une liste « principielle » de gens qui « partagent les mêmes valeurs », précise le professeur de sciences politiques Sami Nair, désespéré que, au Parti communiste, on soit passé « de l'idéologie des camarades à celui des pots ».

Sami Nair veut quand même

Ariane Chemin

## SIAM, un logiciel de simulation des mutations au service des profs

BLANC, c'est perdu. Bleu turquoise, c'est bien parti. Bleu outremer, c'est gagné, ou presque. Grâce au nouveau système d'information et d'aide pour les mutations (SIAM), disponible sur le site Internet du ministère de l'éducation nationale (www.education.gouv.fr), les professeurs peuvent désormais analyser, en couleur, leurs chances d'obtenir une nouvelle affectation. Premier chantier ouvert par Claude Allègre lors de son arrivée rue de Grenelle, la déconcentration du « mouvement » national des enseignants et des personnels d'éducation et d'orientation du second degré est en marche. Ceux qui veulent changer d'académie ou obtenir un premier poste ont jusqu'au 28 février pour formuler leur demande.

Si le bon vieux Minitel est toujours disponible pour indiquer ses vœux, le ministère joue la carte des nouvelles technologies pour « vendre » les bienfaits de sa nouvelle politique de mutation. SIAM permet aux enseignants d'accéder à leur dossier personnel, de connaître leur barème – les points obtenus suivant leur ancienneté dans un poste, leur nombre d'années en zone d'éducation prioritaire ou encore leur situation familiale –, de découvrir la liste des postes vacants, d'estimer leur chance de mutation dans une académie ou dans un département et de saisir leur souhaits.

« Ce nouveau système permet aux personnels d'être acteur de leur mutation, estime Hélène Bernard, directrice de l'administration au ministère de l'éducation nationale. De plus, pour beaucoup d'enseignants SIAM, est la première occasion d'utiliser Internet ou même, pour certains, un ordinateur. » Depuis sa mise en place, fin janvier,

s'expliquer. Il cite Thomas Mann, Renan, Pascal. « J'espère pouvoir être aussi proche que possible de la vérité dans ce que je vous dirai, au-delà des intérêts conjoncturels et des petits calculs », s'excuse le « non-professionnel » devant les journalistes. « La vertu, assure-t-il, n'est jamais loin de la vérité. » Il existe, souligne-t-il, deux « points de désaccord » avec le PS. Le premier, « discriminant », touche au modèle républicain : « La notion de fédération d'Etats-nations ne veut rien dire. Elle n'a pas de contenu », note-t-il, avant de plaider pour une « communauté d'Etats-nations ». La seconde bataille porte sur la Banque centrale, qui « ne doit pas être autonome, et intégrer dans ses statuts la lutte contre la pauvreté ». « On ne fait pas une liste pour faire une liste. Nous ferons la nôtre sauf si le PS est d'accord avec ce que je dis. Ce n'est pas encore le cas. Donc, sauf coup de théâtre ou plutôt de tonnerre, je quitterai mon statut de candidat putatif. »

A quand la fin du suspense ? « Nous n'avons pas intérêt à prolonger cette attente trop longtemps », juge le tout récent vice-président du MDC, compagnon de route de longue date, mais qui ne possède sa carte que depuis le dernier congrès du parti. Le 6 mars, le MDC se réunit en conseil national. Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement se seront vus d'ici là. Avant la fin mars, Jean-Yves Auteuxier (MDC) et Alain Bergougnieux (PS) sauront donc s'ils doivent continuer à polir la déclaration commune à laquelle ils travaillent. Georges Sarre saura s'il faut faire imprimer plus que les deux cents affiches « Sami Nair » déjà tirées et continuer à négocier avec « la première banque de la zone euro », comme dit la campagne de publicité de SG Paribas. Ou bien arrêter là les frais.

## Alain Richard lance une réflexion sur l'évolution des lycées militaires

Un rapport parlementaire s'inquiète de « tentations extrémistes »

LE MINISTÈRE de la défense a décidé, jeudi 25 février, d'ouvrir « une réflexion d'ensemble » sur l'évolution des lycées militaires, dont il rendra publics les résultats dans deux mois. Cette initiative survient après des incidents disciplinaires, notamment des violences à l'encontre d'un élève au Prytanée de La Flèche (Sarthe), et après la parution d'un rapport de la commission de la défense à l'Assemblée, particulièrement sévère et fondé, qui fait état du « risque de voir un esprit malsain s'emparer des classes préparatoires », autrement appelées « corniches ».

Il existe aujourd'hui six lycées militaires (quatre pour l'armée de terre, un cinquième pour l'armée de l'air et un dernier pour la marine) qui rassemblent 4 100 élèves, de la sixième aux classes préparatoires aux concours d'entrée des grandes écoles d'officiers. Dans l'un de ces établissements – celui de La Flèche –, qui sont contrôlés par les armées et dont le corps enseignant est fourni par l'éducation nationale, un élève de première a subi, selon Le Canard enchaîné du mercredi 24 février, des brimades sans que la direction ait réagi. Il a été hospitalisé. Ses parents ont porté plainte. Une enquête de commandement a été ordonnée. Le Front national, présidé par Jean-Marie Le Pen (FNUF), a aussitôt pris la défense du Prytanée, estimant qu'il s'agissait d'« un procès en sorcellerie » et que le commandement de l'école avait fait preuve de « son honnêteté ».

Avant même cet incident, dont un porte-parole des armées a qualifié d'« anodin » le point de départ, un rapport rédigé par Ber-

nard Grasset, député PS de Charente-Maritime, avait attiré l'attention du ministre de la défense, Alain Richard, sur ce qui se passe dans les lycées militaires et sur la nécessité d'ouvrir davantage l'accès aux écoles d'officiers à des candidats venus de l'université, et pas seulement aux élèves des « corniches militaires ». Sinon, a écrit le rapporteur parlementaire, « le risque existe de voir un esprit malsain s'emparer de ces classes préparatoires », sans compter les brimades et le bizutage qui subsistent dans ce genre de collectivités. Selon l'élu socialiste, cet état d'esprit peut développer et entretenir à la longue des « tentations extrémistes » dans l'armée et « une vision messianique » de son rôle.

### DIVERSIFIER LE RECRUTEMENT

S'ils rendent service à des parents issus de la corporation militaire et soumis à une mobilité extrême, mais aussi aux jeunes soucieux d'avoir un parcours scolaire stable, « ces établissements », écrit M. Grasset, posent toutefois la question de l'existence de classes préparatoires axées directement vers le recrutement de diverses écoles d'officiers.

Le recours à ces « corniches » pour fonder le recrutement des grandes écoles d'officiers est jugé, par le rapporteur, trop systématique. Cette pratique illustre le risque de « ghettoïsation » qui attend une armée de métier coupée de la collectivité nationale. Il convient donc, conseille la commission de la défense, d'« aérer au maximum » les « corniches » et de favoriser, davantage qu'on ne le fait, les filières d'accession aux écoles d'officiers qui per-

mettraient d'intégrer des jeunes titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise de l'enseignement supérieur.

Le député n'épargne pas, non plus, le corps enseignant. La durée d'affectation des professeurs civils dans ces établissements militaires, « face à des élèves disciplinés et dans un univers sécurisé », ne devrait pas dépasser cinq années. Sinon, note-t-il, les professeurs perdraient contact avec la réalité, au détriment de la qualité de l'enseignement.

M. Grasset se fait l'écho d'une crainte liée à la professionnalisation des armées, à savoir la « dérive » qui pourrait naître d'une institution militaire isolée dans ses casernes, « inadaptée à la société moderne », soumise à « une tentation extrémiste » et se considérant comme « l'ultime gardienne de valeurs et d'un intérêt national qui transcenderaient les structures démocratiques du pays ». A ce jour, écrit-il, ces éventualités ne paraissent pas constituer « une véritable menace » et le renforcement des liens armée-nation est « le meilleur rempart à une telle dérive ».

La réflexion ouverte au ministère de la défense a pour but d'imaginer « l'évolution, l'ouverture et la façon d'améliorer les prestations » de ces lycées militaires. Déjà, en juillet 1998, M. Richard, qui s'était adressé aux officiers des promotions sortantes de Saint-Cyr, les avait appelés à se soucier d'être « à l'écoute des perceptions du reste de la société, et pas uniquement de l'intérieur de l'institution militaire ».

Jacques Isnard

## L'épiscopat allemand défie le Vatican à propos de l'avortement

L'ÉPISCOPAT ALLEMAND refuse de céder aux pressions de son aïe la plus conservatrice et du Vatican à propos de la participation de l'Église catholique aux centres de consultation avant avortement. Un an après la publication d'une lettre du pape (Le Monde du 29 janvier 1998) visant à interdire la délivrance – dans les centres de planning familial gérés par l'Église – du certificat imposé par la loi avant toute interruption de grossesse, la Conférence des évêques d'Allemagne a proposé, jeudi 25 février, un compromis qui a toute chance d'être refusé par Rome.

L'Église garderait le droit de délivrer le certificat (schein), mais celui-ci serait complété par un autre document écrit, recensant les droits et toutes les formes d'aide aux femmes enceintes. Mgr Karl Lehman, président de la Conférence des évêques, a tenu à préciser qu'un tel compromis ne pourrait être mis en œuvre qu'avec l'accord du pape. Il avait déjà obtenu une fin de non-recevoir du cardinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation vaticane pour la doctrine de la foi. Il y a fort à parier que la réponse de Jean Paul II ne soit pas très différente.

Cette épreuve de force dépasse la seule question des rapports, souvent tumultueux, du catholicisme allemand avec Rome. Elle touche au rôle même des institutions d'Église dans une société sécularisée. Dans sa lettre de janvier 1998, le pape avait exigé la suppression, non pas des centres catholiques de planning familial (265, sur 520 centres gérés par l'ensemble des Églises et un total de 1 685 centres agréés), mais de la délivrance des certificats que les militants anti-avortement appellent « permis de tuer ». Si l'épiscopat obtiendrait, les centres catholiques n'auraient plus qu'à fermer leurs portes. Les femmes ne viendraient plus. Le principe de la protection de la vie serait sauvé, mais l'Église se priverait de la possibilité de dissuader une femme d'avorter.

### LE NOMBRE D'IVG EN HAUSSE

Ce débat intéresse l'opinion allemande bien au-delà des cercles des Églises. La lettre de Jean Paul II avait été vivement critiquée par les sociaux-démocrates et les Verts, alors dans l'opposition au chancelier catholique Helmut Kohl. Aujourd'hui, la polémique sur l'avortement rebondit, en raison de ce conflit touchant les centres de consultation, mais aussi de la proposition du nouveau gouvernement fédéral de Gerhard Schröder d'autoriser la mise sur le marché de la pilule abortive RU 486.

La proposition de compromis avec le Vatican rendue publique jeudi prouve que la minorité conservatrice de l'Église, conduite par le cardinal Joachim Meiser, archevêque de Cologne, et Mgr Johannes Dyba, évêque de Fulda, peine à imposer son point de vue. Si Mgr Dyba, bête noire des chrétiens progressistes, a depuis longtemps interdit le fameux certificat dans son diocèse, une autre personnalité de la hiérarchie, Mgr Kampaus, évêque libéral du Limbourg (Francfort), vient de regretter publiquement que, dans ces débats sur l'IVG et la protection de la vie embryonnaire, l'Église « parle bien peu des femmes d'abord concernées ».

Le nombre des avortements croît en Allemagne. De janvier à mars 1998, on en a compté 35 000 (soit 5 000 de plus qu'au dernier trimestre de 1997). Ces chiffres sont souvent rappelés dans les Églises catholique et protestante (à peu près à égalité de fidèles) comme preuve supplémentaire de l'intérêt, pour elles, de garder une présence active dans les centres avant IVG. « Il faut, par tous les moyens, offrir davantage de secours aux personnes en détresse », écrivait Mgr Lehman, en septembre 1998, dans une revue chrétienne. Mais rien n'indique que ce point de vue l'emporte sur les pétitions de principe fixées à Rome.

Henri Tincq

MAGAZINE

RFM  
la radio en or

d' h m m e

AVENTURE MODE SAVEURS HIGHTECH

SPORT HIGHTECH BEAUTE ARTS FORME SANTE

VOYAGES MODE FORME ARTS SAVEURS BEAUTE

SANTE VOYAGES AVENTURE BEAUTE

## LE PREMIER SALON DES AU MASCULIN

DU 26 AU 28 MARS 1999 ESPACE EIFFEL-BRANLY  
PARIS

RENSEIGNEMENTS TÉL : 01 40 55 53 55 - FAX : 01 40 55 53 59